

INpreCOR

Numéro 321 du 21 décembre au 17 janvier 1991 ♦ 20 FF 5 FS 100 FB

POLOGNE

Un roi sans couronne



EUROPE

Sous la bannière étoilée ?

URSS

Le réveil écologiste

TIERS MONDE

« La fin de l'histoire » ?

GRANDE-BRETAGNE



Maggie et son major

INpreCOR

SOMMAIRE DU N° 321 DU
20 DECEMBRE 1990 AU 17 JANVIER 1991

3

POLOGNE
Un roi sans trône
Cyril SMUGA

6

UNION SOVIETIQUE
Ecologie et socialisme
Interview de Vadim DAMYE

8

L'Ukraine contre Gorbatchev
DOCUMENT

10

ROUMANIE
Les lendemains qui déchantent
Gerry FOLEY

11

COLOMBIE
La Constituante mutilée
Alfonso MORO

13

AMERIQUE LATINE
Les mains sales
Introduction de Janette HABEL

14

Le mépris comme seul destin
Eduardo GALEANO

16

ETATS-UNIS
Contre la guerre !
Peter DRUCKER

17

10 raisons de ne pas la faire !
DOCUMENT

18

EUROPE
Mariages de raison
Claude GABRIEL

23

GRANDE-BRETAGNE
Grandeur et décadence de Maggie
James BROOK

26

Nouvelles du monde
ETATS-UNIS ; GRECE ; GUATEMALA
SENEGAL ; TCHAD ; TURQUIE

28

INDEX DE L'ANNEE 1990

36

HAITI
La victoire de l'avalasse
Arthur MAHON

Les articles signés ne représentent pas nécessairement
le point de vue de la rédaction.

Pour sacrifier à la tradition...

CE NUMERO 321 est le dernier de l'année 1990 ; il contient l'index de tous les articles parus dans *Inprecor* depuis janvier.

BIENTOT, la collection reliée de tous les numéros de 1990 sera également disponible ; c'est une idée originale de cadeau pour faire découvrir *Inprecor* à vos amis : du soulèvement roumain à l'unification capitaliste de l'Allemagne, en passant par les soubresauts de la construction européenne, la légalisation de l'ANC en Afrique du Sud et la croisade impérialiste dans le Golfe, vous y retrouverez des commentaires et des analyses des principaux événements politiques, mais aussi sociaux, qui ont marqué 1990.

Comme la rédaction d'*Inprecor* sacrifie à la tradition des fêtes de fin d'année, vous ne retrouverez donc votre revue "favorite" que le 17 janvier 1991.

BONNES fêtes à tous.



La rédaction

INpreCOR

Correspondance de presse internationale

Revue bimensuelle
d'information et d'analyse
publiée sous la responsabilité
du Secrétariat unifié
de la IVE Internationale.

Editée par PEC
(Presse-Edition-Communication)
Administration :
2 rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil, France
Tél. : 48 59 00 80

Directeur de publication :
Christian Lamotte
Commission paritaire
n° 59117, ISSN 1 0294 - 8516
Imprimé par Rotographie

Diffusé dans les librairies par
Diffusion Populaire
14 rue de Nanteuil, 75015 PARIS
Tél. : 45 32 06 23

ABONNEMENT (22 numéros par an)

France - Europe
140 FF pour six mois. 280 FF pour un an.

Afrique du Nord - Moyen-Orient - DOM-TOM
155 FF pour six mois. 310 FF pour un an.

Afrique - Amériques - Asie
180 FF pour six mois. 360 FF pour un an.

Pli fermé
France : 200 FF pour six mois. 405 FF pour un an.
Europe : 215 FF pour six mois. 430 FF pour un an.
Autres continents : nous écrire.

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre
de "PEC", à adresser à *Inprecor*,
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.
Virements bancaires à "PEC", BNP, agence Robespierre,
153 rue de Paris, 93108 Montreuil, France,
compte n° 230179/90.
Virements postaux à "PEC", compte-chèque postal
n° 2.322.42 T Paris.

Abonnement

Réabonnement

Moins de 25 ans et chômeurs (100 FF, 6 mois)

Nom Prénom :

Rue :

Commune / Code postal :

Ville :

Pays :

Un roi sans trône

L'élection présidentielle polonaise a dévoilé et aggravé l'intensité de la crise du processus de transition pacifique au capitalisme ouvert par les accords de la table ronde d'avril 1989. Si Lech Walesa est finalement sorti vainqueur de l'épreuve électorale, ses marges de manœuvre et sa légitimité sont réduites.

LE PRINCIPAL enseignement de ce scrutin est la faiblesse du score réalisé par les candidats issus de la mouvance de Solidarité, tant au premier tour qu'au second, et l'apparition d'un électorat important qui rejette aujourd'hui non seulement le gouvernement sortant, mais Solidarité comme institution (voir tableau en p. 4). Lech Walesa, qui avait pourtant pris soin, ces derniers mois, de se démarquer de la politique de Mazowiecki, a pâti du rejet inspiré par celui-ci, assimilé par de larges secteurs de la société à Solidarité.

La politique du gouvernement de Tadeusz Mazowiecki avait heurté de front les deux aspirations fondamentales qui furent à l'origine de la naissance du premier syndicat indépendant en Europe de l'Est, en 1980 : l'aspiration à des conditions de vie décentes et à la démocratie.

Déficit social et démocratique

La première année du gouvernement Mazowiecki s'est soldée par l'apparition d'un chômage massif (plus d'un million de chômeurs recensés), une baisse draconienne du niveau de vie (le salaire réel moyen a été réduit d'un tiers) et une chute proportionnelle de la consommation des ménages (27 % de moins au second trimestre 1990, par rapport à la même période en 1989). On estime que 44 % des ménages de salariés et 51 % des ménages de retraités vivent en dessous du seuil de pauvreté (1). L'augmentation des loyers, à la veille du premier tour, a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Si la population, un an plus tôt, était prête à payer le prix de la restructuration économique, l'addition présentée par le gouvernement s'est avérée insupportable.

La version de la démocratie "réellement existante" en Pologne depuis un an a également déçu. En plébiscitant, dans des élections partiellement libres, les candidats de Solidarité, en juin 1989, les Polo-

Cyril SMUGA



nais avaient voté contre la dictature et pour la démocratie vue au travers de la seule expérience concrète que l'immense majorité d'entre eux avait connue : la démocratie interne au sein de Solidarité, en 1980-1981. Construite d'en bas, fondée sur l'élection et la révocabilité des responsables, organisée autour de collectifs d'entreprises souverains envers les instances supérieures, offrant les alternatives construites pendant les discussions collectives, cette pratique permettait à chacun d'influencer les décisions.

Au contraire, la démocratie parlementaire issue du compromis de la table ronde a laissé les décisions entre les mains d'une petite élite politicienne (qui plus est, issue à 65 % de la cooptation) d'autant plus autoritaire qu'elle se sentait investie d'une mission historique. Le choc entre cette réalité-là et le souvenir, estompé et idéalisé, de la démocratie vécue en 1980-1981 au sein de Solidarité, a été violent.

L'opinion ouvrière

En s'engageant sur la voie du rétablissement du capitalisme, la direction de Solidarité ne pouvait qu'heurter de front sa propre base sociale, sacrifiée sur l'autel de la création *ex nihilo* d'une nouvelle bourgeoisie. Une récente enquête sociologique (2) révélait que 62 % des ouvriers considèrent que personne dans le pays ne représente leurs intérêts. Un an plus tôt, l'identification entre les travailleurs et ce

qu'ils percevaient comme "leur gouvernement" était totale...

Un des sociologues, auteur de cette étude, explique ainsi l'état actuel de l'opinion ouvrière : « Interrogés sur qui influence la politique du gouvernement, les ouvriers citaient le plus fréquemment l'Eglise (60 %) et ensuite les juifs (43 %). (...) Cependant, les ouvriers ne sont

pas religieux au sens d'une identification avec l'institution hiérarchique de l'Eglise, bien que 97 % d'entre eux se déclarent croyants. La défiance envers l'engagement politique de l'Eglise se développe. D'autre part (...), contrairement à ce que pensent certains politiciens, les ressentiments anti-communistes ne sont pas essentiels dans la conscience ouvrière. Ils restent vivaces, mais ne sont qu'un élément de second, voire de troisième plan. (...) Ce qui choque le plus les ouvriers actuellement, c'est surtout la paupérisation de leur propre groupe social et l'apparition d'une situation où les communistes, la vieille nomenklatura apparaissent de moins en moins comme des ennemis. Cette place est prise par la nouvelle classe moyenne. (...) S'il est apparu une forte appréhension envers le retour des anciennes autorités (...) ces opinions sont géographiquement différenciées. A Varsovie, environs 70 % [des personnes interrogées] déclaraient rejeter l'ancien régime, alors qu'en province elles n'étaient qu'entre 50-58 % ».

Seuls 20 % d'ouvriers affirmaient soutenir la politique gouvernementale. Après

1) Estimé, au second trimestre 1990, à 400 000 zlotys mensuels par personne (soit 210 FF). Voir l'article de Janusz Rówicki dans *Ślōwo Powszechne* du 27 novembre 1990.

2) Les informations sur les résultats de cette enquête, réalisée en octobre par l'équipe du professeur Leszek Gilejko, sont tirées de l'interview donnée par un de ses collaborateurs, le Dr Juliusz Gardawski au quotidien *Zycie Warszawy*, du 27 novembre 1990. Cette enquête constitue la répétition d'une enquête similaire menée en 1987 par la même équipe et autorise donc les comparaisons.

plus d'un an de propagande intensive assimilant la propriété privée à "l'économie naturelle", 60 % de travailleurs déclarent vouloir rester dans une entreprise étatique et seulement 12 % se prononcent en faveur de la privatisation.

Notons que, si les salariés valorisent la petite propriété marchande (artisans et petits commerçants), ils rejettent la « nouvelle classe moyenne », assimilée à leurs yeux « aux spéculateurs et magouilleurs qui s'enrichissent indûment et qui finiront par réduire les ouvriers à l'état de classe inférieure ». Ainsi, après une année d'expérience de la transition vers le capitalisme, une partie considérable des travailleurs est en train de prendre conscience que la place occupée jusqu'alors par leur propre classe au sein de la société est menacée. Cette prise de conscience augure mal de l'avenir de la restauration capitaliste en Pologne.

Pays légal et pays réel

Tadeusz Mazowiecki avait centré sa campagne électorale sur la défense de sa politique menée jusque-là et sur la mise en valeur des soutiens dont lui et son équipe disposaient auprès de la bourgeoisie mondiale (3), en revanche, celle de Lech Walesa tenait compte de l'éloignement de larges secteurs de la société par rapport à la politique du gouvernement. Il a ainsi répété tout au long de ses meetings que son programme serait celui que ses électeurs voudraient. Devant l'ampleur du mécontentement, la direction Walesa de Solidarité avait également lancé une campagne de dénonciation des "sociétés anonymes nomenclaturistes", massivement établies par les directions d'entreprises, et qui jouent un rôle d'intermédiaire obligé entre le secteur étatique et le marché. Ces compagnies privées vivent en parasites du secteur étatique et constituent une source importante d'accumulation capitaliste primitive ; faisant preuve d'un grand dynamisme, elles ont été tolérées par le gouvernement Mazowiecki. Lech Walesa a promis de les liquider, mais le pourra-t-il sans remettre en cause la stabilisation de la "nouvelle classe moyenne" et les avancées de la restauration capitaliste en Pologne ?

Convaincu de l'emporter, le président de Solidarité s'est cependant employé à se ménager des passerelles avec l'entourage du Premier ministre. Cette dualité de prises de position s'est finalement retournée contre lui : son statut de dirigeant syndical symbolique ne lui a pas assuré le soutien massif des travailleurs qu'il escomptait. Et, surtout, il a dû affronter au second tour le candidat anti-Solidarité, Stanislas Tyminski, un entrepreneur reve-

Résultats de l'élection présidentielle *		
	1er tour	2e tour
Lech Walesa	23,85	39,65
Tadeusz Mazowiecki	10,79	—
Leszek Moczulski (KPN)	1,49	—
Roman Bartoszcze (PSL)	4,27	—
Stanislaw Tyminski	13,78	13,35
Włodzimirz Cimoszewicz (SDRP - ex-POUP)	5,49	—
Abstentions et votes nuls	40,31	47,00

* Tous les pourcentages sont calculés à partir du nombre d'inscrits et non, comme l'a en général fait la presse, en fonction des suffrages exprimés. Au second tour, Leszek Moczulski (KPN — petit parti nationaliste dont le candidat se présentait comme partisan acharné de l'indépendance) et Włodzimirz Cimoszewicz (SDRP - ex-POUP) n'avaient pas donné de consigne de vote en faveur d'un des candidats restant en lice ; les autres éliminés appelant, avec une ardeur inégale, à voter pour Walesa.
 Au premier tour les candidats ont obtenu : L. Walesa : 6 569 889 voix ; S. Tyminski : 3 797 605 voix ; T. Mazowiecki : 2 973 264 voix ; W. Cimoszewicz : 1 514 025 voix ; R. Bartoszcze : 1 176 175 voix ; L. Moczulski : 411 516 voix. 11 123 151 électeurs se sont abstenus ou ont voté nul.

nu du Pérou et du Canada, d'autant plus libre de se livrer à la démagogie, qu'il ne disposait même pas d'un embryon de mouvement politique.

Celui-ci a mis en avant sa propre réussite sociale pour flatter les aspirations de tous ceux qui, en Pologne, ne comprennent pas pourquoi les avancées vers le capitalisme ne leur procuraient pas l'opulence. Il a attaqué durement le Fond monétaire international (FMI) dont il se plaisait à décrire les effets en Amérique latine. Il s'en est pris à Jeffrey Sachs, conseiller du gouvernement polonais et adepte de l'école économique néo-libérale de Chicago, dont il racontait les exploits boliviens et, en particulier, le rôle dans l'instauration de l'état d'exception dans ce pays. Il se présentait comme le défenseur d'une voie polonaise et nationale vers le capitalisme, à l'opposée de Tadeusz Mazowiecki vendu, selon lui, à l'impérialisme. Enfin il déclara soutenir toutes les grèves en cours, seul moyen, selon lui, d'empêcher que la substance nationale ne soit dépecée par les vautours impérialistes. Il a fini par accuser Walesa d'avoir trahi les idéaux de Solidarité et a déclaré être en contact avec

Marian Jurczyk, dirigeant syndical historique de Szczecin, aujourd'hui à la tête d'un petit syndicat issu d'une scission de Solidarité — "Solidarité 80".

Si Tyminski est parvenu ainsi à occuper le vide apparu en Pologne après l'adoption d'une orientation pro-capitaliste par les dirigeants de Solidarité, il est peu probable qu'il puisse (voire qu'il veuille) structurer au sein d'un mouvement électoral qui lui a fait confiance (4).

Dans l'ombre du phénomène Tyminski, les quelques 1,5 million de voix que Włodzimirz Cimoszewicz a réussi à regrouper sur son nom font pâle figure. Pourtant, le candidat présenté par la Social-démocratie de la République de Pologne (SDRP), organisation héritière du Parti ouvrier unifié polonais (POUP), n'en espérait pas tant.

En disparaissant de la scène politique, en janvier 1990, le parti dont le général Jaruzelski fut le premier secrétaire avait légué son appareil à la SDPR, ainsi que sa faillite politique et morale. Héritière officielle, la SDPR a dû faire face à la fronde d'une Union social-démocrate de Tadeusz Fiszbach, qui rejoignit très vite le giron de Lech Walesa. De même, l'organisation syndicale OPZZ, fondée sous le couvert de la loi d'exception, en 1984, a tenté de voler de ses propres ailes, en appelant à voter en faveur de Mazowiecki ou de Cimoszewicz.

Le programme électoral de Cimoszewicz était marqué par sa crainte d'être marginalisé. Se prononçant en faveur d'une « indispensable privatisation d'une large part du capital productif » (5) et de la nécessité de « poursuivre la transformation marchande de l'économie », il précisait : « Dans le secteur de la propriété étatique, il faut maintenir les richesses naturelles, l'industrie lourde, l'industrie de la Défense et aussi une partie d'autres entreprises. » Fait significatif, les travailleurs n'apparaissent dans son programme que comme de futurs actionnaires des entreprises, et toute référence à l'autogestion ouvrière en était absente.

Devançant Roman Bartoszcze, Cimoszewicz a également provoqué une crise au sein du Parti paysan polonais (PSL),

3) Ainsi, par exemple, le 22 novembre, *Gazeta Wyborcza* rendit public le contenu d'une lettre de Bush à Mazowiecki, annonçant son intention de soutenir l'annulation partielle de la dette extérieure polonaise et réaffirmant son admiration pour les réformes entreprises par le gouvernement polonais. « Il est évident que leur poursuite est la condition essentielle de la réduction de la dette » commenta le quotidien d'Adam Michnik.

4) Selon l'institut de sondages allemand INFAS, 30 % des jeunes de moins de 24 ans et 26,5 % des ouvriers qui ont pris part au second tour de la présidentielle ont apporté leurs suffrages à Tyminski, qui réalise ses meilleurs scores dans les régions les plus touchées par la crise.

5) Toutes les citations du programme de Cimoszewicz sont tirées de son texte "Démocratie et justice" paru dans le quotidien de la SDRP, *Trybuna*, le 19 novembre 1990.

issu de la fusion entre un secteur du parti agrarien, issu de Solidarité paysanne, et l'appareil de l'ancien parti agrarien satellite du POUP, le ZSL. Ce dernier commence à remettre en cause le choix effectué et la place accordée à ses alliés venus de Solidarité.

Crise de Solidarité sur fond de grèves

Témoins du malaise social dont l'ampleur avait été révélée par les élections, des mouvements de grève d'ampleur nationale ont paralysé les houillères et les transports urbains à la veille du premier tour. Ces grèves dures, lancées en général spontanément et bénéficiant du soutien des commissions d'entreprises de Solidarité ainsi que des structures de l'OPZZ, avançaient des revendications matérielles mais affirmaient aussi — et de façon croissante — la dignité ouvrière, bafouée par la politique gouvernementale. Dans trois mines de charbon, des équipes ont entrepris des grèves de la faim. Ces mouvements ne se sont éteints qu'entre les deux tours, après que les travailleurs ont obtenu une satisfaction partielle de leurs revendications salariales.

Les coordinations nationales de Solidarité des transports urbains et des mines ont soutenu les grèves contre l'avis de la direction nationale du syndicat (6), qui a réagi avec dureté. Le présidium de la Commission nationale a demandé, le 20 novembre, à la direction du syndicat de rayer du registre ces deux structures de branches, de licencier leurs permanents, de suspendre leur financement et a exigé l'arrêt de toutes les grèves et négociations salariales menées sans son mandat écrit.

Le lendemain, lors de la réunion de la commission nationale des houillères de Solidarité, à Katowice, le climat était à la fronde. L'idée de se séparer de Solidarité

et de fonder un nouveau syndicat — "Solidarité 88" — fut avancée. Le dirigeant des mineurs de Solidarité, Andrzej Lipko, interrogé par *Gazeta Wyborcza* ne mâchait pas ses mots : « Il est question d'envoyer des autobus de mineurs à Varsovie et d'organiser des piquets là-bas. A mon avis il y a une erreur d'adresse. (...) Les bus devraient aller à Gdansk, à la Commission nationale [de Solidarité], car c'est elle qui devrait se préoccuper [du sort] de ses militants. Depuis six mois, le gouvernement ne satisfait pas nos revendications et la Commission nationale n'a rien fait depuis pour nous aider » (7).

Il ne s'agit pas de la première tentative de "normalisation" de Solidarité entreprise par sa direction. La Commission nationale a également déclaré que l'Entente nationale des commissions d'entreprises, plus connue sous le nom de Réseau (8), « a dépassé les droits statutaires accordés aux ententes des commissions d'entreprises en créant son propre bureau électoral national et en tentant de créer sa propre représentation parlementaire ». La résolution adoptée par la direction nationale du syndicat rejette également la demande du Réseau de « constituer un Conseil social des transformations de la propriété », pour surveiller les activités gouvernementales sur ce terrain (9). Dans la foulée, la tenue d'une réunion nationale du Réseau a été interdite à Poznan.

Le choc électoral ne pourra qu'aggraver la crise de Solidarité. Car c'est à la fois l'absence d'indépendance du premier syndicat autonome d'Europe de l'Est envers le gouvernement et l'orientation pro-capi-

taliste de sa direction qui sont sanctionnées. La question d'une représentation parlementaire des structures de base des travailleurs est posée par beaucoup de structures d'entreprises et par leurs coordinations. En même temps, c'est la question d'un programme économique alternatif à celui imposé par le FMI qui commence à être discutée. Pour Jozef Pinior, porte-parole du Comité de coordination inter-entreprises (MKK (10)) : « Le résultat des élections constitue le dernier avertissement qui nous a été adressé ; si dans les élections parlementaires une plate-forme ouvrière de Solidarité n'apparaît pas, ce sera la fin du syndicat issu d'août 1980. »

Lech Walesa et la direction syndicale qu'il a forgé ne pourrions pas tolérer à l'avenir le statut démocratique de Solidarité, issu de la tradition de l'auto-organisation. Placé "en réserve de la République" après la constitution du gouvernement Mazowiecki, il pouvait mettre en balance son immense autorité lorsque des mouvements sociaux menaçaient de déstabiliser le pouvoir — et il le fit à plusieurs reprises.

Elu président et placé ainsi en première ligne, il n'aura plus de recours en la personne d'un dirigeant syndical jouissant d'une autorité comparable à la sienne. S'il poursuit, comme il l'a annoncé, la politique économique entamée par Mazowiecki, il devra soumettre le syndicat, au risque de le voir emporté par le tourbillon des scissions (11). ★



16 décembre 1990

La Pologne dans Inprecor (depuis la Table ronde *)

● n° 283 du 6 mars 1989
Autour de la table ronde

● n° 287 du 1 mai 1989
Un double saut dans l'inconnu

● n° 292 du 4 septembre 1989
Les conséquences d'une faillite historique
Les caisses sont vides

● n° 294 du 2 octobre 1989
Entre démocratisation et austérité
Mazowiecki vu par sa base

● n° 301 du 26 janvier 1990
La bombe à retardement

● n° 308 du 4 mai 1990
Le grand écart de Solidarité

● n° 311 du 28 juin 1990
Les cheminots roulent contre l'austérité

● n° 315 du 28 septembre 1990
La rançon des espoirs déçus

● n° 318 du 9 novembre 1990
Ni le marteau, ni l'enclume
DOCUMENT

* Ces articles sont de Cyril Smuga.

6) Il faut noter qu'une situation similaire a eu lieu au sein de la centrale rivale OPZZ, dont le président, Alfred Miodowicz, avait dénoncé le mouvement, alors que les directions des branches ont adopté une attitude de compréhension envers les grévistes et ont tenté de prendre des initiatives — notamment en organisant une manifestation des mineurs à Varsovie.

7) *Gazeta Wyborcza* du 22 novembre 1990.

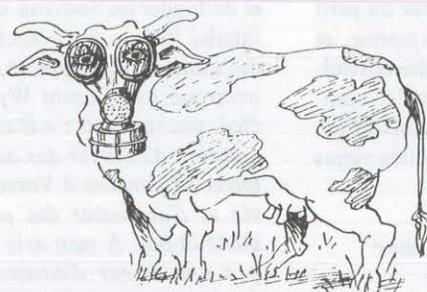
8) Sur la création du Réseau, voir *Inprecor* n° 315 du 28 septembre 1990.

9) Cité d'après *Tygodnik Solidarnosc* n° 45 du 16 novembre 1990.

10) Les positions de cette tendance syndicale minoritaire apparue en Basse-Silésie, qui regroupe à l'heure actuelle 16 commissions d'entreprise de Solidarité, comptant au total environ 20 000 membres, ont été présentées dans *Inprecor* n° 318 du 9 novembre 1990.

11) Cela d'autant plus qu'il semble que certains dirigeants du ROAD — parti créé par les amis d'Adam Michnik et de Jacek Kuron — sont tentés par la constitution d'un mouvement syndical corporatiste qui recruterait parmi la mince couche de salariés les mieux payés. Le danger de scission ne vient donc pas seulement des secteurs révoltés de Solidarité.

Ecologie et socialisme



Tchernobyl et l'assèchement de la mer d'Aral sont devenus les symboles des conséquences écologiques catastrophiques de 60 ans de planification bureaucratique dont des millions de personnes subissent les résultats. Depuis quelques années, un mouvement écologiste s'est développé en Union soviétique. Pour évoquer ces questions, *Inprecor* a interrogé Vadim Damyé, co-fondateur du Parti vert soviétique — dirigeant de l'Alternative verte en son sein —, spécialiste des mouvements écologistes et de gauche en Europe occidentale. Damyé a participé à plusieurs tentatives pour rassembler les différentes forces de gauche à Moscou ; il est co-signataire de la lettre ouverte sur l'auto-gouvernement (voir *Inprecor* n° 318 du 9 novembre 1990).

INPRECOR : *Le développement des mouvements écologistes en Union soviétique est-il principalement dû à l'avènement de la perestroïka ?*

Vadim DAMYÉ : Le mouvement écologiste a été l'une des premières structures informelles du pays, sous différentes formes avant même la perestroïka. Les associations écologistes officielles, telles la Société russe pour la protection de l'environnement, étaient très liées aux autorités et à l'industrie et, par conséquent, ne pouvaient quasiment rien résoudre. C'est pour cela que de nombreuses initiatives de citoyens pour la protection de l'environnement ont vu le jour au niveau local.

Avant la perestroïka, il existait les Groupes pour la protection de l'environnement, dirigés par des étudiants ; ils étaient souvent fondés par les sections locales des komsomols, mais on pouvait néanmoins les considérer comme des initiatives issues de la base. Il existait aussi diverses organisations plus ou moins légales, en lien avec les militants des droits de l'homme et des clubs philosophiques, mais avant Gorbatchev, elles étaient très sévèrement réprimées. Le mouvement écologiste de masse n'est apparu qu'à partir de 1986 et 1987.

Son développement ressemble beaucoup aux expériences de l'Ouest. Il a débuté par des campagnes locales autour de questions précises — les habitants d'un quartier revendiquant l'arrêt de la construction d'une usine polluante, par exemple. Au départ, les gens n'utilisaient que des méthodes légales : des pétitions, des appels aux autorités, etc. Ces efforts étaient généralement vains car les autori-

tés locales étaient en mauvaise posture : d'un côté, elles vivaient elles-mêmes dans la zone mais, de l'autre, elles faisaient partie du système centralisé et devaient obéir aux ordres d'en haut ; ainsi, même si elles voulaient agir, elles ne le pouvaient pas. Cette situation a conduit à des actions de protestation : l'une des premières s'est déroulée dans la station balnéaire de Svertochina, à côté de Kiev, où un lac devait être canalisé ; il existait une forte résistance à ce projet, et comme les protestations ordinaires n'avaient rien donné, les habitants ont occupé le chantier.

La première phase de croissance du mouvement écologiste a été liée au fait qu'au début de la perestroïka cette lutte était pratiquement la seule manière légale de protester. Au début, beaucoup de gens se sont tournés vers le mouvement écologiste ; ensuite, certains l'ont abandonné, en se politisant et rejoignant différents partis. Tchernobyl a bien sûr également eu un impact important.

◆ *Les différences de situation politique entre la Russie et les républiques non russes influencent-elles le développement du mouvement écologiste ?*

Dans les républiques non russes, les questions écologistes étaient évidemment liées aux revendications nationales et, au départ, elles ont permis d'en formuler certaines. Ainsi, en Lettonie, un club pour la protection de l'environnement s'est rapidement transformé en organisation nationale-écologiste, pour participer ensuite à la fondation du Front populaire letton ; ceci est un modèle pour nous.

Les organisations apparues en Russie

étaient des unions "a-politiques" de coordination au niveau inter-régional ou de toute l'Union ; on en trouve maintenant entre 25 et 30 ; les plus importantes sont l'Union social-écologiste, le Mouvement vert, l'Union écologiste et l'Association des initiatives écologistes.

Les organisations les plus puissantes, comme l'Union sociale-écologiste et le Mouvement vert, fédèrent des initiatives de citoyens aux niveaux local et régional ; elles présentent des candidats aux élections, et plusieurs de leurs membres ont été élus au niveau local ou régional. Leurs programmes englobent aussi des revendications sociales et politiques ; mais elles sont "a-politiques" dans la mesure où elles ne demandent que des améliorations partielles et désirent que les décisions soient prises d'en haut — par exemple, que le Comité d'Etat pour la protection de l'environnement (le ministère de l'Ecologie) soit transféré du Conseil des ministres au Soviet suprême, pour qu'il ait des pouvoirs législatifs.

Ces organisations sont évidemment extrêmement larges. Ainsi, bien qu'il s'agisse d'une organisation éco-fasciste, des représentants de l'organisation Pamiat de Novossibirsk ont pris part au deuxième congrès de l'Union social-écologiste, en décembre 1989. La majorité des participants avait déclaré : « Cette organisation travaille sur le terrain de l'écologie, et nous devons donc l'accueillir. »

Ces groupes d'extrême droite sont très actifs en matière d'écologie ; ils ont des propositions sur les énergies alternatives, liées à des mots d'ordre nationalistes. Plusieurs écrivains russes connus s'orientent aussi vers des positions chauvines et écologistes.

◆ *Comment se développe le Parti vert, formé au début 1990 ? Quelles sont ses différenciations politiques ?*

Durant le premier congrès de l'Union social-écologiste, en décembre 1988, un groupe de verts radicaux a présenté une résolution pour l'arrêt de la construction de centrales nucléaires. Elle a été rejetée par le congrès mais des représentants des "radicaux" de différentes villes se sont rassemblés en marge du congrès pour former un comité organisateur du Parti vert : des membres de l'Union verte de Samara, des militants de Kazan, des groupes venus d'Ukraine et d'autres régions — à cette époque, les groupes de Moscou et de Leningrad n'y participaient pas encore. Au printemps 1989, lors du premier

congrès du Mouvement vert, ce comité a demandé à tous les groupes écologistes de prendre part à la préparation du nouveau parti.

Le regroupement, baptisé Mouvement pour la formation d'un Parti vert, était plus un réseau de groupes qu'une réelle organisation politique. Nous avons essayé d'établir des contacts avec d'autres groupes écologistes et de gauche, nous avons eu des discussions sur notre programme et nos statuts, mais nous avons aussi voulu organiser des campagnes. Avec d'autres forces démocratiques, nous avons pris l'initiative de bloquer la ville de Tchapaevsk, sur la Volga, où une usine de reconversion d'armes chimiques était en construction. Nous avons utilisé plusieurs moyens : sit-in, rassemblements, blocus, le tout en contact étroit avec la population locale, et en fondant des comités de grève dans les usines. Après 35 jours de lutte, le gouvernement a renoncé à construire cette usine.

En mars 1990, s'est tenu le premier congrès — ouvert à tous les groupes écologistes — du Mouvement pour un Parti vert qui a proclamé la fondation de notre organisation. Les 80 délégués au congrès représentaient environ 20 villes, de quatre républiques (Russie, Ukraine, Biélorussie et Kazakhstan). Les délégués d'Ukraine, quant à eux, voulaient créer un Parti vert dans leur propre république. Le congrès a publié une résolution contre le programme socio-économique du gouvernement. Une autre motion, repoussée par la majorité et acceptée comme "résolution de la minorité", s'élevait contre les nouveaux droits accordés au président, jugés contraires à la démocratie. Ainsi, dès sa fondation, deux tendances sont apparues au sein du parti. Nous sommes favorables à une organisation pluraliste, avec des tendances et même des fractions.

◆ *Quelles sont les conceptions politiques de ces deux courants à propos du développement de la société ?*

Il y a une tendance "radicale" et une autre "modérée". Nous, les radicaux, nous avons une connaissance plus précise du mouvement vert à l'Ouest ; nous proposons des alternatives dans le domaine de l'organisation sociale ; nous développons les idées de l'action directe, l'éco-socialisme, etc. Nous faisons le lien entre les idées éco-anarchistes et éco-socialistes. Notre idéal serait une fédération d'unités autogérées.

Nous mettons plutôt l'accent sur les actions extra-parlementaires. Nous envisageons le parlement uniquement comme une tribune pour propager nos idées et pour critiquer les dirigeants. Nous som-

mes contre l'économie de marché et appuyons le socialisme — pas celui que nous avons ici, mais un système juste et non-autoritaire.

L'aile modérée du parti est divisée en deux courants, difficiles à délimiter. L'un désire que le parti devienne une association de protection de la nature ; l'autre groupe veut une organisation de type parlementaire afin que les changements viennent d'en haut. Or nous, les radicaux, nous pensons qu'un nouveau modèle de société ne pourra être créé que d'en bas, par le développement de l'autogestion.

Lors du congrès de fondation, en mars 1990, les radicaux étaient minoritaires, mais les modérés savaient qu'ils ne pourraient pas diriger le parti seuls et ont voulu éviter une scission. Ensuite, nous avons commencé à fonder des branches locales du Parti ; en mai, quinze personnes ont créé celle de Moscou, qui a un député au soviét local.

Début juin, 56 délégués de 25 villes, représentant entre 800 et 1 000 membres, ont participé au premier "vrai" congrès du Parti vert, à Samara. Son but était d'adopter le programme et les statuts du parti mais, à cause des désaccords entre les tendances, il n'a pris aucune décision.

Deux conceptions absolument différentes se sont affrontées. Les radicaux voulaient un parti de type fédéral, organisé autour des lignes de la démocratie fondamentale, mais ayant également une direction capable de réagir aux événements politiques. Les modérés, eux, désiraient une confédération sans aucune coordination centrale.

Après cet échec, les deux courants se sont développés séparément. En juin, l'opposition de Moscou, de Samara, de Nijni-Novgorod et d'Ukraine s'est rencontrée à Balakova, sur la Volga, pour une mobilisation contre une centrale nucléaire. Là, nous avons jeté les bases d'une nouvelle organisation politique, à partir des idées de l'aile gauche du mouvement écologiste international.

◆ *Y a-t-il des relations entre les militants de l'Alternative verte et les autres courants de la gauche socialiste ?*

Certains groupes liés au Parti vert ont participé à la conférence du bloc Russie démocratique, mais la branche de Moscou l'a boycottée car cette structure soutient le plan économique en 500 jours.

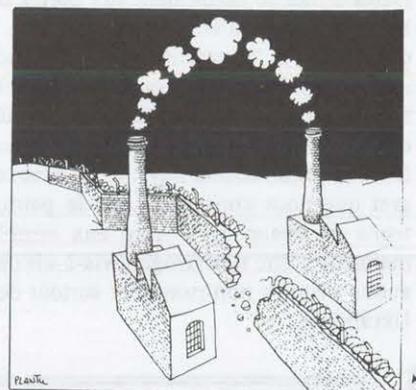
A Moscou, nous essayons de construire un front de la gauche ; celle-ci est très éclatée entre le Parti socialiste, la Confédération anarcho-syndicaliste, la Plate-forme démocratique et la Plate-forme marxiste du Parti communiste d'Union soviétique (PCUS), l'Union des anarchistes, le Parti marxiste des travailleurs, le Parti vert, et les Communards (alliance où l'on retrouve des militants de sensibilité trotskiste et anarchiste), etc. Durant l'été 1990, s'est tenue une "table ronde de la gauche", qui a discuté de la perspective de créer un front uni de gauche, à Moscou, qui pourrait être un bloc souple, sans programme commun et orienté par des campagnes — ou peut-être avec des principes communs, uniquement sur certaines questions. Cependant, les divergences

sont nombreuses : certaines forces désirent seulement avoir un échange, d'autres veulent créer un bloc d'extrême gauche, et d'autres encore aspirent à un large bloc des forces de gauche. Un document, qui rejette à la fois les plans Rijkov et Eltsine de réforme du marché, a été élaboré par des représentants de plusieurs courants de gauche.

Je suis contre la marginalisation de l'extrême gauche et j'ai donc essayé de pousser certaines forces à s'unir, mais la résistance de la Confédération anarcho-syndicaliste a fait échouer ce projet.

Durant la manifestation du 7 novembre 1990 [à l'occasion de la commémoration de la révolution d'Octobre], nous avons formé un cortège unitaire de la gauche dans la manifestation officielle, avec des militants de la Plate-forme marxiste, du Parti marxiste des travailleurs, des Communards, etc., qui ont défilé avec les mots d'ordres d'autogestion et d'auto-gouvernement. ★

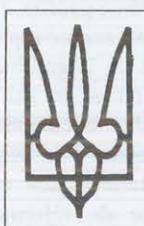
Propos recueillis par Poul Funder Larsen
Moscou, 27 novembre 1990



L'Ukraine contre Gorbatchev

Le second congrès national du Mouvement populaire d'Ukraine pour la restructuration (Roukh) (voir *Inprecor* n° 308 du 4 mai 1990) qui s'est tenu à Kiev, le 25 octobre 1990, a montré une nette radicalisation de cette force et confirmé son objectif d'obtenir l'indépendance totale de l'Ukraine et son rejet absolu de la perestroïka — dont les indépendantistes ukrainiens, ainsi que les Fronts baltes, étaient censés constituer des soutiens essentiels. La démarche du Roukh est illustrée par le discours de son président, le poète Ivan Drach, dont nous publions de larges extraits.

DOCUMENT



TOUTE analyse économique, historique, sociale politique, et culturelle objective débouche sur une seule conclusion : seuls la souveraineté totale du peuple ukrainien et un Etat ukrainien complète-

ment indépendant correspondent au développement de la civilisation mondiale actuelle. Toute autre formule condamne sans appel la société ukrainienne à rester à la traîne, confinée au rôle de réserve de chair à canon et de matières premières au service du développement d'autres Etats-Nations.

Union sacrée derrière le Kremlin

Des forces, qui hier semblaient avoir des avis assez différents, s'unissent aujourd'hui pour s'opposer à la souveraineté du peuple ukrainien ; cela va de Gorbatchev et de ses conseillers jusqu'à ses opposants ; des comités centraux du Parti communiste d'Union soviétique (PCUS) et du Parti communiste d'Ukraine (PCU) jusqu'à des dizaines de regroupements moscovites. Des libéraux et des humanistes d'hier se bousculent aux portes du Kremlin afin d'être les premiers à condamner le "séparatisme" et le "nationalisme". Nous avons toujours eu de la sympathie pour les patriotes russes qui, dans les jours sombres, ont combattu pour la résurrection de leur pays. C'est avec regret que nous constatons que le patriotisme de beaucoup d'entre eux semble maintenant être très arrogant vis-à-vis des autres peuples non-russes, et surtout des Ukrainiens.

Nous devons être préparés à voir le centre impérial s'opposer farouchement aux efforts du peuple ukrainien pour se libérer. L'Ukraine a été et reste le grenier à blé de l'empire, l'un des principaux réservoirs de main-d'œuvre, de chair à canon et de technologie militaire pour la plus importante institution du pouvoir, l'armée.

Léproseries atomiques

Les mineurs du Donetsk, les travailleurs de la chimie de Luhansk, les métallurgistes de la vallée du Dniepr, les constructeurs de machines de Kiev et de Kharkov, les ouvriers des chantiers navals de Mikolaïv, les producteurs de blé et de foin ; ceux qui vivent sur les rives de la mer Noire agonisante et le long des marais empoisonnés du Dniepr ; et ceux dont les villes sont devenues des léproseries atomiques par les radiations de césium et de strontium — ne peuvent pas continuer à fermer les yeux plus longtemps devant la mutilation, la perte du caractère national, la dégénérescence et l'anéantissement qui nous guettent. L'Etat actuel, qui se gargarise tant de la défense des travailleurs, ne s'occupe pas de nous ; ce n'est pas le nôtre.

Les colonisateurs et leurs collaborateurs locaux intimident la population en disant que l'Ukraine ne peut pas exister indépendamment du reste de l'empire pour des raisons économiques. Or, dépourvues de ressources naturelles importantes et situées sur des terres pauvres, la Tchécoslovaquie, la Hongrie, la Roumanie, et y compris l'Albanie, sont capables d'avoir une existence indépendante.

En l'absence de données économiques, il faudrait créer un organe d'espionnage pour réunir des informations fiables sur nos ressources matérielles, nos finances et les autres relations économi-

ques de l'Ukraine avec le centre impérial. Si l'on disposait de ces renseignements, on pourrait montrer, par exemple, qu'une armée nationale ukrainienne coûterait bien moins cher aux travailleurs ukrainiens que ce qu'ils payent aujourd'hui pour la plus grande armée du monde. Les effectifs militaires déployés dans nos trois districts sont connus du Kremlin, de l'administration coloniale de la république et de l'OTAN, mais pas du peuple ukrainien.

Aucun autre pays membre des Nations-Unies n'a autant de bases militaires sur son territoire, qui échappent à son contrôle et qui ne lui servent en rien. Le Roukh et les forces démocratiques font de leur mieux pour obtenir la réduction du poids spécifique de la production militaire dans le prétendu Produit national brut (PNB) de l'Ukraine.

Depuis son apparition, l'objectif de la perestroïka est d'obliger les gens à travailler plus et mieux, tout en maintenant le niveau d'exploitation antérieur et en réduisant au maximum les coûts salariaux, y compris par rapport aux pays du tiers monde.

Les programmes économiques, hermétiques et incompréhensibles pour les masses, d'Abalkine et de Chataline (voir *Inprecor* n° 315 et 316 des 29 septembre et 12 octobre 1990), et la version hybride des deux qui a été adoptée, dévoilent ces projets. Derrière un verbiage pseudo-scientifique, les gouvernants veulent éviter leur faillite, cacher leurs gaspillages, et le produit social qu'ils ont dilapidé au détriment du peuple ; ils veulent écraser la population avec des méthodes prétendument économiques — par la menace de la faim et de l'appauvrissement — afin que l'oligarchie dirigeante et sa sœur jumelle, la mafia criminelle, sortent de leur impasse historique.

Cruelle exploitation

Derrière les programmes de prétendu "marché socialiste régulé", le gouvernement dissimule une exploitation encore plus cruelle des travailleurs. Seule innovation : aujourd'hui, tout le monde sera contraint de rogner sa ration misérable sur le dos de ses voisins ; perfidement, l'Etat-parti prépare la guerre de tous contre tous. Parallèlement, le pouvoir sur tous de la classe des parasites de l'Etat-parti sera maintenu. Les ouvriers seront dressés contre les paysans, et tous deux contre l'intelligentsia. Des conflits nationaux et inter-ethniques seront provoqués. Le tout dans le but de préparer les conditions d'une transition plus drastique de la dictature "molle" actuelle à une dictature ouverte.

Les prises de position tonitrueuses de Gorbatchev et de ses pairs contre les déclarations de souveraineté des républiques, les arguments pseudo-scientifiques sur l'"espace économique unique" ne sont qu'une mascarade grossière pour protéger l'Etat russe "indivisible", vieux de plusieurs siècles. Il est évident que le seul but du gouvernement de la perestroïka est de rester en place et de museler les travailleurs.

Mais, enfin, en 1989, une perestroïka réelle a commencé — constituant une surprise pour les autorités mais pas pour les forces démocratiques — avec l'apparition dans l'arène politique de la classe ouvrière. Les grèves des mineurs, très organisés et déterminés, ont réellement ébranlé le pouvoir de l'Etat-parti (voir *Inprecor* n° 296 du 30 septembre 1989).

Il faut garder en mémoire comment les dirigeants et la presse de l'Etat-parti ont attaqué les mineurs, et ont monté contre eux les travailleurs de certaines industries et les paysans, les accusant d'"égoïsme de groupe".

Les forces démocratiques ne possèdent pas les milliards dont disposent le PCUS et le PCU. Nous pouvions offrir aux mineurs notre soutien moral et politique, et nous l'avons fait. Les autorités ont réussi à tromper les mineurs et à leur présenter le Roukh comme un épouvantail. Nous pensons que la bureaucratie ne réussira pas à dresser un mur entre le mouvement ukrainien de libération nationale et sociale et les mineurs, tout comme Gierek et Jaruzelski n'ont pas réussi à empêcher les travailleurs polonais de s'organiser dans Solidarité.

Cependant, cette certitude et cet optimisme historique ne nous empêchent pas de voir les causes subjectives (en aucun cas objectives) qui font obstacle à un dialogue fructueux entre le Roukh et le nouveau mouvement ouvrier d'Ukraine, non seulement dans le Donbass mais aussi en Crimée, et partiellement à Kharkov, à Dnipropetrovsk et Odessa — partout où vit la population "parlant le russe". La propagande utilisée durant des décennies a réussi à marquer la conscience des masses.

On nous a maintes fois répété que les gens avaient perdu leurs racines ethniques, leur nationalité, et leur mère-patrie uniquement parce qu'ils parlaient russe. Or, le fait de parler anglais ou français ne transforme pas les Canadiens ou les Congolais en Anglais ou en Français. En Union soviétique, les Ukrainiens et les Biélorusses, sous la pression visant à imposer une langue unique dans l'empire, ont commencé à parler le russe et ont été arrachés à leurs nations et contraints d'adhérer à celle qui était dominante : c'est ainsi que la "fusion des nations" de Staline et la "création d'une nouvelle communauté historique" de Brejnev — le "peuple soviétique" — ont été mises en place.

Nous regrettons que des siècles de russification forcée de l'Ukraine aient obligé beaucoup de nos compatriotes à effectuer un choix difficile entre leur survie et leur langue maternelle.

Diviser pour mieux régner

J'aimerais que les mineurs sachent cela : le 17 octobre 1990 au matin, les communistes du Soviet suprême d'Ukraine ont préparé leurs sabres ; ils voulaient refaire Tbilissi (1) pour "pacifier" les étudiants et la jeunesse. Mais, quand une colonne d'ouvriers a marché vers le bâtiment du Parlement, les faucons sont soudain devenus de prudents pacifistes.

Le plan perfide des politiciens du Kremlin est de monter le maximum de gens les uns contre les autres. Nous avons vu comment le centre impérialiste a utilisé cette méthode en Moldavie (2). Maintenant, ils veulent "moldaviser" l'Ukraine.

De la même façon que les racistes sud-africains imposent la volonté de la minorité blanche à la population noire, le PCUS et ses services spéciaux veulent donner des privilèges à la prétendue minorité parlant le russe dans les Pays baltes, afin d'en faire une cinquième colonne dans la lutte contre le mouvement de libération nationale. Ils ont le même projet en Ukraine.

Notre stratégie pour établir la souveraineté du peuple ukrainien repose sur des méthodes pacifi-

ques. Contrairement au PCU, nous n'imposons pas notre loi au peuple, nous ne demandons pas aux travailleurs d'avancer sous notre direction vers des lendemains meilleurs, qui n'arrivent jamais...

Aller vers le peuple et engranger le maximum d'expérience à partir de ses difficultés, de ses aspirations, de ses intérêts quotidiens et historiques afin de transformer cet acquis en action politique : voilà notre stratégie et notre tactique. Les forces démocratiques ne peuvent arriver au pouvoir que par la volonté des travailleurs, et le futur gouvernement ne pourra être que sous le contrôle du peuple.

Tactique non violente

Notre tactique découle de ces principes. Nous devons exercer tous les droits inaliénables des peuples, reconnus par les lois internationales, les traités des Nations-Unies, les accords d'Helsinki et choisir des moyens non-violents mais fermes. Nous utiliserons diverses formes de désobéissance civile de masse, l'expérience de la victoire de Solidarité en Pologne et du Forum civique en Tchécoslovaquie, ainsi que celle des patriotes de Namibie et des partisans de Nelson Mandela. Nous organiserons des grèves, des manifestations, des rassemblements et nous ferons signer des pétitions ; nous refuserons de payer nos impôts et d'accepter l'expropriation illégale par le PC et l'Etat de la production socio-économique et industrielle.

Nous ferons tout pour empêcher la réforme de la propriété nationale, que la direction du PCUS et la mafia veulent convertir en leur avoir privé ; 90 % de la population n'a pas encore reçu le moindre bien, or le président a déjà décrété un *oukase* déclarant la propriété inviolable, afin de défendre celle de la mafia du PC.

Nous n'avons rien à craindre — ni une guerre civile, ni les prétentions dictatoriales des dirigeants de l'Etat-parti, ni les fraudes parlementaires. Nous ne devons pas non plus nous inquiéter de la lenteur de la montée de la conscience nationale et sociale dans toutes les couches de la société ukrainienne, ni de leur passivité. Aujourd'hui, en Ukraine, comme dans d'autres nations de l'empire, des forces démocratiques puissantes ne sont pas apparues pour ensuite cesser la lutte. ★

Novembre 1990

Mobilisations

Le Parti communiste ukrainien (PCU) a remporté plus des deux tiers des sièges du Soviet suprême d'Ukraine lors des dernières élections largement truquées, en mars 1990.

La campagne électorale a été très militante en Ukraine, avec des rassemblements importants dans la partie occidentale et à Kiev ; une grève de la faim a eu lieu avec la participation d'un cinquième des étudiants de la république. Mais la mobilisation a été inégale.

Cependant, le Roukh et d'autres forces d'opposition ont réussi à avoir une présence importante dans ce parlement, ainsi que dans plusieurs gouvernements locaux d'Ukraine occidentale. Après les élections, le PCU, redoutant de perdre tout contrôle de la situation, a voté une déclaration de souveraineté très proche de l'indépendance totale, au Soviet de la république.

L'opposition a remporté des victoires importantes, obligeant le Premier ministre de la République, Vitali Mosol, à démissionner, le 23 octobre 1990. ★

Gerry Foley

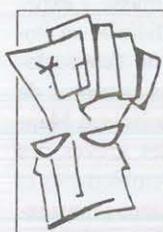
1) Le 9 avril 1989, à Tbilissi, capitale de la Georgie, l'armée soviétique a dispersé très violemment une manifestation pacifique d'indépendantistes causant, selon les sources officielles, 20 morts et plus de 200 blessés.

2) A la suite de la déclaration de souveraineté du Soviet suprême de la république de Moldavie, la minorité de langue russe et l'ethnie des Gagauzes ont chacune annoncé leur intention de faire sécession.

Les lendemains qui déchantent

L'augmentation drastique des prix, le 1er novembre 1990, représente un tournant décisif pour le régime roumain issu du renversement de Ceausescu. La libéralisation des prix et la course aux privatisations, ainsi que la dévaluation de la monnaie, ont été annoncées par le Premier ministre, Petre Roman, au Parlement, le 18 octobre 1990. Une semaine auparavant, le ministre de l'Economie, Eugen Dijmarescu avait déclaré que le gouvernement remplacerait les directions des entreprises élues par les ouvriers après la "révolution" par des gestionnaires nommés en haut lieu.

Gerry FOLEY



CONTRAIREMENT à d'autres régimes d'Europe de l'Est et à l'Union soviétique, le gouvernement roumain avait promis qu'il n'appliquerait pas de réformes de marché au coût social élevé. Ces dirigeants avaient déclaré que, puisque toute la population du pays avait participé au soulèvement, ils ne pouvaient pas la condamner au chômage. La lutte contre Ceausescu avait été marquée par l'apparition de syndicats indépendants et d'organisations sur les lieux de travail (voir *Inprecor* n° 301 du 27 janvier 1990).

Le gouvernement "néo-communiste" (essentiellement constitué par des réformateurs du Parti communiste de Ceausescu) a utilisé la peur du marché pour mobiliser les ouvriers contre les étudiants et contre ceux qui demandaient son renversement au nom de l'anti-communisme (voir *Inprecor* n° 312 du 29 juin 1990).

Aujourd'hui, le gouvernement doit faire face à une opposition qui peut devenir de plus en plus influente.

Ainsi, les mineurs de la vallée de Jiu — qui avaient servi d'auxiliaires de police au régime en juin 1990 contre les étudiants — ont exprimé leur vif mécontentement face à la hausse des prix. La Confédération des syndicats libres, qui était proche du gouvernement, a aussi vigoureusement protesté.

Lors d'une émission de télévision, le 3 novembre 1990, Roman a participé à un débat avec les représentants de cinq confédérations syndicales, où il a déclaré qu'il était nécessaire de con-

vaincre le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale que la Roumanie était "solvable".

L'argument fondamental du gouvernement est que, depuis la chute de Ceausescu, le déclin de l'économie s'aggrave et que, par conséquent, les privatisations sont la seule alternative. Lors de son discours devant le Parlement du 18 octobre, Roman a dit que durant les neuf premiers mois de 1990, la production industrielle avait chuté de 27,7 %, et les exportations de 46 % ; ce dernier chiffre s'explique en grande partie par l'arrêt de nombreuses exportations alimentaires, au profit de production pour la consommation intérieure.

Flambée des prix

Les augmentations de prix devaient s'échelonner entre le 1er novembre 1990 et décembre 1991. L'énergie, le fuel et les loyers resteront fixes jusqu'à la fin 1991.

Ainsi, les prix des produits de première nécessité ont été libérés le 1er no-

vembre 1990 ; ils augmenteront en fonction de la hausse des coûts de production ; selon certaines estimations, les augmentations pourraient dépasser 100 %.

Entre le 1er novembre 1990 et le 31 octobre 1991, les travailleurs et les retraités recevront, en principe, une compensation de l'Etat pour atténuer la flambée du coût de la vie.

Le 1er novembre également, la monnaie a été dévaluée de 66 % — soit 20 lei pour un dollar, au lieu de 35. Elle avait déjà subi une dévaluation en janvier 1990 — passant de 16 à 20 lei pour un dollar. Au marché noir, le taux est de 100 pour un dollar. Le leu devrait être convertible en janvier 1991, ce qui passera par une forte dévaluation supplémentaire ; on attend, en outre, un taux d'inflation de 300 à 400 % pour 1991.

L'objectif déclaré de Roman est de privatiser 50 % de l'économie en trois ans. Dès janvier, il sera possible d'installer des sociétés privées. D'ici six mois, toutes les entreprises d'Etat devront être transformées en administrations autonomes ou en compagnies commerciales. A partir de mars 1991, les investisseurs étrangers pourront détenir la majorité des parts de ces dernières, et même 100 %, s'ils en créent eux-mêmes.

Chasse aux illusions

Selon le gouvernement roumain et la presse occidentale, l'opposition à ces mesures serait uniquement le fait des bureaucrates sclérosés de l'ancien régime ; or, jusqu'à présent, ce sont les syndicats et d'autres forces indépendantes qui s'y opposent. En réalité, un secteur important de la bureaucratie devrait être capable de se reconverter dans un système de marché.

Le ministre des Réformes, Adrian Severin, a déclaré : « Pour diriger les entreprises, nous avons besoin de gens qui ne gardent aucune illusion socialiste. »

Le déclin de la production industrielle qu'a évoqué Roman dans son discours est caractéristique d'un pays en plein bouleversement. Le problème est surtout quelle solution trouver à long terme.

Les différentes expériences, en Union soviétique et en Europe de l'Est, montrent qu'avec la privatisation les difficultés matérielles de la population augmentent plus qu'elles ne sont résolues. A en juger par les protestations contre la hausse des prix, les travailleurs roumains l'ont compris ; mais aujourd'hui, en Roumanie, il n'existe pas d'organisation politique représentant leurs intérêts. ★



20 novembre 1990

La Constituante mutilée

Dans un contexte caractérisé par 75 % d'abstention, par des opérations de "guerre sale" lancées par des groupes paramilitaires, par des attaques de l'armée contre la guérilla et par des manœuvres de dernière minute pour assurer la majorité au Parti libéral (PL) au gouvernement, l'élection d'une Assemblée constituante a eu lieu le 9 décembre 1990, en Colombie (1). A partir de janvier 1991, elle aura la tâche d'élaborer une nouvelle Constitution pour remplacer celle actuellement en vigueur, qui date de 1886. Les premiers résultats de ce vote indiquent d'ores et déjà que la tension politique et sociale dans le pays risque de s'aggraver.

Alfonso MORO



MALGRE les efforts du gouvernement de Cesar Gaviria pour obtenir un nouveau consensus qui lui permette de rétablir la légitimité des institutions et de l'Etat et malgré les bonnes dispositions

du M-19 qui participe au cabinet, la majorité de la population, en l'absence d'une perspective claire qui permette d'envisager la fin de la crise et des massacres, qui durent depuis plus de 30 ans, a décidé de ne pas aller voter.

En principe, la liste Action démocratique-M-19 (AD-M-19) est le seul vainqueur ; elle a augmenté son score par rapport aux résultats des élections de mai 1990, et compte 19 sièges sur un total de 70. Le reste des députés — venant de listes dirigées par des membres du Parti libéral (PL) ou conservateur — ont vu leurs voix diminuer.

Le système traditionnel colombien d'alternance entre conservateurs et libéraux subit une crise profonde ; les partis bourgeois se sont présentés divisés devant les électeurs (divergences sur l'attaque du Palais de justice qui, en 1986, avait fait plus de 60 morts ; sur le procès des militaires qui y avaient participé ; sur le nouveau projet de restructuration capitaliste, etc.) et n'ayant qu'un seul point d'accord : le maintien de la Constituante dans un cadre contrôlable par eux. Mais la réalité est toute autre.

Le PL connaît un éclatement qui s'est accéléré lors des quatre derniers mois, comme l'a montré la multitude de listes

électorales différentes où figurent des dirigeants libéraux — en dernière instance, le pouvoir s'en est servi pour garantir sa majorité à l'Assemblée (2). Son éclatement est tel, qu'on a même vu des dirigeants libéraux sur la liste du M-19 (3).

Les conservateurs, outre leur division en deux grands courants, sont opposés à toute cohabitation avec la direction du M-19, le courant converti à la social-démocratie de droite.

L'agonie du "bipartisme"

Le M-19 est le grand vainqueur des élections, au moins momentanément, devenant la première liste au niveau national, avec plus d'un million de voix. Ce résultat va à l'encontre des projets des partis traditionnels et aggrave leurs divergences, ce qui pèsera à l'intérieur comme à l'extérieur de l'Assemblée. L'existence d'une prétendue "troisième voie" (le M-19) a définitivement brisé le jeu de l'alternance et, fait encore plus significatif, il n'existe aucune possibilité à court ou moyen terme que les deux courants de la droite assimilent une telle situation.

Le Parti libéral de Gaviria, de par sa position et son poids, est la plus faible des fractions bourgeoises, malgré la majorité qu'elle prétend détenir à l'Assemblée — 23 sièges — et l'appui de la direction du M-19 (obtenu avant même le 9 décembre).

Son premier échec date de l'élection présidentielle de mai 1990, lorsque la candidature de Gaviria a obtenu à peine 60 % des voix exprimées en faveur de la Constituante ; la Cour suprême de justice s'est ensuite déclarée favorable à la convocation de cette Assemblée, contre la volonté du président de réunir une "Assemblée

constitutionnelle" pour faire de simples modifications de la Charte de 1886.

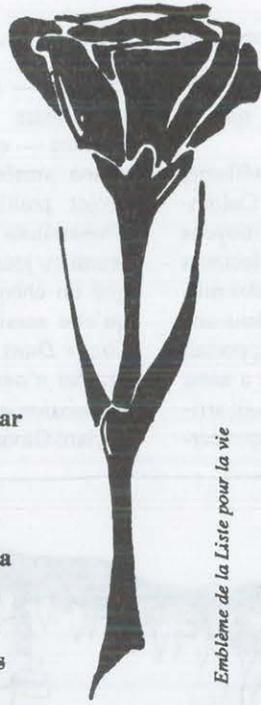
Le courant de Gaviria, divisé, ne dispose d'aucune garantie d'avoir la situation en main dans la nouvelle Assemblée car la bataille interne se poursuit, notamment avec les secteurs libéraux liés aux milieux les plus rétrogrades de la bourgeoisie et de l'armée.

La sentence de la Cour suprême, en octobre 1990, n'a pas été une simple résolution juridique.

Mésaventures et manœuvres

La proposition initiale de Gaviria — avec laquelle le M-19 était d'accord — n'était pas crédible dans le pays ; pire encore, elle faisait fi du vote de millions de Colombiens, accélérât la détérioration des institutions de l'Etat, tout en attisant une agitation sociale croissante et en négligeant des problèmes brûlants — les narco-trafiquants passibles d'extradition en direction des Etats-Unis ou les négociations avec les organisations armées rassemblées dans la Coordination de guérilla Simon Bolivar. En outre, Gaviria mettait en danger son image internationale car, même de façon formelle, il est difficile de tenir un discours "modernisateur" lorsqu'un droit démocratique — le respect d'un vote — est bafoué.

Le courant bourgeois le plus éclairé de la Cour suprême s'est imposé lors du vote de cette instance, sans trop s'avancer. Parmi les 26 magistrats, 14 ont voté en faveur de la Constituante, mais sans toucher à la limite des "70 notables" demandée par le président (au lieu des 300 proposés par différentes organisations politiques et sociales), en interdisant l'impression de nouvelles cartes d'électeur (plus de 3 millions de Colombiens n'ont pas pu se rendre aux urnes) en refusant un référendum populaire pour décider de l'application de la nouvelle Charte. Dans ce cadre, Gaviria a immédiatement accepté l'avis de la Cour suprême, tout en accélérant ses propositions pour trouver un accord avec les narco-trafiquants menacés d'extradition et en faisant pression sur le



Emblème de la Liste pour la vie

1) Voir *Inprecor* n° 320 du 7 décembre 1990.

2) Même si des libéraux ont participé à quarante listes différentes, le gouvernement a fait la somme des résultats de chacune d'entre elles pour avoir la majorité.

3) Dans cette liste, on trouvait effectivement des libéraux comme Carlos Ossa, des conservateurs comme Alvaro Leyva ou des gens, tels Abel Rodriguez, membres des forces dites d'auto-défense (ancien groupe paramilitaire de la région de Magdalena).

mouvement armé pour que les négociations commencent avant même que la Constituante se mette à travailler.

Dès lors, la machine du clientélisme, qui a toujours régi les élections en Colombie, s'est mise en route. Tous les moyens ont été utilisés pour acheter les électeurs potentiels et non les convaincre ; des millions de dollars ont été dépensés dans une campagne démagogique qui n'apportait aucune réponse concrète. Gaviria a aussi montré à quel niveau d'accord il était arrivé avec la direction du M-19 ; ce que certains secteurs de la bourgeoisie ou des forces armées ne lui ont pas pardonné.

Les sondages réalisés durant la campagne donnaient la majorité à la liste ADM-19, qui était encouragée par le gouvernement — elle a bénéficié d'un temps d'antenne important, alors que la Liste unie pour le droit à la vie, dirigée par Alfredo Vazquez Canzeso et soutenue par un grand nombre d'organisations de gauche, populaires et syndicales, a été boycottée par les médias, et que plusieurs membres des secteurs qui l'appuyaient ont été assassinés.

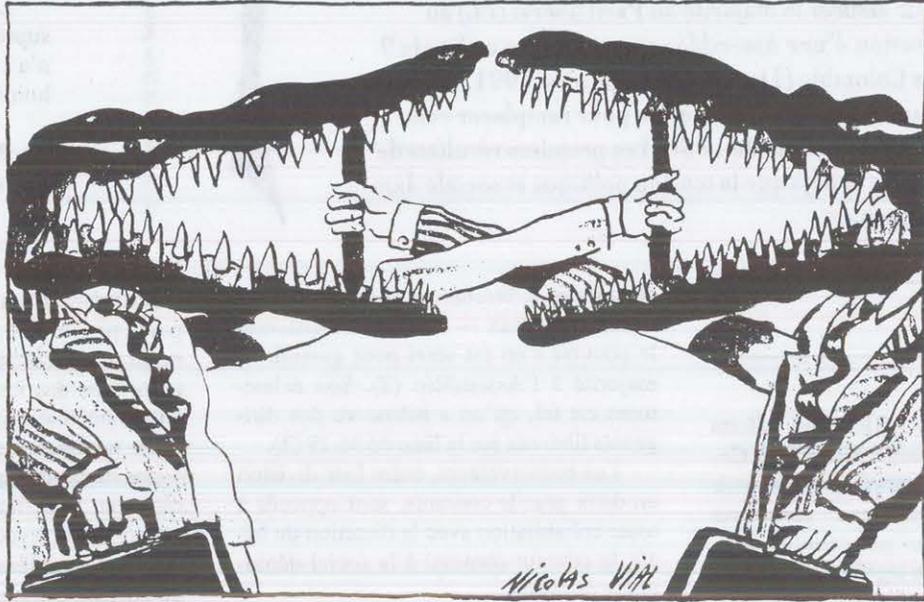
Désarroi à gauche

La faiblesse de la résistance sociale à la politique de Gaviria a aussi pesé sur cette campagne électorale (tout comme les divisions, surtout celles existant au sein de la Coordination de guérilla Simon Bolivar).

On ne peut comprendre la situation du mouvement social si l'on minimise la répression brutale subie par le peuple colombien ; durant les quatre dernières années du gouvernement de Virgilio Barco (1986-1990), on a compté plus de 18 000 morts — dont des milliers ont été assassinés par l'armée et les groupes paramilitaires —, 400 disparus et des dizaines de bombardements de villages. La "guerre sale", encouragée par différentes fractions de la bourgeoisie, a décapité l'avant-garde des mouvements sociaux et engendré la terreur parmi la population.

Gaviria n'a pas changé de politique ; même s'il utilise un autre langage et essaye de dévoyer certains secteurs de la Coordination Simon Bolivar (il est parvenu à ses fins avec une fraction de l'Armée populaire de libération — EPL, d'origine

maoïste — du Parti révolutionnaire des travailleurs — PRT, autre formation maoïste — et de Quinti Arme — organisation armée indigéniste), il garde son projet politique général. Des dizaines d'assassinats ont eu lieu durant ses 100 premiers jours de gouvernement et il a signé un chèque en blanc à l'armée pour qu'elle assaille la guérilla et la population. « Dans ce gouvernement, les forces armées n'ont pas besoin de demander la permission au président pour agir » (4) a déclaré Gaviria, en parlant des bombarde-



ments réalisés contre le quartier général des Forces armées révolutionnaires (FARC), à la veille du scrutin.

A l'occasion de la grève générale du 14 novembre 1990, appelée par les quatre centrales syndicales colombiennes, contre la nouvelle réforme du Code du travail, la privatisation des entreprises nationales et l'"ouverture économique", le président avait promis que les salariés qui ne se rendraient pas sur leurs postes de travail seraient immédiatement licenciés, que les syndicats perdraient leur statut juridique, et que les transporteurs qui suivraient le mouvement perdraient leur licence. Il a aussi interdit à la presse de se faire l'écho des protestations, et le pays tout entier a été militarisé. La direction du M-19 a soutenu publiquement l'ensemble de ces mesures.

Ainsi, finalement, seuls les salariés des télécommunications et des entreprises de ciment ont fait grève au niveau national, même si le nombre des grévistes a été plus élevé que lors du mouvement d'octobre 1988.

Les organisations politiques de gauche et la guérilla connaissent aussi des problèmes.

Elles ont, sans doute, laissé passer l'occasion d'essayer d'organiser et de

centraliser une confrontation avec le gouvernement — en s'adressant à ces 5 millions de personnes qui avaient voté pour la Constituante, en mai 1990.

Comment continuer la bataille ?

Les FARC et l'Union camiliste-Armée de libération nationale (UC-ELN) avaient décidé de soutenir la campagne de la Constituante, mais elles ont poursuivi leurs opérations armées malgré les réper-

ussions qu'elles pouvaient avoir pour la population.

En outre, et cela devrait représenter un nouveau facteur de division à l'avenir, elles n'avaient pas donné de consignes claires pour le scrutin. La Coordination n'a pas agi comme une véritable direction politique ; certains de ses militants peuvent être amenés à croire aujourd'hui qu'il ne reste que la ligne de confrontation directe avec

l'Etat, quelle que soit la situation objective.

L'Union patriotique (dominée par le Parti communiste de Colombie) et A Luchar, qui soutenaient la Liste pour la vie, connaissent aussi des divergences internes et leur mauvais résultat électoral conduira peut-être nombre de leurs militants à remettre en cause leur projet politique.

La tentation du repli local qui existe dans ces cas, ne pourra se faire qu'au détriment d'un projet national autonome d'auto-organisation sociale.

Mais la bataille pour la Constituante, quelles que soient les limites de l'Assemblée élue, continue ; même s'il est difficile de savoir qui pourra prendre la tête de ce combat, étant donnés les résultats électoraux. Navarro Wolf, dirigeant du M-19 et ancien ministre de la Santé de Gaviria, élu député, ne participera sûrement pas à cette lutte ; cela ne rentre plus dans son projet politique ; il est en outre en ce moment victime de menaces de mort car, malgré ses positions conciliatrices, il ne fait pas partie du jeu d'alternance de la bourgeoisie. ★

12 décembre 1990

4) El Tiempo, 16 novembre 1990.

Les mains sales

A propos de l'article d'Eduardo Galeano

L'AUTRE MUR... celui qui sépare le monde de l'opulence et celui de la misère, le tiers monde, "vrai-faux concept" (1) qui masque les conflits internes, séparation équivoque entre le "Nord" et le "Sud" dont parle l'écrivain uruguayen, Eduardo Galeano.

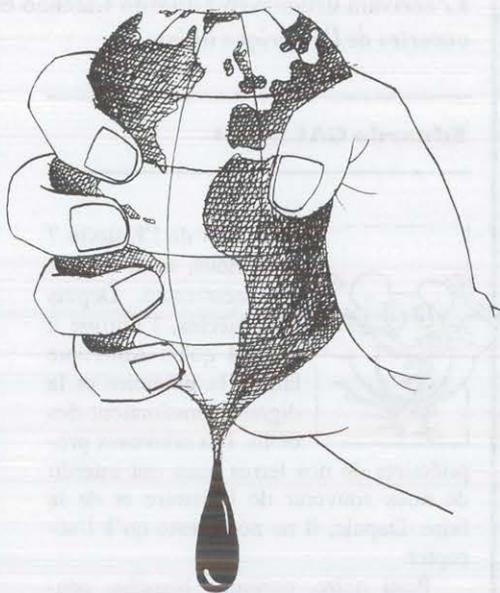
L'échec récent des négociations de l'Accord général sur les tarifs et le commerce (GATT) vient à point confirmer ses sombres pronostics.

Les subventions agricoles, plus précisément la rivalité commerciale sur les céréales entre l'Europe et les Etats-Unis, sont à l'origine de l'impasse des tractations de l'Uruguay Round : les ministres du Commerce, réunis dans ce cadre, en décembre 1990 à Bruxelles, devaient conclure quatre années de pourparlers qui avaient commencé en 1986, à Punta del Este, en Uruguay. De ce débat, circonscrit aux Etats-Unis et à la Communauté économique européenne (CEE), les protagonistes les plus défavorisés furent évincés.

Pourtant, tant la Politique agricole commune (PAC), qui conduit à la surproduction, que le protectionnisme américain, lèsent gravement les intérêts des pays les plus dépendants de l'exportation de matières premières agricoles. Selon Michel Camdessus, directeur général du Fonds monétaire international (FMI), « l'abolition des soutiens à l'agriculture pourrait permettre une augmentation de 50 milliards de dollars des recettes en devises des pays en développement exportateurs nets de produits agricoles. En outre, l'élimination de barrières tarifaires et non tarifaires par les pays industrialisés devrait augmenter le taux de croissance des pays en développement (PVD) de près de 3 % ; enfin, une diminution de 5 % des droits appliqués par les pays industrialisés aux produits manufacturés provenant des PVD pourrait accroître les exportations des pays endettés de 4,6 % » (2).

Mais ce qu'Eduardo Galeano dénonce comme un autre "néo-colonialisme" n'a pas été pas à l'ordre du jour de cette réunion du GATT.

En principe multilatéral, le dialogue s'est, de fait, réduit aux Etats-Unis et à la CEE, jusqu'à la reprise des discussions, prévue en janvier 1991, à Genève. Comme le souligne un éditorialiste de la revue



spécialisée *Marchés tropicaux* : « Les plus faibles sont évidemment les plus atteints. Si les négociations du GATT ne progressent pas (...) le temps des désordres commerciaux sera définitivement venu, avec tous les dangers d'un libéralisme qui ne sera que la loi du plus fort », ce qui pourrait provoquer « l'effondrement économique d'un nombre croissant d'Etats, incapables de suivre — même avec le soutien du FMI et de la Banque mondiale — le rythme accéléré de la compétition internationale » (3). Il est vrai que, pour les partisans du marché libre dont les événements à l'Est auraient prétendument consacré le triomphe, la liberté se réduit à celle du renard dans le poulailler...

Du culte de Mao... au culte de Reagan

La violence amère de l'écrivain latino-américain peut surprendre. « Les produits latino-américains valent de moins en moins cher (...) nous, les Latino-Américains, aussi » écrit-il, dénonçant le mépris et l'arrogance, le racisme, l'intolérance et la discrimination chaque jour plus fréquents en Europe.

Il est vrai que jamais le désintérêt, le paternalisme, la morgue d'une certaine intelligentsia occidentale ne s'étaient exprimés avec autant de force. L'anti-colo-

nialisme, l'anti-impérialisme ne sont plus à la mode.

La "fin de l'histoire" serait plutôt la "ré-occidentalisation" de l'histoire. Il est de bon ton, désormais, de faire l'auto-critique des "porteurs de valise", de mettre en question les intellectuels qui virent dans le combat pour l'indépendance des anciens colonisés la cause de tous les hommes libres.

Mettant en cause le Manifeste des 121, Madame Jeanine Verdès-Leroux se permet d'écrire, en 1989, dans *La Lune et le Caudillo* : « En 1960, les intellectuels parisiens signaient sans bien lire n'importe quelle pétition affirmant que la lutte armée était un devoir, une lumineuse nécessité, vraiment la seule solution » (4). Le tiers monde a déçu ; l'homme blanc, jadis victime de ses bons sentiments, sanglote (4)... Il faudrait reconnaître aujourd'hui, selon certains plumitifs, que, de même que le marxisme fut porteur du goulag, « l'opposition à la guerre d'Indochine était porteuse des Khmers Rouges, l'opposition à la guerre d'Algérie était porteuse de l'intégrisme des ayatollahs, le guévarisme était porteur du Sentier Lumineux » ; complices du totalitarisme, les anti-colonialistes d'alors n'auraient plus qu'à se livrer, comme l'écrit François Maspéro dans sa remarquable "Confession d'un anti-colonialiste", dans *La Quinzaine Littéraire*, à une confession en forme d'auto-critique, pour « avoir donné un blanc-seing aux nouveaux régimes issus de la décolonisation » (5).

Ces censeurs devraient s'interroger sur le blanc-seing donné — jusqu'au livre de Gilles Perrault, *Notre ami le Roi* (voir *Inprecor* n° 319 du 23 novembre 1990) — à la dictature sanglante d'Hassan II ou sur ce que représenta l'appel à l'intervention

1) Expression de François Maspéro dans "Confessions d'un anti-colonialiste", *La Quinzaine littéraire*, du 1er au 31 août 1990.

2) *Marchés tropicaux*, 14 décembre 1990.

3) *Ibidem*.

4) Lancé lors de la guerre d'Algérie, en 1960, le Manifeste des 121 défendait le droit à l'insoumission et le refus de combattre contre le Front de libération nationale (FLN). Les signataires de cet appel perdirent pour certains leur travail ; d'autres furent interdits d'antenne ; d'autres, enfin, allèrent en prison. S'agissant, pour la plupart d'entre eux, d'intellectuels et d'artistes, la remarque de Jeanine Verdès-Leroux sur ceux qui signaient « sans bien lire » est imbecille.

5) Pascal Bruckner, *Le sanglot de l'homme blanc*, Ed. Seuil, 1986.

nord-américaine, lancée par les signataires de l'«Internationale de la résistance», en 1984, contre des petits pays comme le Nicaragua.

Galeano rappelle l'ampleur des protestations suscitées par l'assassinat du père Popieluszko en Pologne, en 1984, et le silence qui entoure la disparition des prêtres en Amérique latine, victimes de la terreur d'Etat ; le haut-commandement militaire salvadorien et l'ambassade des Etats-Unis protègent les responsables du massacre des jésuites ; la Commission pastorale de la terre, au Brésil, rappelle que 1 500 meurtres, ayant pour origine des conflits agraires, sont restés impunis. Où sont nos censeurs, si soucieux des droits de l'homme ?

Un combat légitime

Les difficultés, les crises dans lesquelles s'enfoncent les révolutions cubaine, ou vietnamienne condamnent un «modèle» de socialisme fondé sur le parti unique/parti d'Etat et le centralisme bureaucratique — que nous avons toujours dénoncé — alors que nombre des censeurs d'aujourd'hui en étaient les laudateurs, armés pour certains du «petit livre rouge» : il leur aura fallu attendre le cataclysme de l'année 1989 pour prendre parti. Quant au Nicaragua, qui a connu une révolution pourtant pluraliste et démocratique, son peuple attend toujours les manifestations de solidarité qui lui étaient dues.

Quelles que soient les difficultés présentes, elles n'invalident en rien les combats antérieurs ; elles n'apportent pas plus de légitimité rétroactive à l'oppression coloniale, que les choix politiques actuels des peuples des pays de l'Est n'en apportent à la domination stalinienne.

Le style de Galeano pourra paraître démodé, voire outrancier. Pourtant, récemment encore, Jacques Amalric, rédacteur en chef du *Monde*, présentant la correspondance Castro-Khrouchtchev lors de la crise des fusées, s'est interrogé avec arrogance « sur les risques que représenteront demain les arsenaux nucléaires maniables, non seulement à Bagdad, mais en Inde, au Pakistan, dans toutes ces régions où la passion étrangle la raison et peut conduire au suicide collectif [souligné par la rédaction] » (6).

Un droit international à sens unique, l'arme atomique valable pour les forts only, ajoutés à un commerce international sélectif, et le « mépris comme seul destin » : pas si outrancier que cela... ★

Janette HABEL

19 décembre 1990

Le mépris comme seul destin

L'écrivain uruguayen Eduardo Galeano est l'auteur, notamment, des *Veines ouvertes de l'Amérique latine*.

Eduardo GALEANO



LA FIN de l'histoire ? Pour nous, ce n'est pas une nouveauté. Depuis cinq siècles, l'Europe a décrété qu'en Amérique latine, la mémoire et la dignité constituaient des délits. Les nouveaux propriétaires de nos terres nous ont interdit de nous souvenir de l'histoire et de la faire. Depuis, il ne nous reste qu'à l'accepter.

Peau noire, perruque blanche, couronne de lumière, châle de soie et de pierres précieuses : au carnaval de Rio, ceux qui meurent de faim rêvent ensemble et deviennent les rois d'un jour. Pendant quatre jours, le peuple le plus musical de la planète vit son délire collectif.

Le mercredi des Cendres, à midi, la fête est finie. La police emprisonne ceux qui gardent leur déguisement. Les pauvres enlèvent leurs plumes et leur maquillage, arrachent les masques ; ces masques de liberté fugace sont remplacés par d'autres, invisibles, qui nient leur visage : ceux de la routine, de l'obéissance et de la misère. Jusqu'au prochain carnaval, les reines retournent faire la vaisselle et les princes vont nettoyer les rues.

Ils vendent des journaux qu'ils ne savent pas lire, ils cousent des vêtements qu'ils ne porteront jamais, ils font briller des voitures qui ne leur appartiendront jamais, ils bâtissent des édifices où ils ne vivront jamais.

Avec leurs bras bon marché, ils offrent des produits bon marché au marché mondial.

Ils ont construit Brasilia, et ils en ont été expulsés. Ils construisent le Brésil tous les jours, et le Brésil est leur terre d'exil.

Ils ne peuvent pas bâtir l'histoire. Ils sont condamnés à la subir.

La fin de l'histoire. Le temps prend sa retraite et le monde arrête de tourner.

Demain est un autre nom d'aujourd'hui. La table est prête : la civilisation occidentale ne refuse à personne le droit de mendier ses restes.

Ronald Reagan se réveille et dit : « *La guerre froide est finie. Nous avons gagné.* » Et Francis Fukuyama, fonctionnaire du département d'Etat, acquiesce tout à coup succès et célébrité en découvrant que la fin de la guerre froide égale à la fin de l'histoire. Le capitalisme, qui prétend s'appeler démocratie libérale, est le port d'arrivée de tous les voyages : « *La forme finale du gouvernement humain.* »

Heures de gloire.

Il n'y a plus de lutte des classes et il n'y a plus d'ennemis à l'Est, seulement des alliés. Le marché libre et la société de consommation obtiennent un consensus universel, qui avait été retardé par la déviation historique du mirage communiste.

Comme le voulait la Révolution française, maintenant nous sommes tous libres, égaux et frères.

Et tous propriétaires.

Royaume de la convoitise, paradis sur terre.

L'apartheid universel

Tout comme Dieu, le capitalisme possède une excellente opinion de lui-même, et ne doute pas de son éternité.

Vive la chute du Mur de Berlin, écrit le diplomate péruvien, Carlos Alzamora qui ajoute aussitôt que l'autre mur, celui qui sépare le monde pauvre du riche, est aujourd'hui plus haut que jamais.

C'est un apartheid universel ; les poussées de racisme, d'intolérance et de discrimination sont de plus en plus fréquentes en Europe, elles punissent les in-



trus qui oseraient sauter ce mur pour entrer dans la citadelle de la prospérité.

C'est flagrant. Le Mur de Berlin est mort de sa belle mort, avant d'atteindre la trentaine, alors que l'autre mur fêtera bientôt ses cinq siècles. L'échange inégal, l'extorsion financière, la saignée de capitaux, le monopole de la technologie et de l'information et l'aliénation culturelle sont des briques qui se superposent jour après jour, au fur et à mesure qu'augmente le saccage de richesses et de souveraineté du Sud vers le Nord.

Avec l'argent, c'est l'inverse qu'avec les gens : plus il est libre, pire c'est. Le néo-colonialisme économique que le Nord impose au Sud, comme fin de l'histoire, comme système unique et ultime, consacre l'oppression sous la bannière de la liberté. La victoire du plus fort est toute naturelle dans le marché libre, elle légitime l'anéantissement du faible.

Le racisme se voit ainsi élevé à la catégorie de doctrine économique. Le Nord confirme la justice divine : Dieu récompense les peuples élus et châtie les races inférieures, biologiquement condamnées à la paresse, à la violence et à l'inefficacité. En une journée de travail, un ouvrier du Nord gagne plus qu'un ouvrier du Sud pendant deux semaines.

Salaires de famine, coûts bas, prix ridicules sur le marché mondial. Le sucre est un de ces produits latino-américains condamnés à l'instabilité et à la chute. Pendant de nombreuses années, il y a pourtant eu une exception en ce domaine : l'Union soviétique payait — paye toujours — un prix équitable pour le sucre de Cuba.

Maintenant, en pleine euphorie, le capitalisme triomphant se frotte les mains. Selon certains, ce pacte commercial ne devrait pas durer très longtemps. Personne n'ose imaginer que cette exception exemplaire pourrait annoncer la possible création d'un nouvel ordre international plus juste, d'une alternative au pillage systématique que les experts ont baptisé « la détérioration des termes de l'échange ».

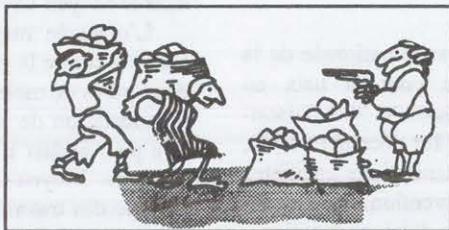
Non ; le fait que les Soviétiques payent encore le sucre cubain à bon prix, prouve uniquement les intentions diaboliques qui guidaient les mauvais, quand ils avaient encore des cornes, une fourche et une queue.

L'ordre en vigueur est le seul possible : le commerce voleur équivaut à la fin de l'histoire.

Préoccupé par le cholestérol, insoucieux de la faim, le Nord pratique cependant la charité.

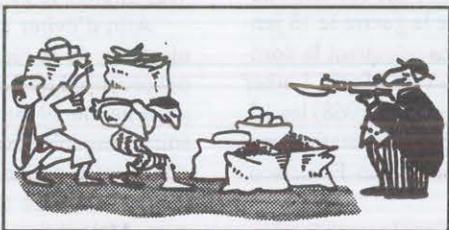
Mère Teresa et Karl Marx

Mère Teresa de Calcutta est plus efficace que Karl Marx. L'aide du Nord au Sud est bien inférieure aux aumônes qu'il s'engage à donner devant les Nations-Unies, mais qui lui sert à placer sa camé-



lotte de guerre, ses surplus et ses projets de développement qui sous-développent le Sud et provoquent l'hémorragie pour guérir l'anémie.

Entre temps, au cours des cinq dernières années, le Sud a fait don au Nord d'une somme infiniment plus importante, l'équivalent de deux plans Marshall en valeur constante, à travers des intérêts, des royalties et divers tributs coloniaux, alors que les banques créditrices du Nord saignent à blanc les Etats débiteurs du Sud et volent nos entreprises publiques sans rien donner en échange.



Heureusement que l'impérialisme n'existe pas. Plus personne n'en parle : donc, il n'existe pas. Cette histoire aussi est finie.

Mais si les empires et leurs colonies gisent dans les vitrines des musées d'antiquités, pourquoi les pays dominants continuent-ils d'être armés jusqu'aux dents ? A cause du péril soviétique ? Cette excuse ne conviendrait même plus les Soviétiques. Si le rideau de fer est tombé et que les méchants d'hier sont devenus les bons d'aujourd'hui, pourquoi les puissants continuent-ils à fabriquer et vendre armes et peur ?

Le budget de l'Armée de l'air des Etats-Unis est plus élevé que l'ensemble de tous les budgets de l'Education du prétendu tiers monde. Gaspillage de ressources ? Ou ressources pour défendre le gaspillage ? L'organisation inégale de la planète, qui fait mine d'être éternelle, pourrait-elle fonctionner un jour de plus si les



pays et les classes qui ont acheté la planète s'écroulaient ?

Ce système malade de consommation et d'arrogance, qui s'approprie avec voracité terres, mers, airs et cieux, monte la garde au pied du haut mur du pouvoir. Il dort d'un seul œil et il a raison. La fin de l'histoire est son message de mort. Le système qui sacralise l'ordre international cannibale nous dit : « Je suis tout. Après moi, le néant. »

Sur l'écran d'un ordinateur, l'on décide du "bon" ou du "mauvais" sort de millions d'êtres humains. A l'ère des super-entreprises et de la super-technologie, certains sont des marchands et nous sommes la marchandise. La magie du marché fixe la valeur des choses et des gens.

Les produits latino-américains valent de moins en moins cher. Nous, les Latino-Américains, aussi.

Les silences du pape

Le pape de Rome a énergiquement condamné le blocus éphémère ou plutôt les menaces de blocus contre la Lituanie ; mais le Saint-Père n'a pas pipé mot sur le blocus qui pèse, depuis trente ans, sur Cuba ni sur celui du Nicaragua, qui en a duré dix.

C'est normal. C'est aussi normal car les Latino-Américains valent si peu vivants, que leurs morts sont cent fois moins cotés que les victimes de l'Empire du mal, aujourd'hui désintégré.

Noam Chomsky et Deward Herman ont pris la peine de mesurer l'espace que nous méritons dans les principaux médias nord-américains : Jerzy Popieluszko, un prêtre assassiné par la terreur d'Etat en Pologne, en 1984, a bénéficié de plus d'espace que les centaines de prêtres assassinés par la terreur d'Etat en Amérique latine ces dernières années.

Ils nous ont imposé le mépris comme habitude. Et maintenant, ils nous vendent le mépris comme seul destin.

Le Sud apprend la géographie sur une mappemonde qui le réduit à la moitié de sa taille véritable. Les mappemonde du futur, vont-elles tout simplement l'effacer ?

Jusqu'à présent, l'Amérique latine était la terre de l'avenir. Maigre consolation qui valait mieux que rien.

Maintenant ils nous disent que l'avenir est le présent. ★

Montevideo, octobre 1990
Brecha

Contre la guerre !

Après le vote du Conseil de sécurité des Nations-Unies autorisant les Etats-Unis à employer la force contre l'Irak, le 29 novembre 1990, le mouvement anti-guerre des Etats-Unis a franchi un cap important. Jusqu'à cette date, de nombreux Nord-Américains étaient encore trompés par l'administration Bush qui prétendait que le déploiement de forces en Arabie saoudite n'avait qu'un rôle "préventif".

Peter DRUCKER



LE 1^{er} DÉCEMBRE 1990, plus de 10 000 personnes ont participé à un défilé contre la guerre à Boston, et 5 000 à Seattle.

Le 8 décembre, des manifestations régionales ont eu lieu à Chicago (5 000 personnes), Berkeley (5 000), Washington et Denver. Dans de plus petites villes, différentes organisations pacifistes (Mobilisation pour la survie, Appel à la Résistance, et la Ligue des résistants à la guerre) ont aussi organisé des mobilisations.

Au Canada aussi, des démonstrations de rue ont eu lieu à Montréal, Toronto, Winnipeg, Calgary, Victoria, Halifax et St Johns.

Le mouvement anti-guerre gagne du terrain dans différents secteurs. Jusqu'en novembre, les prises de positions contre la guerre dans le mouvement ouvrier étaient le fait de syndicats dirigés par la gauche, notamment en Californie du Nord ; alors que la Fédération américaine du travail-Congrès des organisations industrielles (AFL-CIO) s'était déclarée favorable à la guerre. Jan Pierce, dirigeant de la branche des employés des communications, a été le premier à rompre avec la direction de l'AFL-CIO, en novembre, en apportant son soutien à la Campagne nationale pour la paix au Moyen-Orient. Le mois suivant, *Labor Notes*, bulletin d'information syndicale militant, montait au créneau avec un éditorial contre la guerre.

L'opposition des étudiants à la guerre s'est accrue au fur et à mesure qu'apparaissait la menace de la conscription (qui n'était plus appliquée de fait depuis la fin de la guerre du Viet-nam). Le 7 décembre, des centaines de réunions contre la guerre ont eu lieu sur les campus universitaires.

La seconde rencontre nationale de la Campagne nationale pour la paix au Moyen-Orient a rassemblé 300 personnes, à New-York, le 1^{er} décembre 1990, représentant 164 organisations pacifistes ou opposées à l'intervention, et les associations anti-guerre de dizaines de villes.

Calendrier d'actions

Cette réunion a adopté un calendrier anti-guerre : des mobilisations les 6 et 7 décembre ; des veillées pour la paix entre le 22 et le 24 décembre ; une émission nationale de radio contre la guerre le 13 janvier 1991 ; des actions marquant la commémoration de la mort de Martin Luther King (assassiné le 15 janvier 1968) les 15, 19 et 21 janvier ; et des manifestations nationales à Washington et San Francisco, le 26 janvier.

La Campagne nationale pour la paix, lors d'une précédente réunion, le 18 septembre (voir *Inprecor* n° 314 et 315 des 14 et 28 septembre 1990), s'était fortement divisée à propos d'une éventuelle condamnation de l'Irak et du soutien à une conférence internationale de paix.

Or, la réunion du 1^{er} décembre a abouti à des critères communs et rejeté la proposition d'une conférence internationale de paix ; elle a adopté trois mots d'ordre centraux.

- Pas de guerre au Moyen-Orient.
- Retour immédiat des troupes.
- De l'argent pour l'action sociale, pas pour la guerre.

Des actions locales, pour préparer le 26 janvier, auront lieu les 15, 19 et 21 janvier. Ces mobilisations, qui coïncident avec la commémoration du décès de Martin Luther King, avocat de la non-violence dans le mouvement des droits civiques mais aussi opposant farouche à la guerre du Viet-nam, seront l'occasion de montrer les liens qui existent entre la conduite belliqueuse des Etats-Unis et le racisme et l'austérité qui sévissent dans le pays. Ce sont surtout les gens de couleur

qui souffrent des réductions sociales drastiques et, dans l'armée nord-américaine, ils seront aussi les premiers à mourir dans l'éventualité d'un affrontement avec l'Irak. Comme les travailleurs et les femmes, ils ont manifesté une forte opposition à la guerre dans tous les sondages, mais ne sont pas les plus nombreux à manifester.

Les organisations qui avaient appelé à des actions locales les 1^{er} et 8 décembre, soutiennent l'appel au 26 janvier ; lors d'une réunion à San Francisco, le 3 décembre, elles se sont rassemblées au sein du Comité contre une guerre du Viet-nam dans le Moyen-Orient (CAVME).

L'obstacle majeur à une campagne centrale contre la guerre est l'existence de deux pôles de mobilisation rivaux pour la manifestation de Washington. La Coalition pour arrêter l'intervention des Etats-Unis au Moyen-Orient, dirigée par le Groupe des travailleurs du monde (1) — qui, à l'initiative de l'ancien Procureur général Ramsey Clark, avait organisé la grande marche du 20 octobre à New-York — n'a pas participé à la réunion de la Campagne nationale pour la paix au Moyen-Orient du 1^{er} décembre et a lancé son propre appel pour une manifestation à Washington, le 19 janvier.

Afin d'éviter cette division, les organisateurs de la réunion du 1^{er} décembre ont proposé que des mobilisations locales aient lieu le 19 janvier ; que le 26 janvier soit co-organisé avec la Coalition pour arrêter l'intervention des Etats-Unis et que les mots d'ordre soient décidés en commun. Malgré ces ouvertures et l'absence de véritable désaccord politique, la Coalition a maintenu son appel pour le 19 janvier. Bien qu'elle n'ait guère d'audience en dehors de New-York, sa force dans cette ville (qui se trouve à cinq heures de bus de Washington) risque de diminuer la participation à la marche nationale.

Diverses forces de gauche ont appelé à l'unité ; mais la division ne semble pas devoir être surmontée dans l'immédiat ; même s'il y avait un accord sur les dates, la Coalition voudra avoir un droit de son veto sur toutes les décisions (2). ★

New-York, 10 décembre 1990

1) Le Parti des travailleurs du monde — aussi connu sous le nom de "Marcyites" — est un groupe issu d'une scission du Parti socialiste des travailleurs (SWP) dans les années 50 ; il a une approche très "campiste".

2) Au-dessus de ces divisions, les trois groupes nord-américains liés à la IV^e Internationale — Fourth International Caucus, Fourth Internationalist Tendency et Socialist Action — défendent la même position et la participation aux manifestations du 26 janvier. Le Parti socialiste des travailleurs (SWP), qui était la section officielle avant de rompre en juin 1990 (voir *Inprecor* n° 313 du 13 juillet 1990), a adopté la même ligne. Le Parti communiste et les Socialistes démocrates d'Amérique soutiennent l'initiative du 26 janvier.

10 raisons de ne pas la faire !

Le Comité contre une guerre du Viet-nâm au Moyen-Orient (CAVME) a publié cet argumentaire contre l'intervention américaine dans le Golfe.

1- Nous sommes sur le point d'entrer en guerre, à moins que nous soyons assez nombreux à la refuser.

- Nous assistons au plus grand déploiement de forces américaines depuis le Viet-nâm. 500 000 soldats sont prêts à participer à une guerre dans le Golfe !

- Le coût de l'intervention américaine est de 25 millions de dollars par jour, et ce prix sera démultiplié si la guerre éclate (2,5 milliards de dollars ont été dépensés entre le 2 août et le 30 septembre 1990).

2- Une guerre dans le Golfe, comme au Viet-nâm, sera longue et se déroulera sur plusieurs fronts.

- Elle coûtera un nombre incalculable de vies humaines.
- Cela ne sera pas l'affaire de deux jours, comme au Panama et à Grenade.
- 200 millions d'Arabes, le plus souvent pauvres, vivent dispersés dans 22 Etats différents. La grande majorité, d'après l'ancien fonctionnaire de l'administration Carter, Zbigniew Brzezinski « bouillent d'hostilité envers les Etats-Unis » et sont du côté de l'Irak (*Newsweek* du 24 août 1990).

3- L'intervention nord-américaine se fait au détriment des besoins de la population.

- Pour 1990, le déficit du budget atteindra le niveau record de 220 milliards de dollars. Pour financer l'intervention au Moyen-Orient, le budget militaire s'accroît démesurément ; or, en revanche, les fonds pour le logement, l'éducation, la santé, et d'autres programmes sociaux seront amputés d'autant.

- Le niveau de vie des Américains a continuellement baissé durant la dernière décennie, jusqu'à des proportions inquiétantes dans de nombreux endroits.

4- Nous nous battons pour les profits des compagnies pétrolières.

- Un conseiller très proche de Bush a ouvertement expliqué dans le *Times* (20 août 1990) pourquoi les Etats-Unis se préparaient à faire la guerre : « *Même un idiot comprendrait ce principe : nous avons besoin du pétrole. C'est beau de parler de la défense de la liberté, mais le Koweït et l'Arabie saoudite ne sont pas vraiment des modèles de démocraties.* »

- Le prix du pétrole a augmenté en flèche immédiatement après l'intervention du 2 août 1990. L'augmentation de 7,1 cents par gallon [1 gallon = 3,785 litres], le 6 août, a rapporté 1 milliard de dollars aux compagnies pétrolières. Si la guerre éclate, les spéculateurs prévoient que le prix du baril passerait de 60 à 80 dollars.

- Quatre des dix plus grandes multinationales des Etats-Unis sont des compagnies pétrolières et leurs profits sont parmi les plus élevés du monde.

5- La politique américaine fait fi du droit à l'autodétermination du peuple arabe.

- Après la Première Guerre mondiale, les puissances occidentales ont arbitrairement créé des Etats-nations au Moyen-Orient afin de préserver leurs propres intérêts.

- En 1928, l'Accord de la "ligne rouge" a partagé les richesses pétrolières du monde arabe entre les principales puissances occiden-

tales. Durant près de cinquante ans, les Etats-Unis, à travers l'Aramco Corp., ont contrôlé les principaux champs pétroliers de la région.

- Les Etats-Unis et les autres puissances occidentales ont pillé les ressources de la région, contre la volonté du peuple arabe. Ils n'avaient absolument aucun droit juridique, moral, ou politique d'intervenir au Moyen-Orient. C'est au peuple arabe, et non aux anciens pouvoirs coloniaux, de décider des frontières de la région.

6- L'imminence de la guerre alimente le racisme.

- Pour justifier la logique de guerre, le gouvernement et les médias utilisent des préjugés culturels et encouragent le racisme.

- Mais le racisme prend d'autres formes : 40 % des jeunes Noirs en âge de travailler sont au chômage. La crise économique a conduit des dizaines de milliers de Noirs et de Latino-Américains immigrés à s'engager dans l'armée ; aujourd'hui, ils sont au front en Arabie saoudite. Ce seront les premiers à mourir si la guerre éclate.

7- Cette guerre conduira au retour de la conscription.

- Les forces de réserve sont limitées. Les Etats-Unis ne peuvent pas assurer une guerre prolongée au Moyen-Orient sans réinstaurer la conscription, abandonnée après la guerre du Viet-nâm.

- Les jeunes Américains auxquels on demandera de se battre ne doivent pas être sacrifiés pour protéger les super-profits des compagnies pétrolières.

8- Nous ferions la guerre pour les rois féodaux et les émirs

- 60 % des 1,9 million de Koweïtiens n'ont aucun droit civique.
- A la mi-juillet 1990, le Parlement koweïtien a été dissout par l'émir ; de toutes façons, il n'avait été élu que par 6 % des Koweïtiens.

- 90 % du total des investissements koweïtiens est contrôlé par 18 familles multimilliardaires.

- En Arabie saoudite, l'esclavage n'a été aboli qu'en 1962. Les femmes n'ont pas le droit de conduire, de parler à des hommes (sauf s'ils appartiennent à la famille proche) ni d'avoir un emploi.

9- La politique des Etats-Unis tient un double langage.

- Les Etats-Unis ont violé les lois internationales en envahissant Panama et Grenade et en armant les contras nicaraguayens. Ces actions ont été condamnées par une majorité des membres des Nations-Unies.

- Les Etats-Unis ont ignoré l'utilisation de gaz toxiques pour massacrer 5 000 Kurdes irakiens et la longue série de violations des droits de l'homme de Saddam Hussein ; mais, à l'époque, il servait les intérêts américains en menant sa guerre meurtrière contre l'Iran.

- Hussein a reçu des millions de dollars d'armement des nations occidentales, y compris des Etats-Unis, trois mois à peine avant l'invasion du Koweït.

10- Nous devrions développer des sources d'énergie renouvelables et non polluantes.

- Notre environnement est menacé par le transport et par la combustion du pétrole. Selon de nombreux experts, les changements climatiques qui en résultent pourraient créer un "effet de serre", qui mettrait en danger toute vie humaine.

- Certaines lois sur la protection de l'environnement (par exemple, des restrictions sur le forage *off-shore*) seront vraisemblablement assouplies à la suite de l'intervention américaine dans le Golfe. ★

Novembre 1990
San Francisco



LA SITUATION est très inégale selon les pays. La droite allemande, par exemple, n'est évidemment pas en reste pour jouer pleinement le jeu de l'unification européenne. Les "droites" européennes

répondent différemment à ce défi en fonction de pressions qu'exercent sur elles divers secteurs capitalistes. Dans les pays où le marché unique de 1992 provoquera une brutale réorganisation du tissu économique, en levant tous les protectionnismes et en libérant la concurrence étrangère, certains secteurs bourgeois traditionnel s'aventurent dans une critique plus ou moins systématique du projet d'Union économique et monétaire (UEM).

Une telle démarche n'est pas facile dans la mesure où il leur faut alors concilier les intérêts d'une partie de leur électoral et ceux de la grande industrie et de la banque. Mais aucun de ces partis ne peut aisément se passer de ses liens avec les petites et moyennes entreprises, ni d'une partie de l'électorat petit-bourgeois que l'avenir européen inquiète. Ils doivent donc jouer sur les deux tableaux et trouver une échappatoire en rendant responsable la seule bureaucratie de Bruxelles et la Commission européenne des problèmes qui, selon eux, surgissent d'une unification économique trop rapide. C'est la dénonciation classique de l'"euro-dirigisme" ! Autant de facteurs qui aboutissent, en réalité, à l'impossibilité d'un bloc des partis de droite au Parlement européen de Strasbourg, ce qui accentue en conséquence le rôle nouveau de la social-démocratie dans la mise à jour des besoins capitalistes.

Ce qui inquiète au plus haut point des gens comme Thatcher, en Grande-Bretagne, ou Jacques Chirac, en France, c'est le rapport nouveau qu'engendrera l'UEM entre l'Etat "national" et les institutions communautaires. Au-delà des stupidités réactionnaires de l'ex-Premier ministre britannique, il y a bel et bien aujourd'hui une contradiction entre autorités nationales et autorités supra-nationales ; ceci constitue un énorme point d'interrogation pour l'avenir du projet européen.

Le problème est, en effet, celui de la légitimité de l'Etat et de son intervention dans la régulation des rapports sociaux. La multiplication des décisions, mesures et réglementations qui sont dorénavant annoncées comme "provenant de Bruxelles" tend à miner certains "consensus sociaux" bâtis sur l'acceptation des institutions "nationales". Car, aujourd'hui, soit ces dernières n'apparaissent plus comme efficaces et crédibles, et, en

contre-partie, le problème non réglé va être celui de la légitimité "démocratique" et historique des instances communautaires qui s'y substituent partiellement ; soit l'Etat semble être la victime involontaire des pressions cosmopolites de fonctionnaires bruxellois, et alors, certains font le choix d'une défense des valeurs "nationales" contre les "liquidateurs de la patrie" !

Au bout du compte, l'absence d'une solution maîtrisée au problème du transfert partiel de souveraineté des Etats vers les instances communautaires pose de sérieux problèmes. On le voit déjà dans la perte totale de crédibilité de certaines politiques nationales agricoles : Bruxelles vient, par exemple, de décider qu'il faudra baisser de 30 % les aides aux prix agricoles, afin de chercher un consensus avec les Etats-Unis à l'occasion des négociations de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) ; cela se fait, évidemment, après des débats entre les gouvernements, au travers du "conseil". Mais certains ministres de l'Agriculture préfèrent plaider non-coupable devant les agriculteurs, accentuant d'autant plus le sentiment que tout est dorénavant imposé par Bruxelles.

Le rapport Delors

C'est en avril 1989, que le rapport dit "Delors" (du nom de l'actuel président français de la Commission de Bruxelles) sur l'UEM a été présenté aux chefs d'Etat et de gouvernement. Il reste, jusqu'à présent, la base de discussion et de négociation sur ce qui a été présenté comme une accélération nécessaire du processus d'intégration. Bien qu'il soit parfois caractérisé de prolongement logique de l'Acte unique, signé en décembre 1986, ce nouveau projet nécessitera une modification du traité original.

Le plan Delors prévoit trois "étapes" pour parvenir à l'union monétaire intégrale. La première, ouverte depuis le 1er juillet 1990, vise à la convergence des politiques économiques et monétaires des Etats membres ; elle s'ouvre par la libre circulation des capitaux (close prévue par l'Acte unique, pour l'ouverture du "grand marché" de 1992). Elle devrait, en principe, permettre l'entrée formelle de toutes

Mariages

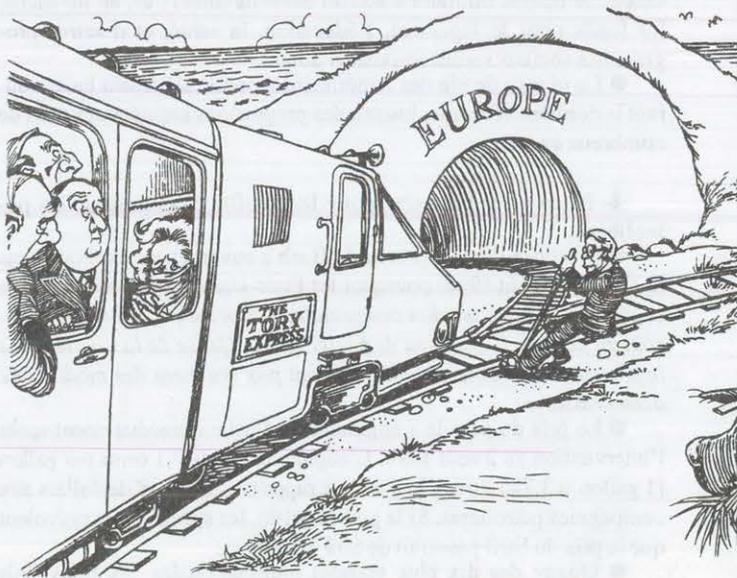
Margaret Thatcher a été démissionnée de conserver une chance de gagner les prochaines *Poll Tax*, et sans doute aussi de l'inflation grand c'est, à coup sûr, une conséquence de la question de la classe dirigeante britannique qu'elle a provoquée et dans le gou

Le cas britannique est sans doute le plus spectaculaire de l'Europe qu'avait prises Thatcher. Mais, dans d'autres pays, des divergences sur cette question. C'est d'ailleurs des bourgeois à répondre positivement à cet enjeu pour se présenter comme la seule fo

Claude C

les monnaies de la Commission économique européenne (CEE) dans le système monétaire européen (SME)

Le second stade est présenté comme une transition : une "phase d'apprentissage" qui aboutit à une prise de décision collective — la responsabilité des déci-



sions incombant toujours, à ce niveau, aux autorités nationales. Cela constituera une approche progressive avant l'instauration d'une norme monétaire commune, la mise en commun d'une partie des réserves de change et la réduction des marges de fluctuation autorisées des parités relatives. Un organe supra-national d'encadrement des politiques monétaires se-

de raison

s fonctions par son propre parti qui voulait élections. C'est peut-être une retombée de la pesante et de l'état économique du pays... Mais l'union européenne, qui divise si profondément la zone, a une crise ouverte dans le Parti conservateur au gouvernement.

laire, compte tenu des positions radicales sur d'autres pays, la droite traditionnelle connaît aussi ses limites. Elle soulève souvent l'incapacité de certains partis qui laisse à la social-démocratie le champ libre de la politique européenne cohérente.

ABRIEL

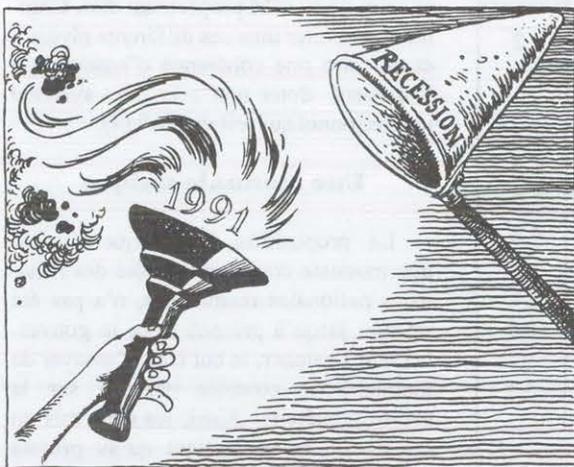
rait mis en place pour coordonner l'activité des banques centrales.

La troisième étape, enfin, serait celle des parités fixes irrévocables, de la mise en place d'une banque centrale européenne unique (déjà baptisée Eurofed) qui ferait de l'écu la monnaie unique de l'ensemble communautaire. Les réserves monétaires des banques centrales seraient alors mises en commun.

Ce nouveau projet était en réalité un choix ouvert dès le départ par les risques de l'Acte unique. La liberté d'établissement des banques et des assurances, et la liberté de prestation de services ouvrent, en effet, une situation de concurrence extrême, notamment de par l'existence de fiscalités différentes d'un pays à l'autre pour l'épargne et le capital. Tout produit financier offert dans un pays, aux conditions de celui-ci, par un quelconque organisme bancaire, peut être proposé librement sous cette forme dans tous les autres pays de la Communauté. Dès lors que l'Acte unique permet cette libre circulation des capitaux, de très importants déséquilibres peuvent soudain se produire, du fait d'écarts de compétitivité, ou de mouvements de fonds à la recherche d'un placement plus rentable, sans parler des attaques spéculatives, toujours possibles, contre telle ou telle monnaie.

Il existe donc un risque objectif de perte de contrôle par les Etats sur les

masses monétaires. Le désordre de la "libre circulation" nécessiterait donc un nouvel ordre monétaire — et le risque de dérapage ne pourra être définitivement écarté, au sein de la CEE, qu'en atteignant la troisième étape du plan Delors.



Quels sont les progrès réalisés dans ce sens ? En juin 1989, la monnaie espagnole rentrait dans le SME avec un droit momentané de fluctuation de 6 % vis-à-vis des autres devises. En septembre, la peseta et l'escudo portugais rentraient dans la composition du "panier" définissant l'écu.

En janvier 1990, la lire italienne, qui participait jusque là au système monétaire européen (SME) avec une marge de parité de plus ou moins 6 %, devenait "adulte" en rentrant dans la fourchette de base des 2,25 %.

En mai 1990, le franc belge établissait une parité fixe avec le mark allemand, après le florin néerlandais, tandis que le gouvernement français s'interroge pour faire bientôt de même.

Incontestablement donc, les derniers mois ont vu un renforcement du rôle du SME et une tendance vers des parités relatives stables pour quelques unes des monnaies concernées. En octobre 1990, c'était le tour de la livre sterling d'entrer dans le SME, malgré les rodomontades passées du gouvernement Thatcher (1).

Ces évolutions sont, pour l'essentiel, portées par des réalités industrielles et commerciales concrètes. Les interdépendances se sont accentuées avec, par exemple, une part des échanges extérieurs globaux au sein de la CEE qui dépasse maintenant 50 % du total de tous les échanges réalisés par ces pays. La question monétaire est ainsi l'aboutissement logique de tous les autres processus européens engagés depuis longtemps. Mais l'écu connaît un développement privé encore très modeste, car il n'a pas, jusqu'à présent, de fonctionnalité dans les transactions géné-

rales : pour cela il faut le "casser" et faire le choix d'une devise ou d'une autre, avec les frais et les risques que cela comporte. Le plan Delors se donne pour but de dépasser définitivement cet obstacle.

Les contradictions de l'Acte unique

Rien de tout cela ne permet toutefois, pour le moment, de résorber l'ensemble des contradictions occasionnées par l'Acte unique. Examinons-en quelques unes.

● Tant que l'affaire n'est pas plus avancée, les risques inhérents à l'écart entre les mouvements des capitaux et l'éclatement institutionnel peuvent provoquer de graves problèmes. C'est, par exemple, le cas avec l'inégalité et l'instabilité des taux d'intérêts, sources de mouvements spéculatifs.

Lorsqu'au début de 1990, le taux d'intérêt a grimpé en République fédérale allemande (RFA), le gouvernement hollandais a failli dégager le florin de sa parité fixe avec le mark.

● Mais il y a plus problématique encore. Dans la Communauté actuelle, les biens et les capitaux peuvent circuler sans contrainte, alors que les biens de production ne jouissent pas de cette même mobilité. Les capitaux sont plus mobiles que les usines qui, elles, sont plus immobiles que la force de travail. Par conséquent, on ne peut obtenir "spontanément" un ajustement des coûts salariaux aux différentiels de productivité.

● Personne ne sait encore comment pourront être contrôlés et maîtrisés les déficits budgétaires de chaque Etat, tâche pourtant nécessaire durant la seconde phase de construction de l'UEM. Le plan Delors prévoyait, à l'origine, un contrôle très rigide mené par Bruxelles, mais rien ne dit que le transfert de compétences politiques que cela implique aura alors atteint un tel niveau. Les Etats ont tous leurs traditions en matière de contrôle de la masse monétaire, des politiques salariales etc. Aucun indice des prix n'est aujourd'hui établi sur les mêmes paramètres ! Par ailleurs, personne ne sait exactement comment, dans certains pays, les politiques de réduction draconienne des déficits vont être socialement acceptées (2).

● L'ampleur des problèmes pourrait éventuellement déboucher sur une UEM à deux niveaux ou en deux temps, regroupant

1) Voir *Inprecor* n° 317 du 26 octobre 1990.

2) C'est le cas pour l'Italie, mais aussi pour le Danemark où tout cela remet en cause le fameux modèle scandinave de développement social.

Augmentation annuelle des prix à la consommation (en %)

	1979	1987	1990 *
France	10,8	3,1	3,2
RFA	4	0,2	2,3
Royaume-Uni	13,4	4,2	9,4
Italie	14,8	4,7	5,8
Belgique	4,5	1,6	3,2
Danemark	9,6	4	4,8
Irlande	13,3	3,2	4
Pays-Bas	4,2	-0,7	2,1
Grèce	19	16,4	13,7
Espagne	15,7	5,3	7
Portugal	23,9	9,4	12,7

* Fin avril

Source : Commission des Communautés

pant d'abord des pays comme l'Allemagne, la France, le Danemark, ceux du Benelux et, éventuellement, l'Italie, si celle-ci réussit à réduire son déficit budgétaire.

Il existe, au plan national, d'importants écarts de performances économiques d'une région à l'autre ; mais, jusqu'à présent, les Etats ont pu en limiter les effets déstabilisateurs grâce, par exemple, à la libre circulation relative de la main-d'œuvre qui, dans la plupart des pays, ne se heurte pas à la question linguistique. Ils ont pu aussi y consacrer des moyens non négligeables pour des incitations économiques et sociales.

Or, rien de cela n'existe aujourd'hui au niveau européen. Les fonds compensateurs ne représentent encore qu'une somme dérisoire, la libre circulation de la main-d'œuvre est du domaine de la fiction, et les différentiels d'inflation restent très forts entre au moins deux groupes de pays (voir tableau ci-dessus). Dans de telles conditions, on voit mal comment, à court terme, les importants écarts de performances économiques entre Etats ne mettraient pas la CEE devant un choix difficile : soit une UEM à deux vitesses selon les groupes de pays, soit l'application draconienne de plans de restructuration pouvant, dans ce cas, déboucher sur de très fortes tensions sociales.

Il est tout à fait significatif qu'à la veille de la conférence sur l'UEM, se propage l'idée d'un sous-ensemble de pays allant plus vite que les autres vers l'union monétaire. Le président de la banque cen-

trale allemande, Karl Otto Poehl, a accepté publiquement cette idée de "deux vitesses" (3), ainsi que le sous-gouverneur de la Banque de France.

Mais il faudra alors régler l'écart entre le domaine de l'Acte unique (avec toute la CEE actuelle et même au-delà sans doute) et celui de l'UEM proprement dite. Comment emboîter tous ces différents niveaux et en faire une cohérence d'ensemble ? Comment doter tout cela d'un système institutionnel qui soit viable ? (4).

Une monnaie unique

La proposition britannique d'avoir une monnaie commune, à côté des monnaies nationales maintenues, n'a pas été retenue jusqu'à présent. Pour le gouvernement Thatcher, le but était d'essayer de maintenir le contrôle national sur la masse monétaire. Ainsi, les écus mis en circulation ne le seraient qu'au prorata des changes réalisés sur une base nationale par chaque Etat. La convertibilité totale des monnaies européennes permettrait alors de s'appuyer sur les devises fortes pour aboutir à une surévaluation des plus faibles. Cette solution, en demi-teintes, n'a pas été retenue par le rapport Delors, ni par la majorité des gouvernements.

Le choix a donc été celui d'un écu monnaie unique. Les raisons tiennent au fait que cette solution — apparemment maximaliste — apparaissait comme la plus cohérente ; elle impose une véritable "purge darwinienne" aux économies européennes les plus fragiles : baisse rapide de l'inflation, contrôle et réduction du déficit public. Elle constitue,

pour Delors et ses collègues, un moyen de marcher sans défaillance vers l'unification européenne, alors que la solution britannique est apparue comme un atermolement susceptible d'ouvrir d'autres contradictions. Le projet Delors est un parcours qui se veut continu, afin d'éviter toute étape qui puisse constituer un arrêt précaire dans ce processus.

Mais dans ses caractéristiques radicales ne résolvent pas le problème de fond. C'est pourquoi, au bout du compte, l'arrivée au pouvoir à Londres de John Major va relancer le débat : l'ouverture européenne du nouveau gouvernement conservateur pourrait permettre de reprendre l'idée de l'écu "parallèle" pour le combiner avec un projet d'UEM à deux vitesses. Les pays les plus avancés pourraient alors adopter une monnaie unique

alors que les autres pourraient se satisfaire éventuellement un temps d'une monnaie "parallèle".

Delors se moquait fort démagogiquement des thèses de Thatcher. Mais celles-ci mettaient bel et bien le doigt sur les problèmes réels de l'unification monétaire.

Le plan Delors fixait au 1er janvier 1993 l'entrée du processus dans la seconde étape. Ceci est loin de faire l'unanimité, compte tenu des embûches à éviter et des difficultés à résoudre d'ici là. Le ministre espagnol de l'Economie, Carlos Solchaga, s'est particulièrement illustré dans ce débat en demandant que cette échéance soit reportée à 1994, l'Etat espagnol étant supposé avoir besoin de ce délai pour aligner sa compétitivité sur celle des pays les plus performants. Ce sont les Allemands qui devaient imposer la conclusion sur ce point : Helmut Kohl confirma, en effet, le 17 octobre 1990, dans une interview à une télévision française, qu'il fallait effectivement choisir 1994 pour l'ouverture de la seconde étape d'unification monétaire. Ce faisant, il tranchait un débat au sein même de l'establishment allemand sur les rythmes du processus. Le Conseil européen du 28 octobre devait entériner cette date.

Qui dirige ?

Quant à la troisième phase, son horizon reste imprécis. Les conclusions du Conseil d'octobre 1990, stipulent que les Douze feront le point après trois ans de "seconde étape", « afin de préparer la décision relative au passage à la troisième phase, qui interviendra dans un délai raisonnable » (5). François Mitterrand devait souligner, pour sa part, qu'il souhaitait un délai de quatre à six ans, ce qui donnerait une unification monétaire réelle aux alentours de 1999 (6). Mais les inconnues du parcours restent très nombreuses, à commencer par les effets de la récession américaine et britannique.

En tout état de cause, rien de tout cela ne règle la question des institutions et des Etats. Parallèlement à la conférence sur l'Union économique et monétaire se tiendra, en décembre 1990, une rencontre sur l'union politique. Le communiqué du Conseil européen de Rome, en octobre 1990, donnait comme objectif à cette



3) *Financial Times* du 26 novembre 1990.

4) On le voit, par exemple, avec la Conférence de Schengen sur la libre circulation des personnes et la question du contrôle de l'immigration à laquelle pour le moment n'adhère que six des Etats de la CEE. Voir *Inprecor* n° 311 du 15 juin 1990.

5) *Le Monde* du 30 octobre 1990.

6) J. Delors souhaiterait un délai plus court.

séance de renforcer la capacité d'action de la CEE, en étendant ses compétences à d'autres secteurs complémentaires de l'intégration économique qui sont essentiels pour la cohésion sociale. Tout ce bel aéroportage, enfin, prétendait atteindre au plus vite une politique étrangère et de sécurité communes (7). On peut constater aujourd'hui, à la lumière de la crise du Golfe et de la question des "otages", combien il est difficile pour les Douze de définir des intérêts communs !

Mais le plus gros morceau reste celui des institutions ; à ce niveau, l'imbricatio est actuellement total. Premier problème qui se pose : quel peut être le partage de compétences entre la Commission de Bruxelles et les Etats nationaux ? Seconde question : quelle doit être la responsabilité propre du Parlement européen ? Ce dernier comporte d'ailleurs maintenant un fort courant qui veut en faire un vrai pouvoir législatif européen, ce qui ôterait non seulement à la Commission, mais aussi aux parlements nationaux une part importante de leurs prérogatives.

Ce qui est prétendument appliqué aujourd'hui est le principe dit de "subsidiarité" : les institutions supra-nationales ne prendraient de décision que dans les domaines où il faut une décision générale pour l'équilibre de l'ensemble. Cette belle profession de foi est là pour rassurer les tenants de la souveraineté nationale, mais, en réalité, le tissu des interdépendances est tel aujourd'hui qu'il est de plus en plus difficile de faire des choix nationaux qui ne soient pas, au minimum, dépendants du grand projet européen. Tout, à commencer par les budgets et les politiques salariales, dépendra progressivement des choix macro-économiques faits au niveau européen par la Commission et les gouvernements.

Dans la majorité des Etats, les institutions parlementaires sont placées devant le fait accompli et ne peuvent agir qu'*a posteriori* des décisions européennes (8). On parle donc maintenant d'une possible seconde chambre européenne permettant aux représentations nationales de s'y retrouver directement — une sorte de Sénat. C'est la proposition, par exemple, de Chirac en France ou du conservateur Michael Heseltine, en Grande-Bretagne. Mais cette éventualité, en renforçant la médiation des parlements nationaux aboutirait à une réduction de l'autorité de la Commission de Bruxelles.

Les socialistes français ont préféré, quant à eux, proposer qu'à la veille de

grands choix européens une assemblée de parlementaires européens — constituée par des représentations de celle de Strasbourg et des chambres nationales. C'est ce qui vient de se faire à Rome, fin novembre 1990 pour, paraît-il, préparer les conférences gouvernementales de dé-

l'autre, la question des moyens politiques de la régulation économique et de la préservation des rapports sociaux. A peine ceux-là étaient mis en œuvre, que l'Acte unique posait à ses auteurs la question d'un niveau supérieur d'institutions parastatutaires pour répondre aux nouveaux besoins européens. La dérégulation des services publics va de pair avec leur privatisation : il faut décroquer les marchés, réaliser des alliances et procéder à de nouvelles concentrations. Mais elle n'a pas été la marque d'un changement de fonctionnement du capitalisme contemporain ; le rôle des institutions, et de l'appareil d'Etat, constituent plus que jamais la pierre angulaire du système. Les thèses libérales bourgeoises de ces dernières années l'ont appris à leurs dépens avec le débat actuel sur l'importance du contrôle politique des bouleversements occasionnés par l'Acte unique.

Récession ou pas récession ?

Cette question des institutions ressurgit à propos du statut de la future banque centrale européenne. Les banques centrales, dans les divers pays européens, ont actuellement des rapports très différents avec leurs Etats et leurs autorités politiques. Or, un accord semble s'être maintenant réalisé pour que la future Eurofed soit totalement indépendante, comme par exemple la Bundesbank allemande (9).

Quelle est la part de doctrine et celle de pragmatisme dans ce choix ? Car l'on comprend fort bien que, n'ayant rien résolu du problème des institutions politiques de la future UEM, les Etats européens soient bien incapables d'avoir aujourd'hui une autre option pour l'éventuelle Eurofed. Celle-ci sera donc "indépendante" parce que telle est la position des Allemands... et parce que personne ne sait ce que pourrait être, dans le cas contraire, l'institution européenne de tutelle (10).

Une autre particularité du projet d'UEM est de vouloir utiliser ce processus pour éviter l'onde récessive venant



cembre sur l'UEM ; 258 députés et sénateurs "nationaux" et leurs collègues "européens" se sont rencontrés pour débattre, entre autres, du fameux "déficit démocratique" des institutions européennes.

Sénat européen ou conférences interparlementaires régulières ? En réalité, derrière ces choix possibles se présentent deux projets radicalement différents : celui d'une sorte de confédération, cher à une partie de la droite européenne (l'"Europe des Nations"), et celui d'un projet fédéral à long terme, plutôt soutenu par des sociaux-démocrates et des chrétiens-démocrates.

L'illusionnisme libéral

L'Acte unique, à proprement parler, est une profession de foi ultra-libérale. Beaucoup ont cru y voir la marque irréfutable d'une tendance historique vers le "moins d'Etat". Ce sont en réalité des tendances contradictoires qui opèrent à ce niveau entre, d'un côté, les besoins d'une réorganisation mondiale du capital et, de

7) Voir *Inprecor* n° 318 du 9 septembre 1990.

8) *Le Monde* du 21 novembre 1989.

9) A la différence d'autres cas, comme en France, où la Banque centrale est sous les ordres du gouvernement.

10) Ceci n'empêche pas les mêmes gens de proposer un système de banque centrale sur le modèle nord-américain, à savoir douze banques chapeautées par une structure fédérale... Si tel était le choix, il faudrait qu'en dernière instance les douze banques soient toutes indépendantes par rapport à leurs autorités "nationales" respectives. Plus facile à dire qu'à faire !

des Etats-Unis. La crise des années 30 avait abouti à l'effondrement du Gold Exchange Standard, fondé sur la livre sterling ; cela avait nourri les poussées protectionnistes. Il a fallu toute une transition, du renforcement du dollar, à partir de 1934, jusqu'aux accords de Bretton Woods, de 1944, qui confirme l'hégémonie mondiale américaine, pour trouver un nouvel équilibre monétaire international.

"Zone mark" ou UEM ?

Nous sommes aujourd'hui dans une situation à la fois analogue et différente. Alors que la crise capitaliste n'est toujours pas résolue et que la menace de récession se renforce, le couple Allemagne-CEE tente, avec l'UEM, une opération monétaire audacieuse pour résoudre à son profit les séismes en cours dans l'économie mondiale.

Dans la mesure où la seule vraie monnaie de réserve internationale est le mark, et pas le franc ni la livre, la formation d'une monnaie européenne jouant un rôle clef dans la réorganisation du système monétaire mondial se ferait sur la base de la devise allemande. C'est pourquoi beaucoup de gens évoquent à ce propos une "zone mark", plutôt que l'UEM !

L'idée est aussi que, grâce à l'unification, la demande allemande sur le marché européen pourrait entraîner une croissance globale de la CEE permettant d'échapper à la vague récessive. Mais l'opération reste d'autant plus hasardeuse qu'il est impossible de dire si l'économie allemande va être capable de résoudre à la fois l'opération UEM et celle de l'absorption de la République démocratique allemande (RDA). Les coûts réels de cette dernière restent un mystère, ou du moins ils sont un sujet important de controverse. Cette opération implique un risque important d'inflation (malgré la décision du gouvernement fédéral de réduire les dépenses publiques).

Dans la tourmente actuelle de l'économie capitaliste, le défi de l'UEM, pour stabiliser le système monétaire international apparaît donc comme une course de vitesse.

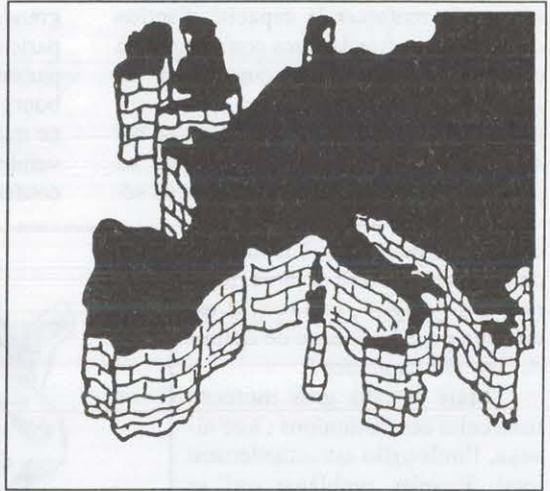
On peut toujours se réjouir des difficultés auxquelles fait face la bourgeoisie européenne dans l'édification de son unité. Il aurait été tout de même surprenant que sur cette question cruciale la bonne vieille règle des contradictions du capitalisme ne se retrouve pas à l'œuvre. Il est, par contre, beaucoup plus sérieux de se demander si le mouvement ouvrier et l'ensemble des mouvements sociaux vont être capables de prendre rapidement le chemin de la contre-offensive et d'utiliser les facteurs d'instabilité liés à cette transition en leur faveur.

Un enjeu stratégique pour le mouvement ouvrier

Force est de constater que les principales (pour ne pas dire les seules) initiatives à caractère revendicatif au niveau européen sont celles du syndicalisme paysan, c'est-à-dire de forces fondamentalement bourgeoises et petites-bourgeoises. Favorisés par l'existence de longue date d'une politique des prix agricoles clairement européenne, les syndicats d'agriculteurs ont pu entreprendre un certain nombre de ripostes internationales. Le syndicalisme ouvrier, pour sa part, en est fort loin, pour des raisons qui tiennent au chauvinisme et au conservatisme de ses bureaucraties. Le poids de la social-démocratie dans l'actuel mouvement syndical européen rend encore plus difficile toute réaction indépendante.

Mais la pression s'exerce au-delà même de ces sphères dirigeantes. La construction européenne, telle qu'elle est envisagée aujourd'hui, tend à se présenter comme découlant du "bon sens", apparemment sans enjeux de classe. Le mouvement ouvrier, sous le poids de ses directions réformistes et de l'état d'organisation et de conscience des travailleurs, est à des années-lumière de ce qu'il faudrait faire sans plus tarder pour répondre à l'offensive européenne des classes dirigeantes.

De nombreux facteurs se combinent et il n'est pas possible de dire si, à coup sûr, les bourgeoisies européennes vont être capables de réaliser ce projet



d'UEM. Mais plutôt que de vouloir lire dans le marc de café il est préférable d'énoncer un certain nombre de paramètres qui sont déjà à l'œuvre.

● Les secteurs dominants du capital, pour des raisons à la fois strictement "européennes" et à cause des restructurations mondiales, veulent aboutir à cette unification économique et monétaire.

● Une partie des contradictions et des difficultés que rencontre le projet pourra cependant se régler si le mouvement ouvrier n'agit pas pour faire obstacle au projet capitaliste européen dans son ensemble. Une partie des solutions résideront ainsi dans la capacité du patronat et des gouvernements à faire reculer encore un peu plus le mouvement ouvrier et à faire payer le prix de leur Europe aux populations.

● Une forte récession mondiale pourrait retarder le projet mais sans forcément le faire capoter ; les raisons structurelles de l'unification demeureront sur le long terme.

● Si le projet n'aboutit pas, notamment aux dates prévues, cela n'empêchera pas que les nombreuses mesures partielles engagées dès maintenant sont autant de mauvais coups portés aux acquis sociaux et aux capacités politiques de la classe ouvrière.

● D'ores et déjà, à cette étape du projet européen de la bourgeoisie, le mouvement ouvrier et les révolutionnaires sont confrontés à des problèmes stratégiques nouveaux. Comment lutter en Europe aujourd'hui ? Quelles formes de solidarité continentale ? Et quel projet politique et organisationnel doit avoir la gauche révolutionnaire si elle veut répondre à ses nouveaux enjeux ? ★

30 novembre 1990



Grandeur et décadence de Maggie

THATCHER a été écrasée entre, d'un côté la résistance de la classe ouvrière et, de l'autre, sa propre tentative de mener une politique indépendante du capital européen. Son remplacement par John Major illustre la réorientation du capital britannique vers l'Europe, mais ne signifie nullement que les attaques contre les travailleurs vont diminuer. Au contraire, l'arrivée au pouvoir de l'"euro-thatchérisme" représente aussi le maintien d'un chômage massif et de l'anti-syndicalisme qui ont caractérisé Thatcher. D'ailleurs, ces assauts seront renforcés par la récente adhésion britannique au Système monétaire européen (SME) (voir *Inprecor* n° 317 du 26 octobre 1990).

Outre les divisions qu'il reflète au sein du Parti conservateur et de la classe dirigeante, le départ de Thatcher symbolise la fin du projet économique instauré par les conservateurs en 1979. Celui-ci prévoyait l'utilisation des ressources provenant du pétrole de la mer du Nord pour imposer une profonde défaite à la classe ouvrière, en maintenant une orientation économique et un système politique basés sur le passé impérialiste de la Grande-Bretagne — la prédominance de la City de Londres et des investissements à l'étranger ainsi que le maintien d'un appareil militaire disproportionné par rapport à la force réelle de l'économie britannique, le tout au détriment de l'économie nationale.

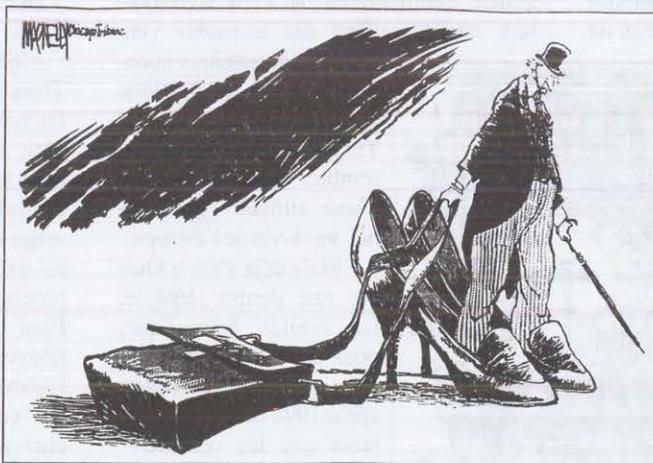
Entre 1979 et 1982, le gouvernement Thatcher a laissé l'industrie intérieure s'effondrer ; celle-ci a chuté de plus de 15 % — le plus important déclin depuis la fin de la Première Guerre mondiale. Toutes les restrictions sur les exportations de capitaux ont été levées et, durant la décennie suivante, 200 milliards de dollars ont été investis à l'étranger. La balance des paiements s'équilibrait alors grâce aux revenus pétroliers de la mer du Nord et à ceux des services financiers en pleine expansion. Le chômage a augmenté en flèche, touchant plus de 3 millions de personnes selon les chiffres officiels — 4 millions en réalité.

Simultanément, une restructuration totale de l'industrie a été entreprise. Le

La démission de Margaret Thatcher du poste de Premier ministre et son remplacement par John Major constituent l'explosion majeure du Parti conservateur, depuis plus de dix ans. La mise à l'écart de la Dame de fer symbolise la fin d'un projet particulier de la bourgeoisie, et un début de réorganisation de la politique britannique.

James BROOK

programme de privatisations a touché les télécommunications, l'acier, les ports, le gaz, l'électricité, l'eau, etc. Les lois sur les syndicats sont devenues plus strictes : restrictions sur le droit de faire des piquets de grève ; suppression de l'affiliation syndicale obligatoire ; saisie des biens des syndicats engagés dans des luttes. Des groupes spécifiques de travailleurs qui ont essayé de se battre —



surtout les mineurs, mais aussi les ouvriers de la métallurgie, les dockers et les imprimeurs — sont devenus les symboles de défaites exemplaires.

Dans le domaine politique, le Parti travailliste a éclaté en 1981, avec la fondation du Parti social-démocrate — dont la majorité des membres allait fusionner avec les libéraux, après les élections de 1987.

Après quelques hésitations de départ, la classe dominante s'est regroupée derrière le programme économique du gouvernement. Le capital financier britannique a bénéficié de l'élargissement du champ de ses opérations internationales.

Les compagnies pétrolières — secteur très important du capital britannique — ont réalisé des profits énormes grâce au boom pétrolier de la mer du Nord. Les principaux secteurs industriels ont commencé à diversifier rapidement leurs investissements à l'étranger — environ 50 % des profits des 100 premières firmes britanniques proviennent aujourd'hui d'opérations faites outre-mer. Dans le même temps, le gouvernement avait prévu que le chômage qui résulterait de ces restructurations briserait la résistance du mouvement ouvrier et que la base industrielle intérieure du capital britannique se reconstruirait en même temps que les profits de ses sociétés industrielles.

L'époque dorée

Au début, cette stratégie a magnifiquement fonctionné pour le capital. La part des profits des compagnies dans le Produit national brut (PNB) est passée de 12 %, lors du creux de la récession en 1981, à plus de 19 % en 1984. Au même moment, les revenus du pétrole ont permis une augmentation substantielle du niveau de vie d'une large proportion de travailleurs — les salaires réels ont augmenté de 27 % entre 1979 et 1989.

La classe ouvrière se divisait alors entre un secteur important frappé par le chômage et ses effets, et un autre qui bénéficiait économiquement du thatchérisme. Lors des élections législatives de 1983 et de 1987, beaucoup d'ouvriers qualifiés bien payés ont voté pour les conservateurs, alors que des émeutes éclataient dans les quartiers les plus démunis des grandes villes, en 1981. Grâce aux graves problèmes qu'a connus le Parti travailliste après sa scission de 1981, Thatcher a pu gagner consécutivement trois élections législatives.

Mais la politique économique de son gouvernement reposait sur la hausse des prix des matières premières et sur le boom financier international qui a suivi 1979 ; elle a commencé à décliner en même temps que ces deux facteurs. La chute du prix du pétrole de 1985 a porté un coup

sévère à la balance des paiements britannique. Lors du krach boursier de 1987, la Grande-Bretagne a perdu presque un quart de ses capitaux à l'étranger.

Les secteurs financiers orientés vers le pétrole et les opérations internationales n'étaient plus capables de maintenir la balance des paiements qui, après 1987, s'est détériorée, atteignant le pire déficit de l'histoire de la Grande-Bretagne en temps de paix. De plus, l'énorme fuite de capitaux a commencé à miner l'industrie intérieure. En 1989, la sortie nette de capital à long terme atteignait 40 milliards de dollars, soit 6 % du PNB. Il a donc été nécessaire d'emprunter 40 milliards de dollars à l'étranger, et d'attirer les investisseurs par des taux d'intérêt de 15 %. Cette politique a eu un effet dévastateur, tant sur les investissements britanniques que sur une partie importante de la base électorale du Parti conservateur, constituée de propriétaires immobiliers ayant contracté des emprunts.

L'erreur de la Poll Tax

Par ailleurs, malgré des défaites terribles infligées à certains groupes de travailleurs en lutte — le nombre des ouvriers de la métallurgie a presque été réduit de 50 %, celui des mineurs de 60 % —, la classe ouvrière n'a pas été assez sévèrement écrasée pour permettre la remontée et le maintien des profits de l'économie intérieure. En 1988, les cheminots, puis en 1989, les employés communaux ont infligé des défaites au gouvernement. Après des grèves, en 1990, la plupart des patrons des grandes entreprises ont été obligés de concéder une réduction du temps de travail hebdomadaire de 39 à 37 heures. La classe ouvrière a été capable de résister aux tentatives de réduction de son niveau de vie et, depuis 1989, les profits des compagnies ont chuté (passant de 17 % du PNB en 1988 à 13 % en 1990) tandis que les salariés défendaient avec succès leurs revenus réels.

L'impopularité du gouvernement s'est accentuée avec le développement d'une forte opposition à la *Poll Tax* (voir *Inprecor* n° 306 et 309 des 6 avril et 18 mai 1990). Début 1990, une récession économique très aiguë s'est installée ; l'économie britannique était arrivée dans une impasse, tant au niveau intérieur qu'international.

Si le facteur décisif qui a brisé Thatcher a été son incapacité à écraser la

classe ouvrière, la crise d'orientation provoquée par cela au sein de la classe dirigeante, dans le cadre de ses rapports avec la Communauté économique européenne (CEE), a été l'occasion immédiate de sa démission.

Lors du boom pétrolier, les réserves de la mer du Nord représentaient un atout majeur pour la CEE et permettaient aussi à la Grande-Bretagne de maintenir sa balance commerciale au niveau de pratiquement tous les pays de la communauté. Ce pays se trouvait donc dans une position relativement favorable pour négocier — réussissant à obtenir des réductions significatives de ses paiements au budget de la CEE. Au départ, Thatcher pouvait ainsi maintenir une position relativement forte pour le capital britannique au sein de la hiérarchie de la CEE, malgré le ralentissement de l'économie intérieure.

Mais, avec la chute des prix du pétrole, la position de force de la Grande-Bretagne s'est aussi effondrée, et le poids déjà dominant de l'Allemagne et de la France s'est d'autant plus renforcé. Etant donnée la faiblesse industrielle du pays, Thatcher a compris qu'elle ne pourrait pas participer aux grandes manœuvres de l'harmonisation monétaire entamées par la France et l'Allemagne sans connaître d'immenses difficultés économiques et politiques ; de plus, la base petite-bourgeoise traditionnelle du Parti conservateur aurait souffert des avancées vers

l'union économique européenne. Lors des élections européennes de 1989, Thatcher a essayé de rassembler son parti autour d'une attitude "gaullienne" vis-à-vis de l'Europe.

Mais cela s'est traduit par une double débâcle. Le capital britannique, pour qui la participation au système européen après 1992 est plus importante que les considérations électoralistes du

Parti conservateur, a trouvé cette politique inacceptable. Le ministre des Finances, Lawson, a démissionné pour protester contre l'ajournement de l'entrée de la Grande-Bretagne dans le SME. Michael Heseltine, ancien ministre de la Défense — qui avait quitté le gouvernement en 1985 car il aurait préféré vendre la compagnie d'hélicoptères Westland à une firme européenne plutôt qu'américaine — a sciemment construit une direction de rechange favorable à la CEE au sein du Parti conservateur.

La classe ouvrière était alors davantage préoccupée par la détérioration de la situation économique, surtout de la haus-

se de l'inflation et des effets des taux d'intérêt élevés, que par les rêves de grandeur de Thatcher ; elle s'est retournée de manière décisive contre le gouvernement. En juin 1989, lors des élections européennes, la Dame de fer a connu sa première défaite.

Du rififi chez les conservateurs

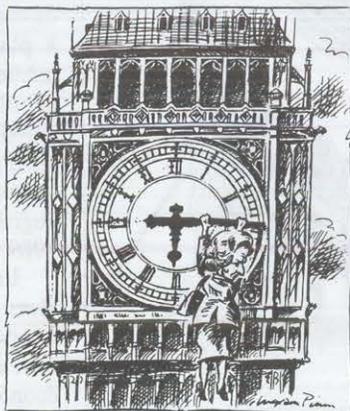
Depuis l'automne 1989, une épée de Damoclès pendait sur la tête de la Dame de fer. Un candidat symbolique a brigué contre elle la direction du Parti conservateur, en octobre 1989. Les démissions de ses ministres se sont succédées lors des mois suivants ; finalement, celle de son Vice-premier ministre, Geoffrey Howe, après le refus de Thatcher d'approuver les projets d'union économique et monétaire présentés lors du sommet de la CEE à Rome, a précipité sa chute.

Confrontés à cette débâcle, les trois prétendants à la succession du Premier ministre — le ministre des Finances, John Major, le ministre des Affaires étrangères, Douglas Hurd, et Michael Heseltine — ont proposé de rationaliser les activités du gouvernement dans une direction commune : supprimer les provocations les plus délibérées contre la classe ouvrière, principalement la *Poll Tax*, et d'améliorer les rapports du pays avec la CEE.

Mais il faut souligner que le renvoi de Thatcher n'inaugure pas un tournant vers un nouvel ordre économique moins sévère. Au contraire, on va sûrement assister à une baisse encore plus draconienne des salaires ; à une augmentation du chômage et à une intégration plus importante au capital de l'Europe occidentale. Les proclamations de tous les secteurs du Parti conservateur, et principalement du nouveau Premier ministre, John Major, l'annoncent clairement. Tous proposent de "continuer les réalisations" de Thatcher, et non de les supprimer. Aucun n'a suggéré de modifier les lois anti-syndicales — si ce n'est pour les rendre davantage —, ni de revenir sur les privatisations, ni de s'attaquer au chômage.

La seule proposition politique nouvelle du camp anti-thatcherien dans le Parti conservateur est de serrer encore plus la vis à la classe ouvrière, à travers l'adhésion au SME.

Thatcher a été renvoyée parce qu'elle s'opposait au tournant du capital vers l'Europe et combinait cela avec des attaques triomphalistes de la bourgeoisie contre la classe ouvrière, comme celle de la *Poll Tax*, qui a dépassé les limites permises par le rapport de forces existant en Grande-Bretagne.



John Major, le candidat préféré des thatchériens et des milieux d'affaires, soutient le tournant vers l'Europe mais, dans le même temps, veut que le capital britannique y obtienne la meilleure position. Ancien ministre des Finances de Thatcher, il continuera à attaquer les travailleurs ; en matière d'économie et de marché, il a une ligne aussi dure qu'elle, même s'il ne partage pas son opposition à l'Europe.

Son but est d'intégrer la Grande-Bretagne au grand capital européen, tout en défendant de manière pragmatique la position spécifique du capital national. Il en est de même au niveau social. Major désire parvenir à diminuer les revenus réels, mais en évitant certains des excès caractéristiques de Thatcher — par exemple, contrairement à elle, il a déclaré son attachement au service national de santé. Son opposition à la peine de mort est bien connue ; et, contrairement à Thatcher et à ses proches, il s'est fortement opposé au racisme dans le passé.

L'héritage empoisonné du SME

Malgré la lune de miel de courte durée qui suivra le remplacement de Thatcher, le problème politique fondamental du capital britannique reste que l'attaque du niveau de vie des salariés, rendue nécessaire par l'état actuel de l'économie britannique et par son entrée dans le SME, devra être si sévère qu'elle portera rapidement atteinte à la popularité du gouvernement. Les conditions économiques et l'entrée dans le SME détruiraient aussi le soutien dont pourrait bénéficier un éventuel cabinet travailliste.

Le problème du capital britannique est donc d'arriver à mener à bien une politique dont les effets seront rejetés par une majorité écrasante de l'électorat, quel que soit le gouvernement ; il a donc besoin que tous les partis politiques britanniques s'engagent à soutenir l'économie actuelle et, par dessus tout, l'adhésion au SME. Les conservateurs devront mener cette politique sans se préoccuper des conséquences politiques ; les travaillistes devront promettre de la maintenir s'ils arrivent au gouvernement, y compris si cela doit les empêcher de réaliser des réformes. En fait, cet "euro-thatchérisme" nécessitera la réorganisation radicale du système politique du pays.

La chute de Thatcher marque la fin d'une ère de la vie politique britannique : celle de l'alternance au gouvernement entre un Parti conservateur dominant et, parfois, des gouvernements travaillistes de droite. Ce système était fondé sur la puissance de l'impérialisme britannique.

En matière de politique étrangère, il reposait sur les "rapports privilégiés" entre la Grande-Bretagne et les Etats-Unis — la sécurité des investissements britanniques à l'étranger dépendant de leur rôle de stabilisateurs du système capitaliste international. Le Parti travailliste britannique stable et soumis formait partie intégrante de ce système impérialiste. Mais ce schéma économique a connu un déclin continu tout au long du XXe siècle, bien que Thatcher ait fait une dernière tentative pour le sauver en utilisant la manne des ressources pétrolières.

Le bilan de Thatcher comme Premier ministre est clair : tous ses objectifs stratégiques propres ont échoué. Malgré le pétrole de la mer du Nord et le désarroi du Parti travailliste, elle n'a jamais réussi à faire augmenter l'électorat des conservateurs. Elle n'est pas arrivée à rendre l'économie intérieure compétitive sur le marché international. Son gouvernement a été désintégré par la pression de la résistance de la classe ouvrière d'une part, et les nouveaux projets de la CEE, de l'autre.

Les yeux plus gros que le ventre

Major échouera de la même manière car, par nature, ses projets économiques tendent à réorienter le capital britannique vers l'Europe, en essayant à la fois de préserver l'édifice de l'empire britannique. Cette combinaison, comme sous Thatcher, est plus lourde que ce que l'économie britannique peut supporter. Le capital britannique atteint la fin d'une période historique — l'économie nécessite plus qu'un simple ravalement de façade et, même pour réussir à des objectifs capitalistes rationnels, il lui faudrait rompre radicalement avec son passé impérialiste.

Le problème insoluble pour Major — et pour tout dirigeant conservateur — est qu'une telle réorientation coïncide précisément avec les intérêts de secteurs du capital sur lesquels le Parti conservateur s'appuie le plus.

Derrière la chute de Thatcher, apparaissent les grandes lignes de ce qui, à long terme, sera un nouveau système politique en Grande-Bretagne. Les plus fermes défenseurs de l'option européenne sont les démocrates-libéraux, l'aile pro-européenne du Parti conservateur et l'aile droite du Parti travailliste. La bourgeoisie doit maintenant essayer de créer un système de gouvernement qui donne une hégémonie permanente à ces forces, à tra-

vers des gouvernements conservateurs ou travaillistes ou à travers des coalitions entre conservateurs et libéraux, ou entre travaillistes et libéraux. Cela passe par la fin du système basé sur la prééminence des conservateurs, par la représentation proportionnelle, et par des gouvernements de coalition, pour se rapprocher des systèmes politiques "européens".

De tels gouvernements garderaient l'essentiel des politiques anti-ouvrières du thatchérisme, tout en intégrant le capitalisme britannique en Europe. Les milieux financiers ont fait et feront de nouvelles demandes au Parti travailliste de Kinnock : qu'il se lie au capital européen ; que ses relations avec les syndicats soient rompues ; que son aile gauche soit éliminée ; qu'il amène sa



John Major

base à accepter une coalition avec les libéraux.

L'intensité des attaques contre les salaires réels, qui doit rendre le capital britannique compétitif en Europe, menace la stabilité d'un éventuel gouvernement travailliste de droite menant une politique "pro-européenne".

La résistance contre Kinnock dans les syndicats et dans le Parti travailliste — où la gauche est affaiblie, mais existe toujours — continue à gêner le capital. Il n'a pas encore atteint son objectif qui est d'éliminer les liens structurels profonds de ce parti avec les syndicats et de le réorganiser comme un parti social-démocrate européen classique.

Après tout, malgré l'échec de son projet personnel, Thatcher a joué un rôle décisif pour la bourgeoisie en portant des coups contre les acquis de la classe ouvrière — elle a sans aucun doute été, en ce sens, le Premier ministre ayant le mieux réussi depuis l'entre-deux guerres : sous l'impact de sa scission de 1981, le Parti travailliste a fait un virage à droite important ; les syndicats ont été affaiblis.

Aujourd'hui, la joie populaire d'avoir vu la Dame de fer mordre la poussière est indéniable. Mais l'"euro-thatchérisme" finira certainement par être plus vicieux que l'original. ★

30 novembre 1990

TCHAD

Habré lâché par ses "amis"



Les cliques n'en finissent pas de se disputer le pouvoir dans cet "Etat" introuvable que l'impérialisme fait semblant de prendre pour une nation constituée. Idriss Deby, l'ancien commandant en chef des troupes d'Hissen Habré vient de renverser celui-ci

après une guerre éclair déclenchée à partir des zones frontalières de l'est du pays. En quelques semaines, la capitale, N'Djamena, est tombée alors que les troupes fidèles à Habré étaient incapables de résister et que le président lui-même quittait précipitamment le pays.

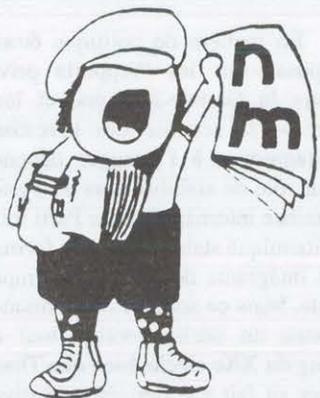
En 1986, la France et les Etats-Unis avaient défendu le régime Habré contre une coalition entre certains groupes tchadiens et la Lybie. L'engagement des forces impérialistes avait permis de repousser les Lybiens, et de célébrer la "légitimité nationale" face aux dangers totalitaires. Las ! Les forces françaises basées au Tchad ayant reçu l'ordre de ne pas intervenir cette fois-ci, le régime prétendument démocratique de Habré s'est effondré comme un château de cartes. Le nouvel homme fort, Idriss Deby, s'est empressé de dénoncer l'ancien gouvernement comme une dictature corrompue.

Comment les autorités françaises ont-elles pu laissé tomber un régime aussi "légitime" à leurs yeux que celui d'Habré ? Comment Paris peut expliquer qu'après avoir livré une guerre aussi coûteuse que celle de 1985-1986, pour défendre son allié tchadien, rien n'ait été fait cette fois-ci ?

L'Etat tchadien est une construction abstraite et l'impérialisme joue de ce mirage quand il en a besoin... Que Paris ait des comptes à régler avec Washington dans cette région, qu'il veuille chercher de nouveaux rapports avec la Lybie, qu'il veuille se préparer à une possible crise au Soudan... et le pouvoir à N'Djamena cesse soudain d'être "démocratique" et "légitime". D'autres cliques politico-éthniques deviennent alors plus appropriées aux manœuvres et aux besoins du moment.

Mais le cynisme ne s'arrête pas là. La victoire de Deby a permis de découvrir que près de 700 prisonniers lybiens avaient été "retournés" par les Etats-unis, sous la protection d'Hissen Habré, et préparés à des actions terroristes en Lybie ! Après la chute de la capitale, une opération éclair, mais sans doute connue et acceptée par toutes les parties en présence, a permis à un avion nord-américain d'atterrir à N'Djamena et d'embarquer une partie de ces Lybiens pour une destination inconnue. La Maison Blanche, si prompt à dénoncer le terrorisme international, n'a pour le moment fait aucun commentaire ! ★

NOUVELLES du monde



TURQUIE

« Non à la guerre ! »

Le 19 octobre 1990, une collégienne de 16 ans était arrêtée, en Turquie, pour avoir écrit « Non à la guerre » sur un des murs de son école. A l'époque, le Procureur de la Cour de sûreté de l'Etat d'Istanbul avait demandé que ce geste pacifique soit sanctionné d'une peine de prison de 24 ans. En attendant son procès, la jeune fille était incarcérée dans la prison de Bayrampasa, à Istanbul.

Dénoncée par le directeur de son établissement, elle a été dans un premier temps placée, pendant neuf jours, à la disposition de la police. Après lui

avoir rendu visite en prison, son père et sa sœur ont affirmé qu'elle avait été battue dans les locaux du Département politique, alors qu'elle était sous surveillance policière.

Selon les dernières informations, elle serait passible d'une peine de prison allant de 5 à 15 ans. ★

Info-Türk

ARGENTINE

Le coup d'Etat permanent



Le 3 décembre 1990, l'Argentine a connu un nouveau soulèvement militaire, au cours duquel les militaires rebelles ont affronté l'armée "loyaliste". Des combats, d'une extrême violence, ont fait 21 morts (dont plusieurs civils). Les mutins, qui ont occupé le siège de l'état-major de l'Armée de terre et un régiment d'infanterie en pleine capitale, réclamaient la destitution du haut-commandement de l'armée, et exigeaient que ce soit le colonel Seineldin (condamné à une réclusion dorée dans la province de Neuquen, suite à la dernière rébellion militaire) qui prenne la tête des forces armées.

Ce soulèvement n'est pas le premier. En avril 1987, deux ans après l'arrivée du gouvernement constitutionnel de Raul Alfonsin, avait eu lieu la première rébellion. Le lieutenant Aldo Rico, à la tête de ceux qu'on appellera désormais les *carapintada* (les visages peints) exigeait l'arrêt de toute poursuite pénale contre les militaires coupables de crimes durant la dictature. Alfonsin négociait en sous main et promulgua, quelques mois après, la loi dite du "devoir d'obéissance", selon laquelle les soldats et les officiers n'avaient fait qu'obéir à leurs supérieurs en massacrant et en faisant disparaître 30 000 Argentins, entre 1976 et 1982.

De rébellion en rébellion, le gouvernement radical allait jusqu'à adopter la loi du "point final" qui arrêta toute poursuite contre les militaires ; aucun véritable procès n'a eu lieu contre eux, à l'exception de celui intenté, pour l'exemple, contre les membres de la Junte militaire au pouvoir (que Menem a, par ailleurs, promis de gracier).

La vie politique argentine a ainsi été soumise au bon vouloir et aux coups de gueule d'une armée fasciste, intouchable depuis les heures sombres du coup d'Etat et de la guerre des Malouines.

Aujourd'hui, dans l'atmosphère de débâcle économique que connaît le pays (en 1989, 10 850 personnes sont mortes de faim, selon des données officielles), nombreux sont les Argentins qui voient dans ce coup de force autre chose que le malaise économique et corporatiste de l'armée, et qui parlent d'un coup d'Etat de certains militaires (sûrement appuyés par des secteurs financiers) qui ne supporteraient plus l'incapacité du gouvernement à enrayer le déclin. En effet, le budget de l'armée — et donc ses privilèges — subit aussi les contrecoups de la crise.

Menem, contrairement à Alfonsin, a senti venir le vent et a employé la méthode forte contre les mutins, allant même jusqu'à les menacer de mort. Il peut ainsi essayer de tirer profit d'une telle attitude auprès d'une population lasse des capitulations répétées du pouvoir civil face aux militaires. Le 6 décembre, la traditionnelle marche de la Résistance, organisée par les Mères de la place de Mai et par les associations des droits de l'homme, réunissait quelques 60 000 personnes dans la seule ville de Buenos Aires. ★

GUATEMALA

Massacre à Santiago-Atitlan

Plus d'une vingtaine de personnes auraient été tuées par l'armée, dans la nuit du 1er décembre 1990, dans la ville de Santiago-Atitlan, à 190 kilomètres de la capitale du Guatemala, après être venues manifester pacifiquement devant la garnison militaire, située à 4 kilomètres de la ville.

Le 1er décembre, un groupe d'hommes, proches de l'armée guatémaltèque, selon la population, aurait arrêté une personne, détenue illégalement. Près de 3 000 paysans auraient donc décidé d'aller protester auprès du commandement militaire, et exigé que les coupables de cet acte soient connus et condamnés. Alors qu'aucun des manifestants n'était armé, et qu'ils portaient des drapeaux blancs, l'armée a ouvert le feu.

Le dimanche matin, près de 15 000 personnes ont signé une pétition au président de la République, Vinicio Cerezo, et au ministre de la Défense, exigeant le départ immédiat de la garnison militaire de Santiago-Atitlan et de la police accusée de multiples abus et violations des droits de l'homme. Ils demandent, d'autre part, qu'une véritable enquête soit menée sur ce qui s'est passé et que les coupables soient punis. ★

Menaces de mort contre Pablo

Le camarade Michel Raptis, ancien secrétaire de la IVe Internationale, actuel dirigeant de l'Association marxiste révolutionnaire internationale, est victime d'une campagne de calomnies extrêmement inquiétante.

Un ancien député du PASOK, Dimou M. Botsaris, qui a rallié la droite depuis 10 ans, a récemment publié un livre intitulé *17 N- Le chef*, présentant Pablo — qui vit en Grèce — comme le "chef d'orchestre clandestin" du 17 novembre, une organisation terroriste grecque responsable de l'assassinat de hauts magistrats, d'hommes politiques grecs et de militaires américains en poste à Athènes.

Pablo serait, par ses "idées trotskystes" et son "expérience organisationnelle", le "cerveau" de ce groupe clandestin. Accusation grotesque pour qui connaît la trajectoire de Michel Raptis, depuis la fondation de l'opposition de gauche grecque dans les années 30 jusqu'aujourd'hui, et sa critique de l'autoritarisme, au nom de la démocratie socialiste et de l'autogestion. C'est un militant marxiste qui a toujours lutté ouvertement pour ses idées et qui croit à l'action révolutionnaire des masses pour changer le monde. Evidemment, ses prises de position — par exemple, actuellement, contre la mobilisation impérialiste en vue de la guerre du Golfe — ne sont pas particulièrement appréciées par la droite et l'extrême droite grecques.

Ce type de calomnies est dangereux, dans la mesure où il peut inciter des milieux fascistes ou barbouzes à passer à l'acte, comme ce fut le cas en France pour Henri Curriel, assassiné par un véritable "escadron de la mort", peu après la publication d'articles mensongers (notamment par Georges Sufferet, lui aussi renégat de la gauche) le présentant comme le "cerveau du terrorisme dans le tiers monde".

Nous soutenons donc toutes les initiatives qui se prennent actuellement tant en Grèce qu'à l'échelle internationale, en solidarité avec le camarade Pablo. Pour plus d'informations, vous pouvez vous adresser à la rédaction de la revue *Sous le drapeau du Socialisme*, 42 rue d'Avron, 75020 Paris. ★

ETATS-UNIS

Nixon, devin clairvoyant

Qui aurait pu prévoir la crise du Golfe ? Personne ? Pas si sûr. En effet, Richard Nixon, ancien président des Etats-Unis, dont la clairvoyance en matière de politique intérieure était nulle, aurait, par contre, prévu l'actuelle crise du Golfe, dans un livre publié en 1983, *La vraie guerre*. Dans un chapitre intitulé "La jugulaire du pétrole", Nixon annonce la crise du Golfe, des années avant que le conflit éclate, à l'été 1990.

« La puissance militaire et économique dépend aujourd'hui du pétrole. Cette vérité élémentaire fait du Golfe persique l'œil de la tempête en ces dernières décennies du XXe siècle... »

« Plutôt que de remplacer la présence britannique par une présence américaine directe, les Etats-Unis choisirent de compter sur les puissances locales, principalement l'Iran et l'Arabie Saoudite, pour la sécurité dans le Golfe, en les aidant par des fournitures d'armes et d'autre matériel. »

« Toute l'économie industrielle et toute la machine de l'Occident dépendent aujourd'hui du pétrole. Jamais la région du Golfe persique n'a été aussi vitale pour l'avenir du monde. Jamais les nations du Golfe n'ont été aussi vulnérables à une puissance agressive qui cherche à imposer sa volonté au monde. »

« L'Irak extrémiste représente maintenant la plus puissante force militaire du Golfe. Ses effectifs sont écrasants, en termes strictement régionaux. Même sans soutien supplémentaire des Soviétiques, l'Irak pourrait avancer impunément au Koweït, en Arabie saoudite ou en Iran. »

« Les forces militaires irakiennes ont déjà été déployées contre le Koweït en 1961, et de nouveau en 1973. Au cours de l'incident de 1961, les Britanniques et les pays Arabes forcèrent les Irakiens à retirer leurs

Grève générale



Aux récentes élections municipales et rurales, l'appel au boycott lancé par toute l'opposition sénégalaise a été assez largement suivi (voir *Inprecor* n° 319 du 23 novembre 1990). Selon tous les partis de l'opposition, la participation n'a été que d'environ 15 %. Or, le gouvernement n'a pas craint d'annoncer des taux extravagants de votants : 75 % à Dakar et 90 % dans certaines localités.

Depuis, la tension sociale s'est aggravée. Début décembre 1990, les lycées étaient en grève et les manifestations d'élèves violemment dispersées. Les étudiants ont tenu des assemblées générales régulières pour lancer un mouvement similaire.

Ce sont maintenant tous les syndicats autonomes (électricité, santé, éducation nationale, enseignement supérieur, postes et télécommunications) qui ont décidé d'entrer dans la contestation. Ils viennent de décider d'une série de

grèves générales : la première, les 14 et 15 décembre, puis entre le 18 et le 22 décembre, et enfin d'une grève illimitée, à partir du 9 janvier 1991. Le but est de faire reculer le gouvernement et d'obtenir une baisse des impôts et une baisse des prix de première nécessité, ainsi que de certains produits courants. Le préavis de grève avait été déposé avant les élections municipales, et le gouvernement avait alors fait une première concession, en supprimant une taxe fiscale complémentaire qui représentait une amputation de 5 % des revenus.

C'est donc une épreuve de force sociale importante qui est en train de se dérouler au Sénégal. La coordination des partis d'opposition a décidé de soutenir activement la grève générale et l'idée d'une grève politique de masse fait son chemin ; des appels vont sans doute être lancés aux commerçants et aux transporteurs pour une paralysie totale du pays. Le régime d'Abdou Diouf, membre de l'Internationale socialiste, profondément corrompu et affaibli, semble s'enfoncer dans la crise. ★



troupes de la frontière du Koweït. Mais, en 1973, les Irakiens ne cédèrent pas et s'emparèrent d'une partie du territoire koweïtien. L'Irak a, depuis, réglé ses différends territoriaux avec le Koweït mais il est probable que l'avenir réserve des problèmes.

« L'Irak se place aujourd'hui sur les rangs pour la prédominance politique dans le Golfe. Bien que son régime autoritaire et extrémiste ait été anti-américain, il ne veut pas voir les Russes établir leur hégémonie et pourrait par conséquent modérer sa prise de position passée. Nous avons donc de bonnes raisons de chercher à améliorer nos relations avec l'Irak. De leur côté, les Soviétiques tiennent toujours à acquérir le contrôle de l'Irak, bien que les Irakiens se fussent montrés vigilants, en coupant les ailes au Parti communiste irakien. »

« Comme le pétrole n'est pas un luxe pour l'Occident mais une nécessité, les Etats-Unis et leurs alliés d'Europe et du Japon doivent, en priorité, fournir une aide économique et militaire aux gouvernements de cette région qui sont menacés d'agression intérieure ou extérieure. Ils doivent être prêts et consentir à prendre les mesures qui s'imposent pour protéger leurs intérêts, y compris une forte présence militaire et même une intervention armée. »

« Par dessus tout, les dirigeants d'Arabie saoudite, d'Oman, du Koweït et d'autres Etats clefs doivent avoir l'assurance claire que, s'ils sont menacés par des forces révolutionnaires, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, les Etats-Unis les épauleront fortement afin qu'ils ne subissent pas le même sort que le Chah. »

« Les Américains ne doivent pas seulement avoir la volonté d'employer la force, s'il le faut, mais de démontrer qu'ils le feront, ils doivent aussi posséder les forces nécessaires. Ils courront peut-être des risques en défendant leurs intérêts dans le Golfe persique. Ils en courraient de bien plus graves s'ils ne défendaient pas ces intérêts. »

Le président américain, Bush, a sûrement largement médité ces paroles de prophète ! ★

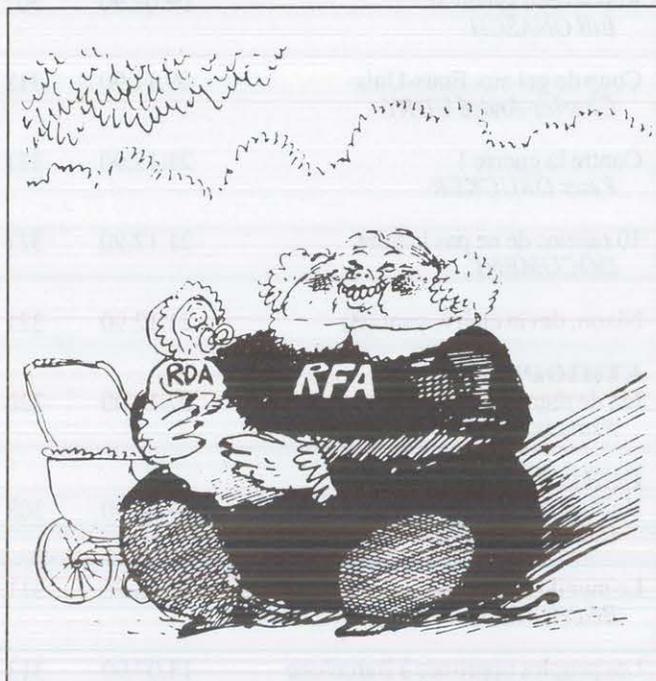
Index de l'année 1990

Inprecor n° 300 à 321

AFRIQUE DU SUD					
Le coup de théâtre de De Klerk <i>Mark HARPERT</i>	09.02.90	302	Pour un congrès populaire <i>DOCUMENT</i>	12.01.90	300
Mandela libre ! <i>DOCUMENT</i>	09.02.90	302	Unification au pas de course <i>Manuel KELLNER</i>	09.02.90	302
La métamorphose <i>Peter BLUMER</i>	23.02.90	303	Femmes : « <i>Un monde à gagner</i> » <i>DOCUMENT</i>	23.02.90	303
Des travailleuses en colère <i>Interview de Jane BARRETT</i>	23.02.90	303	Un premier bilan <i>Angela KLEIN</i>	09.03.90	304
Naissance de la WOSA (B)	04.05.90	308	Raz de marée de droite <i>Hans-Jürgen SCHULZ</i>	23.03.90	305
Les dessous des négociations <i>Peter BLUMER</i>	29.06.90	312	Non à l' <i>anschluss</i> ! <i>DOCUMENT</i>	23.03.90	305
Flambée de violence sur fond de négociations <i>Interview de la direction de la WOSA</i>	14.09.90	314	La situation en RDA et nos tâches <i>Résolution du SU</i>	23.03.90	305
Introduction de Peter Blumer	14.09.90	314	La crise du stalinisme et la question allemande <i>Projet de résolution minoritaire au SU</i>	23.03.90	305
La guerre du Reef <i>Sophie HAWES</i>	28.09.90	315	Position du VSP <i>DOCUMENT</i>	23.03.90	305
L'ANC dans l'impasse <i>Peter BLUMER</i>	12.10.90	316	Les habits neufs du SED <i>Manuel KELLNER</i>	04.05.90	308
Décès d'I. B. Tabata (B)	09.11.90	318	Unité... pour couvrir la <i>Stasi</i> <i>Michel THEVENAZ</i>	04.05.90	308
AFRIQUE NOIRE			La loi du plus fort <i>Winfried WOLF</i>	01.06.90	310
La colère noire <i>Claude GABRIEL</i>	09.03.90	304	Histoire d'une économie sacrifiée <i>Wolfgang WOLF</i>	01.06.90	310
ALBANIE			Le PDS en quête d'identité <i>Claude DEVILLIERS</i>	15.06.90	311
La longue marche <i>Interview d'Edith LHOMEL</i>	04.05.90	308	Les "sacrifices" de la réunification <i>T. HANSEN et M. KELLNER</i>	14.09.90	314
ALGERIE			ALLEMAGNE de L'OUEST (RFA)		
Crise sociale et "ouverture" <i>Entretien avec Chawki SALHI</i>	23.03.90	305	Colloque international sur Léon Trotsky	20.04.90	307
Les femmes contre les intégristes <i>Entretien avec Samira FELLAH</i>	23.03.90	305	ALLEMAGNE		
Qui sème le vent... <i>Salah JABER</i>	15.06.90	311	Nouvel antisémitisme et ancienne hypocrisie (B)	06.04.90	306
La rumeur des urnes <i>Interview de Chawki SALHI</i>	29.06.90	312	Le nouveau maccarthysme <i>Ernest MANDEL</i>	28.09.90	315
Solidarité et pétrole <i>Interview de SAID</i>	12.10.90	316	L'avortement contre l' <i>anschluss</i> <i>Angela KLEIN</i>	12.10.90	316
ALLEMAGNE de L'EST (RDA)					
Syndicats : dans l'attente du congrès <i>Pierre BERGERAC</i>	12.01.90	300			

***** Index Inprecor 1990 *****

Désenchantement électoral <i>Manuel KELLNER</i>	26.10.90	317
Berlin, ville ouverte (B)	23.11.90	319
L'insatiable avidité <i>Winfried WOLF</i>	07.12.90	320
Un 2 décembre noir et jaune <i>Manuel KELLNER</i>	07.12.90	320



AMERIQUE CENTRALE

Les accords de San Isidro <i>DOCUMENT</i>	12.01.90	300
Double défaite <i>Janette HABEL</i>	27.01.90	301

AMERIQUE LATINE

Le syndrome de l'Est et le tiers monde <i>Frei BETTO</i>	13.07.90	313
Lettre ouverte aux forces révolutionnaires d'Amérique latine et des Caraïbes <i>DOCUMENT</i>	13.07.90	313
Les retrouvailles des enfants perdus <i>Sergio RODRIGUEZ</i>	14.09.90	314
Déclaration de Sao Paulo <i>DOCUMENT</i>	14.09.90	314
Un continent en vente ? <i>Alfonso MORO</i>	12.10.90	316
Le mépris comme seul destin <i>Eduardo GALEANO</i>	21.12.90	321

ARGENTINE

1er Mai contre Menem (B)	15.06.90	311
Le coup d'Etat permanent (B)	21.12.90	321

BELGIQUE

Le roi des Belges contre les femmes <i>Ida DEQUEECKER</i>	15.06.90	311
La révolte des enseignants <i>Eric TOUSSAINT</i>	09.11.90	318

BRESIL

Percée historique du PT <i>Juarez GUIMARAES</i>	26.01.90	301
Un nouveau type de parti <i>Michael LOWY</i>	26.01.90	301
Femmes dans le PT <i>Interview de Tatau GODINHO</i>	23.02.90	303
Le plan Collor <i>Eduardo ALBUQUERQUE</i>	20.04.90	307
Les réponses du PT <i>DOCUMENT</i>	20.04.90	307
Le socialisme "pétiste" <i>DOCUMENT</i>	26.10.90	317

BULGARIE

Jacques Séguéla au pays des Bulgares (B)	13.07.90	313
Le bras de fer <i>Interview de I. KALCHEV et de T. TRIFONOVA</i>	28.09.90	315
Turbulences et tempêtes <i>Kathy LOWE</i>	07.12.90	320

CAMBODGE

Le champ de bataille des négociations <i>Pierre ROUSSET</i>	20.04.90	307
--	----------	-----

CANADA

Menaces contre l'avortement (B)	26.01.90	301
Une crise profonde de l'Etat canadien <i>Ronald CAMERON</i>	28.09.90	315
La résistance des Mohawks <i>Michel LAFITTE</i>	28.09.90	315

CHILI

Paysage après la bataille (électorale) <i>Orlando SIERRA</i>	09.02.90	302
Démocratiser réellement le pays <i>Interview de Pedro VERA</i>	09.02.90	302
Les silences de la CEPAL <i>Pedro VUSKOVIC</i>	01.06.90	310
Le "modèle" chilien fait des émules (B)	15.06.90	311

CHINE

Le printemps de Pékin <i>Laurent CARASSO</i>	18.05.90	309
Un pouvoir dans l'incertitude <i>Roland LEW</i>	29.06.90	312
Des années de vaches maigres <i>Zhang KAI</i>	09.11.90	318

COLOMBIE

Escalade de la répression <i>Libardo GONZALES</i>	06.04.90	306
La gauche dans le collimateur <i>Interview de Carlos ROMERO</i>	18.05.90	309
Voyage en enfer <i>Interview de Daniel LIBREROS</i>	18.05.90	309
L'heure des urnes <i>Interview de Felipe MARTINEZ</i>	07.12.90	320
La Constituante mutilée <i>Alfonso MORO</i>	21.12.90	321

COREE DU NORD

L'automne du maréchal <i>Enzo TRAVERSO</i>	23.11.90	319
---	----------	-----

COREE DU SUD

Répression accrue (B)	23.02.90	303
« Nous ne sommes pas des machines ! » <i>Enzo TRAVERSO</i>	18.05.90	309
Le syndicat de "ceux d'en bas" <i>Interview de K. SANG-BOCK et de K. KYUNG-EUN</i>	23.11.90	319

CUBA

Les contradictions de Fidel Castro <i>DOCUMENT</i>	26.01.90	301
---	----------	-----

ECONOMIE

Croissance : Et la crise ? <i>Charles-André UDRY</i>	13.07.90	313
Dette, la guerre silencieuse <i>Jacques CHERBOURG</i>	13.07.90	313
En attendant Godot <i>Oliver MAC DONALD</i>	13.07.90	313
Le recyclage des pétrodollars <i>Winfried WOLF</i>	26.10.90	317
Grande-Bretagne : Maggie et le serpent <i>Alan FREEMAN</i>	26.10.90	317
Amérique latine : Un continent en vente ? <i>Alfonso MORO</i>	12.10.90	316
Coup de gel aux Etats-Unis <i>Charles-André UDRY</i>	09.11.90	318
Des enclaves hors-la-loi <i>Claude GABRIEL</i>	23.11.90	319
Mexique : « Si près des Etats-Unis » <i>Maxime DURAND</i>	23.11.90	319
Rep. Dominicaine : Zones de misère et fausses industries <i>Robert HELDER</i>	23.11.90	319
Philippines : On solde la main-d'œuvre ! <i>Sonia RUPON</i>	23.11.90	319
Bruits de bottes sur fond de crise <i>Interview d'Ahmed SHAFEI</i>	26.10.90	317

EQUATEUR

Soulèvement indien (B)	28.09.90	315
------------------------	----------	-----

ETAT ESPAGNOL

Campagne d'insoumission (B)	12.01.90	300
Andreu Nin (B)	20.04.90	307
Gauche syndicale <i>Interview de Joaquin NIETO</i>	18.05.90	309
La peine de mort rétablie ? (B)	01.06.90	310

ETATS-UNIS

Renouveau syndical <i>Bill ONASCH</i>	09.02.90	302
Coup de gel aux Etats-Unis <i>Charles-André UDRY</i>	09.11.90	318
Contre la guerre ! <i>Peter DRUCKER</i>	21.12.90	321
10 raisons de ne pas la faire <i>DOCUMENT</i>	21.12.90	321
Nixon, devin clairvoyant (B)	21.12.90	321

ETHIOPIE

Fin de règne pour Mengistu <i>Francis CAZALS</i>	07.12.90	320
---	----------	-----

EUROPE

Unification et Acte unique <i>Claude GABRIEL</i>	04.05.90	308
Le mur de Schengen <i>Béatrice RAYMAN</i>	15.06.90	311
Les peuples opprimés à Barcelone <i>Alain NAZIER</i>	13.07.90	313
Le dilemme de la défense européenne <i>Claude GABRIEL</i>	09.11.90	318
Mariages de raison <i>Claude GABRIEL</i>	21.12.90	321

EUROPE DE L'EST

Table ronde sur la conscience ouvrière <i>Entretien avec A. SEESE, P. FUNDER LARSEN, L. ANDOR et M. TYSZKIEWICZ</i>	23.03.90	305
--	----------	-----



La ruée vers l'or ? <i>Oliver MAC DONALD</i>	23.03.90	305
---	----------	-----

En attendant Godot <i>Oliver MAC DONALD</i>	13.07.90	313
FEMMES		
Nicaragua : Que veulent les femmes (B)	12.01.90	300
Canada : Menaces contre l'avortement (B)	27.01.90	301
RDA : « Un monde à gagner » <i>DOCUMENT</i>	23.02.90	303
Union soviétique : L'avortement comme contraceptif <i>DOCUMENT</i>	23.02.90	303
Afrique du Sud : Des travailleuses en colère <i>Interview de Jane BARRETT</i>	23.02.90	303
Brésil : Femmes dans le PT <i>Interview de Tatau GODINHO</i>	23.02.90	303
A l'offensive ! <i>Sophie MASSOURI</i>	23.02.90	303
Algérie : Les femmes contre les intégristes <i>Entretien avec Samira FELLAH</i>	23.03.90	305
Grande-Bretagne : La bataille de l'avortement <i>Anne KANE</i>	15.06.90	311
Belgique : Le roi des Belges contre les femmes <i>Ida DEQUEECKER</i>	15.06.90	311
Allemagne : L'avortement contre l' <i>anschluss</i> <i>Angela KLEIN</i>	12.10.90	316
FRANCE		
Les tourmentes du PCF <i>Jean VERSAILLES</i>	09.02.90	302
Vent d'Est (B)	20.04.90	307
Petites boîtes et grosse détérioration (B)	15.06.90	311
GABON		
Trente ans ça suffit ! <i>Claude GABRIEL</i>	01.06.90	310
GOLFE ARABO-PERSIQUE		
La nouvelle croisade impérialiste <i>Salah JABER</i>	14.09.90	314
Réactions internationales	14.09.90	314
Troupes impérialistes hors du Golfe ! <i>Bureau du SU de la IVe Internationale</i>	14.09.90	314
Les dessous de table d'une guerre <i>Salah JABER</i>	28.09.90	315
Réactions internationales	28.09.90	315
Contre l'intervention <i>SU de la IVe Internationale</i>	12.10.90	316
Réactions internationales	12.10.90	316

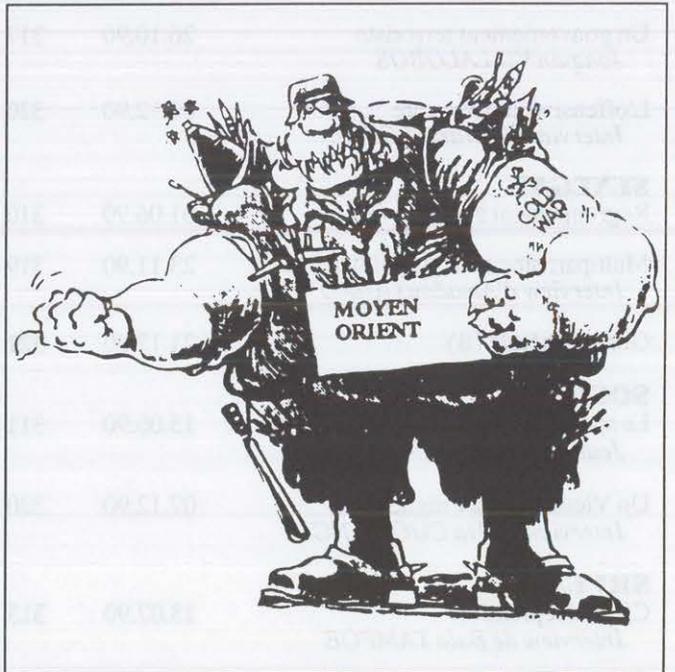
La drôle de guerre <i>Salah JABER</i>	26.10.90	317
Le recyclage des pétrodollars <i>Winfried WOLF</i>	26.10.90	317
Réactions internationales	26.10.90	317
Qui veut la guerre fait mine de préparer la paix <i>Salah JABER</i>	07.12.90	320
GRANDE-BRETAGNE		
La Dame de fer a du plomb dans l'aile <i>Bernard GIBBONS</i>	06.04.90	306
Maggie paye la Poll Tax (B)	18.05.90	309
La bataille de l'avortement <i>Anne KANE</i>	15.06.90	311
Maggie et le serpent <i>Alan FREEMAN</i>	26.10.90	317
Retour de bâton (B)	23.11.90	319
Grandeur et décadence de Maggie <i>James BROOK</i>	21.12.90	321
GRECE		
Démission d'un député communiste <i>DOCUMENT</i>	26.01.90	301
Nouveau courant de gauche <i>Andreas SARTZEKIS</i>	23.03.90	305
Autoritarisme et austérité <i>Nicos SIMEONIS</i>	07.12.90	320
Menaces de mort contre Pablo (B)	21.12.90	321
GUATEMALA		
Massacre à Santiago-Atitlan (B)	21.12.90	321
HAITI		
Le terrain miné des élections <i>Arthur MAHON</i>	23.03.90	305
Le père Aristide, "candidat du peuple" (B)	09.11.90	318
La victoire de l'avalasse <i>Arthur MAHON</i>	21.12.90	321
HAITI / REP. DOMINICAINE		
Kiskeya, quand tout bascule <i>A. BROCK et A. MAHON</i>	23.11.90	319
HONGRIE		
Un vote contre le passé <i>Lazlo ANDERS</i>	04.05.90	308
Conseils ouvriers et syndicats <i>Interview de Tamas KRAUSZ</i>	09.11.90	318
ISRAEL		
Israël à l'heure de l'Intifada <i>Interview de Michel WARSHAWSKI</i>	12.01.89	300
La course aux rabbins <i>Michel WARSHAWSKI</i>	06.04.90	306

Les va-t-en guerre sont au pouvoir <i>Michel WARSHAWSKI</i>	29.06.90	312	Le point de vue d'Ila Al-Aman <i>DOCUMENT</i>	13.07.90	313
L'émigration juive d'URSS <i>Antonio MOSCATO</i>	29.06.90	312	« Notre ami le roi » (B)	23.11.90	319
Michel Warshawski condamné à huit mois de prison (B)	29.06.90	312	MARXISME		
Warshawski enfin libre ! (B)	23.11.90	319	L'avenir du communisme <i>Ernest MANDEL</i>	23.03.90	305
En manque de guerre ? <i>Interview de Michel WARSHAWSKI</i>	07.12.90	320	Colloque international sur Léon Trotsky (B)	20.04.90	307
ITALIE			Le PDS en quête d'identité <i>Claude DEVILLIERS</i>	15.06.90	311
Congrès de Democrazia proletaria (B)	26.01.90	301	Le syndrome de l'Est et le tiers monde <i>Frei BETTO</i>	13.07.90	313
Le mouvement des étudiants <i>Isaac PARODI</i>	23.02.90	303	Lettre ouverte aux forces révolutionnaires d'Amérique latine et des Caraïbes <i>DOCUMENT</i>	13.07.90	313
PCI : la "chose" <i>Livio MAITAN</i>	06.04.90	306	MEXIQUE		
Conseils et syndicats <i>Interview de Franco GRISOLIA</i>	13.07.90	313	Nouveau conflit à Ford (B)	26.01.90	301
« Occhetto sur son arbre perché » <i>Livio MAITAN</i>	26.10.90	317	Une première victoire à Ford (B)	23.02.90	303
JAPON			« Si près des Etats-Unis » <i>Maxime DURAND</i>	23.11.90	319
Crise de perspectives <i>Interview de Osamu HINO</i>	06.04.90	306	NICARAGUA		
Au nom du "dieu vivant" ... <i>Bernard GIBBONS</i>	23.11.90	319	Que veulent les femmes (B)	12.01.90	300
JEUNES			Le FSLN persiste et signe <i>DOCUMENT</i>	26.01.90	301
Rendez-vous de juillet <i>Sophie MASSOURI</i>	18.05.90	309	Elections sur fond de crise <i>Eric TOUSSAINT</i>	09.02.90	302
7e camp de la jeunesse (B)	26.10.90	317	Défendre la révolution nicaraguayenne <i>Résolution du SU</i>	09.03.90	304
JORDANIE			Des jours difficiles pour la révolution <i>Sergio RODRIGUEZ</i>	09.03.90	304
Au bon plaisir du roi Hussein <i>Luiza MARIA</i>	09.11.90	318	Le gouvernement change, la révolution reste <i>Daniel ORTEGA</i>	09.03.90	304
KURDISTAN			La Contra veille <i>Cecilia GARMENDIA</i>	20.04.90	307
Créer deux, trois... plusieurs intifada ! <i>Fuat ORÇUN</i>	20.04.90	307	Un "oublié" de l'histoire (B)	18.05.90	309
LIBAN			La presse soviétique tire sur le FSLN (B)	18.05.90	309
Le Waterloo de "Napolaoun" <i>Salah JABER</i>	26.10.90	317	Pas d'état de grâce pour Violeta <i>Cecilia GARMENDIA</i>	01.06.90	310
LIBYE			Un "capitalisme social-démocrate" ? <i>DOCUMENT</i>	01.06.90	310
Kadhafi à l'épreuve de l'intégrisme <i>Luiza MARIA</i>	23.11.90	319	Violeta et les barricades <i>Cecilia GARMENDIA</i>	13.07.90	313
LITUANIE / URSS			La bataille de Managua <i>Eric TOUSSAINT</i>	14.09.90	314
Indépendance de la Lituanie et avenir de l'URSS <i>Salah JABER</i>	06.04.90	306	Débats dans le FSLN <i>Eric TOUSSAINT</i>	14.09.90	314
Aux origines de Sajudis <i>LABOUR FOCUS ON EASTERN EUROPE</i>	04.05.90	308			
MAROC					
Grèves de la faim (B)	23.02.90	303			
Sous les fastes du royaume <i>Interview de Karim MAGHREBI</i>	18.05.90	309			

***** Index Inprecor 1990 *****

LES NOTRES		
Décès d'Oskar Hippe (B)	06.04.90	306
Louis Sinclair (B)	28.09.90	315
PAKISTAN		
Adieu Benazir ! <i>Ahmad SHUJA</i>	07.12.90	320
PALESTINE		
L'an III de l'Intifada <i>Interview de Georges HABACHE</i>	12.01.90	300
En guise de dialogue avec le Dr Habache <i>Salah JABER</i>	12.01.90	300
Israël à l'heure de l'Intifada <i>Interview de Michel WARSHAWSKI</i>	12.01.89	300
Fête religieuse réprimée dans le sang (B)	18.05.90	309
L'extension de l'Intifada <i>Salah JABER</i>	01.06.90	310
Les mobiles du crime <i>Salah JABER</i>	12.10.90	316
Deux poids, deux mesures <i>DOCUMENT</i>	26.10.90	317
L'Intifada et le Golfe <i>DOCUMENT</i>	09.11.90	318
PANAMA		
L'injuste cause <i>Alfonso MORO</i>	12.01.90	300
PAYS BALTES / URSS		
Le casse-tête de Gorbatchev <i>Gerry FOLEY</i>	17.05.90	309
PEROU		
Le mauvais roman de Vargas Llosa <i>Hugo BLANCO</i>	04.05.90	308
Hugo Blanco élu sénateur (B)	28.09.90	315
PHILIPPINES		
Introduction de Paul Petitjean	01.06.90	310
Abattre le mur entre les syndicats <i>Interview d'Ernesto ARELLANO</i>	01.06.90	310
Leçons d'Est <i>Interview de Joel ROCAMORA</i>	15.06.90	311
Droit d'asile pour José Maria Sison <i>Paul PETITJEAN</i>	12.10.90	316
On solde la main-d'œuvre ! <i>Sonia RUPON</i>	23.11.90	319
POLOGNE		
La bombe à retardement <i>Cyril SMUGA</i>	27.01.90	301
Le grand écart de Solidarité <i>Cyril SMUGA</i>	04.05.90	308
Les cheminots roulent contre l'austérité <i>Cyril SMUGA</i>	15.06.90	311

La rançon des espoirs déçus <i>Cyril SMUGA</i>	28.09.90	315
Ni le marteau, ni l'enclume ! <i>DOCUMENT</i>	09.11.90	318
Le roi sans trône <i>Cyril SMUGA</i>	21.12.90	321
PORTUGAL		
Un membre du PSR au conseil municipal de Lisbonne (B)	06.04.90	306
Congrès du PSR (B)	09.11.90	318
QUATRIEME INTERNATIONALE		
Les 15 ans d'Inprecor <i>Entretien avec Ernest MANDEL</i>	12.01.90	300
Défendre la révolution nicaraguayenne <i>Résolution du SU</i>	09.03.90	304
La situation en RDA et nos tâches <i>Résolution du SU</i>	23.03.90	305
La crise du stalinisme et la question allemande <i>Projet de résolution minoritaire au SU</i>	23.03.90	305
Souscription pour l'Est (B)	04.05.90	308
Départ du SWP <i>Livio MAITAN et Braulio CHAVEZ</i>	13.07.90	313
Troupes impérialistes hors du Golfe ! <i>Bureau du SU de la IVe Internationale</i>	14.09.90	314



Golfe : Contre l'intervention <i>SU de la IVe Internationale</i>	12.10.90	316
7e camp de la jeunesse (B)	26.10.90	317
Cinquante ans après la mort de Léon Trotsky (B)	26.10.90	317

REPUBLIQUE DOMINICAINE

Zones de misère et fausses industries 23.11.90 319
Robert HELDER

ROUMANIE

La chute d'une dictature 12.01.90 300
Interview d'Edith LHOMEL

Un mélange d'espoir et d'appréhension 27.01.90 301
Gerry FOLEY

Lendemain d'élections 01.06.90 310
Livio MAITAN

Le coup de grisou 29.06.90 312
Livio MAITAN

Les lendemains qui déchantent 21.12.90 321
Gerry FOLEY

RWANDA

Nostalgies coloniales 26.10.90 317
Claude DEVILLIERS

SALVADOR

Un coup contre la révolution salvadorienne 12.01.90 300
Miguel ROMERO

Les accords de San Isidro 12.01.90 300
DOCUMENT

La barbarie en toute impunité (B) 20.04.90 307

L'adieu aux armes est encore loin 15.06.90 311
Interview d'Ana Guadalupe MARTINEZ

La guerre n'est pas finie 26.10.90 317
Sergio RODRIGUEZ

Un gouvernement terroriste 26.10.90 317
Joaquin VILLALOBOS

L'offensive anniversaire 07.12.90 320
Interview de Mario LOPEZ

SENEGAL

Regroupement à gauche (B) 01.06.90 310

Multipartisme sous surveillance 23.11.90 319
Interview d'Amadou GUIRO

Grève générale (B) 21.12.90 321

SOCIETE

Le spectacle du football impérialiste 15.06.90 311
Jean-Marie BROHM

Un Vietnamien à Prague 07.12.90 320
Interview de Ha CUONG NGHI

SRI LANKA

Crise et répression 13.07.90 313
Interview de Bala TAMPOE

SUEDE

Les ratés du "modèle" 29.06.90 312
Maria SUNDVALL

SUISSE

En finir avec l'Etat-fouineur 04.05.90 308
Sophie MASSOURI

« Notre mur de Berlin » (B) 26.10.90 317

SYRIE

Un régime isolé 20.04.90 307
Samir LADKANI

Appel international (B) 01.06.90 311

TCHAD

Habré lâché par ses "amis" (B) 21.12.90 321

TCHÉCOSLOVAQUIE

L'alternative socialiste 12.01.90 300
Interview de Petr UHL

« Moins d'Etat, plus d'autogestion » 09.03.90 304
Interview de Petr UHL

Entre espoirs et suspicions 06.04.90 306
Colin MEADE

A qui profite l'anti-communisme ? 06.04.90 306
Petr UHL

Les "élections de velours" 15.06.90 311
Colin MEADE

Panorama de la gauche 15.06.90 311
DOCUMENT

Hommage au Printemps de Pékin (B) 15.06.90 311

Petr Uhl élu à Prague (B) 13.07.90 313

La fin du consensus 23.11.90 319
Colin MEADE

TIERS MONDE

Annuler la dette (B) 06.04.90 306

La campagne contre la dette fait boule de neige (B) 18.05.90 309

Dette, la guerre silencieuse 13.07.90 313
Jacques CHERBOURG

Les mains sales 21.12.90 321
Janette Habel

TURQUIE

Viol licite des prostituées (B) 26.01.90 301

66 morts dans la mine (B) 23.02.90 303

Sur les traces de l'Empire ottoman 12.10.90 316
Fuat ORÇUN

UNION SOVIETIQUE

L'empire contre-attaque 27.01.90 301
Salah JABER

Au pays du grand mensonge 09.02.90 302
Salah JABER

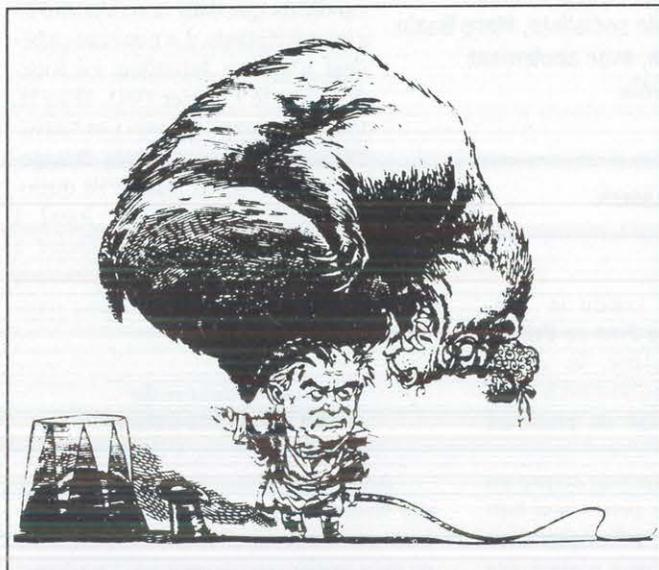
Aux sources du conflit caucasien 09.02.90 302
Fuat ORÇUN

"Démon" ou "Démosthène" ? 09.02.90 302
L. COUTURIER

Trotsky dans la presse soviétique 09.02.90 302
Marylin VOGT-DOWNEY

Délégué au premier Congrès des Soviets 09.02.90 302
Interview d'Ivan VRATCHEV

« Gorbatchev, de quel côté es-tu ? » <i>Gerry FOLEY</i>	23.02.90	303
L'avortement comme contraceptif <i>DOCUMENT</i>	23.02.90	303
Victoire de Sajudis en Lituanie <i>Gerry FOLEY</i>	09.03.90	304
Les perspectives de la gauche marxiste <i>Interview de Boris KAGARLITSKY</i>	09.03.90	304
Lettres de Léninegrad <i>Piotr LASKINE</i>	09.03.90	304



Indépendance de la Lituanie et avenir de l'URSS <i>Salah JABER</i>	06.04.90	306
Gorbatchev en quête de légitimité <i>David SEPPO</i>	06.04.90	306
Vers l'éclatement du PCUS ? <i>Interview de Mikhaïl MALIOUTINE</i>	20.04.90	307
A propos de Dieu (B)	20.04.90	307
Lituanie : Aux origines de Sajudis <i>LABOUR FOCUS ON EASTERN EUROPE</i>	04.05.90	308
Comités de grèves en Ukraine <i>Zbigniew KOWALEWSKI</i>	04.05.90	308
Révélation sur le testament de Lénine (B)	04.05.90	308
Menaces de grèves (B)	04.05.90	308
Pays baltes : Le casse-tête de Gorbatchev <i>Gerry FOLEY</i>	18.05.90	309
La presse soviétique tire sur le FSLN (B)	18.05.90	309
Komsomols pour les tendances (B)	18.05.90	309
Mobilisations des étudiants ukrainiens (B)	18.05.90	309
Les bains de mer ou la glasnost (B)	18.05.90	309

« Il faut revenir aux années 20 » <i>Interview d'Alexandre BOUZGALINE</i>	01.06.90	310
Déclaration de la Plate-forme marxiste <i>DOCUMENT</i>	01.06.90	310
Les épines du marché <i>David SEPPO</i>	15.06.90	311
La Confédération du travail <i>Poul FUNDER LARSEN</i>	29.06.90	312
L'oncle Lénine (B)	13.07.90	313
La "mémoire" de Kaganovitch (B)	13.07.90	313
Le Congrès de tous les dangers <i>Poul FUNDER LARSEN</i>	14.09.90	314
Trotsky : La fin de l'histoire officielle ? <i>Interview de Dimitri VOLKOGONOV</i>	14.09.90	314
Vers le stalinisme de marché ? <i>David SEPPO</i>	28.09.90	315
Chaos et marché <i>Catherine VERLA</i>	12.10.90	316
L'hiver de tous les dangers <i>Interview de Nikolai PREOBRAJENSKI</i>	12.10.90	316
Impressions de voyage <i>Anne-Marie FANON</i>	26.10.90	317
Voix de Léninegrad <i>TABLE RONDE</i>	26.10.90	317
« Demain, il sera trop tard » <i>DOCUMENT</i>	09.11.90	318
La IVe Internationale dans la presse soviétique (B)	09.11.90	318
Les collectifs de travailleurs et la privatisation <i>David SEPPO</i>	07.12.90	320
Ecologie et socialisme <i>Interview de Vadim DAMYE</i>	21.12.90	321
L'Ukraine contre Gorbatchev <i>DOCUMENT</i>	21.12.90	321
URUGUAY Cohabitation ou confrontation ? <i>E. HERRERA et G. VASQUEZ</i>	06.04.90	306
YUGOSLAVIE Les méandres de la démocratisation <i>Branka MAGAS</i>	23.02.90	303
Le conflit serbo-albanais <i>N. JERKIC et J. ZUNDEL</i>	20.04.90	307
La poudrière du Kosovo <i>Interview de Veton SURROI</i>	20.04.90	307
Vers la désintégration ? <i>Michèle LEE</i>	12.10.90	316
ZIMBABWE Le Willowgate <i>Sophie HAWES</i>	09.03.90	304

La victoire de l'avalasse

« *LES ELECTIONS* ont toujours été une arme utilisée par les classes dominantes pour maintenir les mêmes rapports de classe, par conséquent le même système d'exploitation. Ce type d'élections est truqué, la grande majorité du peuple en est exclue et, si l'on donne l'impression d'un changement, ce n'est qu'un maquillage, et l'essentiel n'est pas modifié », a déclaré le Père Aristide au journal *Haïti Progrès*. Pour l'impérialisme, les élections du 16 décembre devaient donner une légitimité, même avec peu de votants, à une équipe préparée depuis longtemps à servir ses intérêts, et prête à gouverner en alliance avec certains secteurs "duvaliéristes". Le Père Aristide a donné un coup de pied dans cet échafaudage. Il a réussi son projet : retirer l'arme électorale à l'ennemi, « ne pas favoriser leurs élections et les convertir en avalasse [raz-de-marée], en "opération Lavalas" pour barrer la route aux macoutes ».

L'avalasse est descendue dans les urnes. Mais, il y a plus remarquable. Le projet de l'ambassade nord-américaine était d'empêcher Aristide d'être élu dès le premier tour. Et le 16 décembre, jour du scrutin, tout a été bon pour entraver le vote dans les quartiers populaires, tant à Port-au-Prince qu'en province. Dans certains bureaux de vote de la capitale, personne n'avait encore pu voter à 4 heures de l'après-midi. Le matériel électoral était incomplet. Dans un bureau, c'est un observateur étranger qui a dû confectionner l'urne lui-même ! Un membre du Conseil électoral chargé d'organiser le scrutin a déclaré, en milieu de journée, que la situation était très difficile, que des bulletins de vote destinés à l'élection présidentielle avaient été volés, et que dans les campagnes, les militaires surveillaient le vote des paysans, jusque dans l'isolier.

Mais la mobilisation, le courage et la volonté de vaincre furent les plus forts. Les électeurs passèrent parfois dix heures à faire la queue pour voter. Ils interceptèrent des voitures chargées de bulletins

Le 16 décembre 1990 restera une date historique en Haïti. Ce jour-là, les opprimés de toujours ont fait entendre leur voix. Avec 70 % des suffrages exprimés (chiffre provisoire), le Père Aristide a été élu triomphalement président de la République dès le premier tour. Soutenu par l'impérialisme nord-américain et l'Internationale socialiste, Marc Bazin arrive en seconde position, avec seulement 12 % des voix.

Arthur MAHON

volés. Ils manifestèrent contre la "magouille" dans les rues de Port-au-Prince. Sous la pression populaire, et contre l'avis des partis politiques hostiles à Aristide, le vote fut prolongé de plusieurs heures dans la nuit.

Le 5 décembre, un attentat contre un meeting du père Aristide avait causé huit morts et une soixantaine de blessés. Pour que de nouveaux massacres n'aient pas lieu (comme lors des élections de novembre 1987), des barricades ont été dressées à l'entrée de certains quartiers et des brigades de vigilance ont parfois été organisées.

Le torrent balaye les partis

Le raz-de-marée du 16 décembre a mis à nu les partis qui, depuis la chute de Duvalier, prétendaient tenir le haut du pavé. Il en est ainsi du Parti nationaliste progressiste révolutionnaire haïtien (PANPRA), affilié à l'Internationale socialiste, et principal soutien de Bazin ; une scission de fait s'est opérée en son sein car une partie de ses militants a soutenu Aristide. Et l'échec du Parti unifié des communistes haïtiens (PUCH) — qui, en 1986, jouissait d'un immense prestige dans la jeunesse — est patent. En peu de temps, sa politique opportuniste lui a fait perdre tout crédit. Son candidat, René Théodore, a fait campagne contre Aristide, expliquant que sa soudaine candidature visait à l'empêcher, lui Théodore, de devenir président ! Le PUCH a lui aussi connu des scissions.

Le 20 janvier 1991, aura lieu le second tour des élections législatives, sénatoriales et communales — le premier tour s'est déroulé le 16 décembre. L'enjeu est

d'importance car, selon la Constitution, le président de la République détient très peu de pouvoirs. Le gouvernement sera issu de la majorité parlementaire ; or le front qui soutient Aristide ne présente des candidats que dans une minorité de circonscriptions. Le nouveau président n'entrera lui-même en fonctions que le 7 février 1991. D'ici là, tout peut encore arriver. Les "duvaliéristes" se sont montrés étrangement silencieux. Or, on sait qu'ils disposent actuellement d'armement lourd à Port-au-Prince et en province. Quant à l'armée, toute illusion sur ses aspirations au changement pourrait se révéler mortelle.

La menace de la récupération

Aristide a réussi à retourner l'arme des élections en sa faveur. Mais les Etats-Unis ont beaucoup d'atouts en main, et on ne peut exclure qu'ils arrivent à retourner à leur avantage la situation originale qui s'est créée. L'alliance qu'Aristide a bâtie autour de sa candidature est très composite. Les secteurs les plus éclairés de la bourgeoisie haïtienne ont déjà compris qu'ils avaient intérêt à entourer Aristide pour stabiliser la situation, voire faire dévier de son chemin et étouffer celui qui a déclaré : « *Le peuple est l'acteur principal ; nous, nous faisons uniquement ce que le peuple nous dit de faire.* » Aristide disposera en effet de peu de pouvoirs. Par contre, sa popularité rejaillira sur un futur gouvernement, qui peut avoir la tentation de bâtir une unité nationale factice au détriment des plus démunis.

Littéralement, l'avalasse c'est le torrent de boue qui emporte tout sur son passage. De même qu'elle a rendu possible ce projet fou qu'était l'élection d'Aristide, seule l'avalasse populaire pourra balayer les obstacles institutionnels, obtenir un gouvernement défendant ses intérêts, faire capoter les plans des classes dominantes, qui viseraient à récupérer à leur profit la victoire électorale, bloquer les tentatives de coup d'Etat, et imposer de profonds changements, à commencer par l'épuration de l'appareil d'Etat. ★